l'Anticapitaliste

N°176-177 | Août-Sept 2026 | 5 €

la revue mensuelle du NPA





TRAVAIL DE MASSE



MILITARISATION, IMPASSE DU LIBÉRALISME



UN MASSACRE EN KABYLIE

Sommaire

ÉDITORIAL

Comité de rédaction. Les masses contre le fascisme ? 3

PREMIER PLAN

Félix Machin. La militarisation, ultime impasse du néolibéralisme ? 4

Edouard Soulier. L'Europe doit cesser de financer la recherche Israélienne 7

DOSSIER. TRAVAIL DE MASSE

Anne Cavrero. Porter une ligne: « *Lutte des classes* » dans les organisations féministes ? 11

Commission Antiraciste. Travail de masse et antiracisme politique 15

An Gwesped, Antoine Larrache, Mayi. Cadres de soutien à la Palestine : bilan, perspectives et tâches 19

Anne Cravero & Hafiza B Kreje (Commission ESR), Hugo Harari-Kermadec (RESI). Un travail de masse est-il encore possible dans l'ESR 25

Robert Pelletier (CILT). 54ème congrès de la CGT : apaisé mais les contradictions demeurent 31

Correspondant (Bordeaux). La CFDT prépare déjà l'après-2027 34

DÉBATS.

Hafiza b Kreje. Ligne de masse plutôt que travail de masse ? 36

Johann Hoarau, Sarah Zanaz, Victor Duran-Le Peuch, Florence Dellerie, Lyla M. (Raie Futée). Réponse à: « *La question animale* » : quelques confusions à démêler 41

John Munayer et Lamma Mansour. Actualité de la théologie de la libération palestinienne (entretien) 44

HISTOIRE

Safia Kessas, Fabrice Riceputi. Un massacre en Kabylie, Algérie 1956 46

FOCUS

Hafiza b Kreje. Stop au permis de tuer 46

Retrouvez notre revue sur le site de l'*Anti*capitaliste
https ://lanticapitaliste.org/presse/revue.

Couverture : © Photothèque Rouge.



Manifestation Non au permis de tuer 20 septembre 2026 © NPA Phototèque Rouge.

NPA
l'Anticapitaliste

Abonnement

France	Plein tarif	Tarif réduit*
11 numéros (1 an)	55 euros	42 euros
6 numéros (6 mois)	30 euros	23 euros
Étranger		
11 numéros (1 an)	61 euros	48 euros
6 numéros (6 mois)	33 euros	26 euros
Prélèvement		
3 numéros (3 mois)	15 euros	11,50 euros

* Jeunes, chômeur·euses, précaires et retraité·es aux faibles revenus.

Chèques à l'ordre de : NSPAC à envoyer à Diffusion Presse 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

Joindre la diffusion : 01 48 70 42 31 ou diffusion.presse@npa2009.org.

https ://lanticapitaliste.org/abonnement

*l'Anti*capitaliste

la revue mensuelle du NPA-L'Anticapitaliste

Comité de rédaction
Fabienne Dolet, Anjela Gallais-Lavanant, Raphaël Greggan, Pechi Guevara, Thierry Labica, Hafiza b. Kreje, Antoine Larrache, Hélène Marra, Koldo Mendi, Camille Nashorn, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Édouard Soulier.

Pour contacter la rédaction
contact-revue@npa2009.org

Directrice de la publication
Penelope Duggan

Secretaire de rédaction
Raphaël Greggan

Diffusion
diffusion.presse@npa2009.org

Administration
01 48 70 42 30
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire
0519 P 11509

Numéro ISSN
2269-370X

Société éditrice
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage
3 000 exemplaires

Maquette et impression
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Les masses contre le fascisme ?

COMITÉ DE RÉDACTION

Avec du retard, nous publions un numéro double de la revue, où nous revenons sur la notion centrale de travail de masse, qui a pour objectif d'éclairer la manière dont nous concevons une partie prépondérante de notre activité. Alors que la fascisation démultiplie la dégradation de nos conditions matérielles et de nos possibilités de militer, elle renforce la nécessité de penser une intervention large qui permette de construire une résistance concrète aux temps qui viennent.

La rentrée de l'année 2026 - 2027 s'ouvre sur de belles mobilisations antiracistes et indiquent la combativité de notre camp (focus) : la lutte contre les violences policières, centrales dans les temps de la fascisation, a ainsi été au premier plan d'une période politique marquée par ailleurs par les controverses islamophobes organisées par l'extrême-droite. De fait, l'antiracisme irrigue notre intervention dans la lutte des classes et constitue un axe majeur de notre intervention politique. L'accroissement de la pression raciale sur notre classe est l'une des marques de la fascisation, face à laquelle la multiplicité des fronts de résistance est encourageante quant à nos possibilités de résister. Encore et tant qu'il le faudra, antifascistes et antiracistes, unitaires et révolutionnaires, nous oeuvrons à l'unification de notre classe.

RENFORCER LE TRAVAIL DE MASSE

Si la campagne présidentielle a commencé sur les bases racistes qu'on pouvait pressentir et que le choix historique de notre organisation de ne pas présenter de candidature propre transforme notre intervention, notre choix met aussi en lumière le caractère cardinal dans notre organisation du *« travail de masse »*. Il nous faut donc revenir sur sa définition (voir le cadrage du dossier, p. 10) et les conditions de de son actualisation. Se pencher sur l'articulation de ce qu'il était convenu de distinguer comme *« oppression »* de *« l'exploitation »*permet de réfléchir sur la manière de penser le travail de masse depuis le genre (p. 12 - 14), la race (p. 15 - 18) et les luttes anti-coloniales sur la Palestine (p.24 - 28). Dans une perspective de dialogue, nous reproduisons un article sous la forme de droit de réponse à notre précédente parution (p.40 - 42) sur la cause animale, et entamons l'explicitation de la notion de *« ligne de masse »* dans la tradition maoïste (p.36 - 38) pour nous ouvrir aux évolutions d'un mouvement qui retrouve un important dynamisme dans la jeunesse et les luttes anti-coloniales.

UNE RENTRÉE SOCIALE À ANIMER

La rentrée sociale est également dynamique avec un 29 septembre qui s'annonce réussi, au-delà d'un rendez-vous syndical traditionnel. Dès lors, faire le bilan des récents congrès syndicaux (p. 19 - 21 pour la CGT, et p.22 - 23 pour la CFDT) est utile pour pour identifier les dynamiques internes aux cadres de masse que nous fréquentons le plus assidûment, et dont la réactivation est cruciale pour soutenir dans la rue le rapport de force avec le patronat et l'Etat néo-libéral et austéritaire. Dans le contexte de notre campagne contre la vie chère et pour la hausse des salaires, il faut participer aux dynamiques qui renforcent le mouvement syndical et l'orientent sur une base réelle d'opposition au capitalisme. Moyen indispensable de l'auto-organisation de notre classe, les syndicats sont aussi le reflet des difficultés majeures qu'elle rencontre.En complément, l'émergence d'un mouvement para-syndical, qui ressemble au dernier grand mouvement de lutte dans l'Enseignement supérieur et la recherche a le mérite de nous inciter à décloisonner nos perspectives de mobilisation depuis les lieux de travail (voir p. 30 - 35).

«L'ALGÉRIE A VAINCU, LA PALESTINE VAINCRA ! », NOS BOUSSOLES ANTICOLONIALES

Le mois d'octobre qui arrive sera un mois de lutte anti-coloniale. Les très nombreuses mobilisations anti-militaristes en soutien à la Palestine constitueront une partie de notre agenda. Devant la conversion de l'appareil productif dans sa globalité vers des objectifs impérialistes, l'antimilitarisme se déploie dans l'ensemble des espaces de luttes. Contre la militarisation du monde (p.4 - 6), on pourra présenter des luttes concrètes, comme le modèle du boycott universitaire (p. 7 - 9) pour s'organiser et lutter par en bas. Enfin, dans la perspective des mobilisations en hommage aux algérien·ne·s noyé·e·s dans la Seine le 17 octobre, nous revenons sur les violences commises lors de la guerre d'Algérie, et en particulier sur l'invisibilisation des massacres commis sur les populations kabyles, par un entretien avec les auteur·e·s d'un récent ouvrage de témoignage (p.44 - 45).

La militarisation, ultime impasse du néolibéralisme ?

PAR FELIX MACHIN

Le monde a connu en 2025, selon l'ONU, le nombre de conflits armés le plus élevé depuis la Seconde Guerre mondiale : 130, un chiffre qui a doublé en 15 ans. Tous les continents sont touchés et depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022, l'affaire est entendue pour les bourgeoisies européennes : il faut « réarmer » l'Europe. Emmanuel Macron est très volontaire en la matière, amateur de formules aussi violentes que ridicules : on se souviendra de son « nous sommes en guerre » lors de la crise sanitaire ou du « réarmement démographique » voulu pour la France…

SOUS LA GUERRE, LA CRISE ÉCONOMIQUE

Aujourd'hui, l'économie mondiale est suspendue à une guerre en particulier. Les médias dominants préfèrent la présenter comme la folie d'un homme, mais la guerre déclarée à l'Iran par les USA ne peut se comprendre que dans le cadre de la compétition entre l'impérialisme états-unien, jusqu'alors hégémonique, et l'impérialisme chinois qui conteste désormais cette hégémonie. Une compétition qui se joue ici autour du pétrole. *« Contrôler le « robinet du pétrole » du Golfe est crucial pour la stratégie des États-Unis envers la Chine, dont près de la moitié des importations de pétrole proviennent du Golfe. »* . En effet, *« quiconque contrôle le Moyen-Orient contrôle le robinet du pétrole mondial et quiconque contrôle le robinet du pétrole mondial peut contrôler l'économie mondiale, du moins pour un avenir proche »*(1). Et si pour Israël le programme nucléaire iranien est une menace existentielle, Washington le voit surtout comme une menace pour ses intérêts et l'économie mondiale, là encore, à travers la menace de bombardement des champs de pétrole voisins. Par ailleurs, la dimension économique de l'activité guerrière est évidente dans le cas d'Israël : le génocide à Gaza et les agressions sur les pays voisins permettent l'accumulation primitive, notamment par l'accaparement des terres volées aux Palestinien·nes, tout en soutenant l'économie de l'armement israélienne désormais très florissante.

Cette guerre contre l'Iran répondait également à la situation économique des États-Unis en particulier.

Aux Etats-Unis, la croissance est faible, l'inflation progresse et le pouvoir d'achat se dégrade, la guerre n'est pas seulement une diversion pour cacher cela mais aussi une tentative de relancer la machine. En proposant d'augmenter le budget militaire des États-Unis à 1500 milliards de dollars (un record historique), le gouvernement Trump a ainsi prétendu que cela permettrait *« une renaissance de l'industrie américaine comme on n'en voit qu'une fois par siècle »* (*«once-in-a-century revival of American industry »*). Le phénomène n'est pas très original : sous le capitalisme, la militarisation permet l'illusion de la croissance et se justifie aussi par la concurrence pour les ressources et les marchés.

Du côté de l'État français, on trouve la même rhétorique : augmenter le budget des armées reviendrait à investir dans une production industrielle fantasmée comme non-délocalisable (les salarié·e·s du groupe Lauak, racheté par une multinationale indienne ayant pour objectif de délocaliser d'ici quelques années, apprécieront) ; ce serait un investissement productif créant des actifs industriels durables ; il y aurait des retombées positives sur l'innovation civile et, *last but not least*, la production d'armements équilibre la balance commerciale française, puisque notre État faire partie du triste trio de tête des exportateurs d'armes…

LA GUERRE, MÈRE DE L'ÉTAT FRANÇAIS

L'État français est né de la guerre et du prélèvement de l'impôt pour la financer ; il est dès ses origines un État militaro-fiscal avant tout. L'intrication du politique et de l'économie n'y sont pas une anomalie mais bien une caractéristique fondamentale. Constitution du premier empire colonial français, Révolution française, guerres napoléoniennes puis coloniales, rivalités inter-impérialistes puis guerres mondiales… c'est une longue continuité jusqu'au choix *« gaullien »* d'affirmer l'impérialisme français par l'indépendance militaire y compris nucléaire.

Mais si le temps long permet de rappeler l'ordre normal des choses (la militarisation est une composante nécessaire du capitalisme), il faut souligner l'emballement guerrier actuel. Le budget des armées a doublé en 10 ans, pour les effectifs comme pour l'équipement. Il faut remonter à 2015 pour trouver une année sans hausse de ce budget ! De même, celui de l'Intérieur n'a cessé de croître depuis 2015. Il a augmenté d'au moins 25 % mais

surtout, les dépenses d'équipement ont elles aussi doublé !

L'Etat français a constitué de longue date un Système Militaro-Industriel (SMI) considérable. La production d'armes et la puissance militaire de l'État français sont d'ailleurs devenues une sorte d'avantage comparatif en Europe, alors que le reste de l'industrie tombait par pans entiers face à la concurrence. 15 des 50 premières usines industrielles de France en 2013 produisaient pour l'armement. On a bien vu comme on était fiers d'être les producteurs du fameux: *« canon Caesar »* au début de la guerre en Ukraine, et on nous a bien expliqué que les Allemands étaient nuls car ils ne pouvaient pas fournir du vrai matériel ! La production de l'industrie d'armement française a d'ailleurs bondi de 20 % depuis le début de l'invasion. Les entreprises concernées ont été et sont encore particulièrement valorisées par la propagande. Pas touche à Airbus, Dassault ou Thalès ! Il faut souligner aussi que beaucoup de fournisseurs sont communs à l'intérieur et à l'armée : Airbus Helicopters, Safran, SIG Sauer, Arquus (ex-Renault Trucks Defense), Thales, avec parfois un matériel proche et *« juste »* adapté comme l'hélicoptère H160 (une version militaire, une civile et une *« Law Enforcement »*). C'est aussi vrai dans le cas très inquiétant de l'IA : Thalès et Eviden (ex-Atos) en joint-venture pour remplacer Palantir, Système V pour remplacer Briefcam, le logiciel algorithmique d'Israël, ou encore Mistral AI qui développe des technologies mixtes.

Pour de nombreux capitalistes, la guerre est l'occasion de s'engraisser et certaines entreprises, y compris civiles, de sortir de l'ornière ou faire leur place au triste soleil de l'IA. Renault, en difficulté avec presque 11 milliards de pertes en 2025, se tourne *« poussé par le gouvernement »* d'après Le Monde, vers la production de *« grands drones à bas coût »* dans son atelier du Mans. La presse a annoncé avec délectation qu'un contrat de Palantir avec les services secrets allemands avait été récupérés par ChapsVision, une entreprise française. Alors que les USA n'apparaissent plus comme un allié aussi fiable qu'avant, les capitalistes français peuvent ainsi se frotter les mains : leur: *« avantage comparatif »* si chèrement entretenu, y compris au détriment des vies des Algérien·nes, des Kanaks et de toutes les populations victimes des *« opérations extérieures »* et des interventions dans l'ancien empire colonial, peut profiter à plein de ce retournement.

La militarisation, au niveau économique, n'est pas circonscrite à l'armée et aux opérations: *« extérieures »* . Elle concerne aussi l'équipement toujours plus délirant des forces de répression de l'État bourgeois (2000 grenades à Sainte-Soline, quel chiffre d'affaire pour le fournisseur ?). La: *« planche de salut »* de la relance militaire implique la brutalisation des relations internationales mais aussi des rapports d'exploitation dans l'État français même et ses colonies. C'est armer un·e prolétaire pour tirer sur un·e autre, d'ici ou d'ailleurs. Or, si quand on a un marteau, tout problème est un clou, alors qu'en est-il quand on est équipé de grenades et de LBD pour: *« maintenir l'ordre »* ?



LA MILITARISATION AU SECOURS DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE ?

Le symbole actuel du recours à la militarisation pour sauver l'économie, c'est l'Allemagne. Son modèle économique basé sur les exportations, notamment vers la Chine, est menacé

par la montée en gamme de la production chinoise et la baisse des importations de la Chine. L'Allemagne est aussi frappée de plein fouet par la réorientation des exportations chinoises vers le marché européen pour pallier la baisse de ses débouchés sur le marché étatsunien. Pour résister à ce*« second choc industriel chinois »*, le gouvernement assume que*« la politique de défense et de sécurité sont des facteurs économiques essentiels »* (K. Reiche, ministre fédérale de l'économie, citée par R. Godin). Ainsi, le gouvernement de Friedrich Merz veut-il investir jusqu'à 150 milliards d'euros d'ici 2029 dans ces secteurs. Cette dynamique s'affirme un peu partout en Europe et la France est bien contente car son système militaro-industriel est un de ses rares atouts à l'échelle européenne.

Cette: *« relance par le militaire »* est tentante car la défense est un secteur qui peut toujours commander. Mais si les commandes peuvent être garanties, c'est parce qu'elles sont assurées par l'État. C'est donc hyper-coûteux en termes de finances publiques. Et c''est d'autant plus coûteux que, malgré toute la flûte dont voudront bien nous jouer les toutologues libéraux, ça n'entraîne pas le reste de l'économie : d'après Claude Serfati, si entre 2008 et 2018 la production industrielle dans l'armement et l'aéronautique a progressé, elle a stagné dans l'agro-industrie et chuté dans tous les autres secteurs. Cherchez l'entraînement… En Pologne, l'augmentation des dépenses d'armement aurait eu un*« effet discret »* sur l'économie. En Allemagne, un euro dépensé dans l'armement déclenche moins de 50 centimes de croissance (quand un euro dépensé dans le soin en entraînerait 3…).

De plus, la relance par l'armement n'a pas d'effet durable : dès qu'elle faiblit, ses effets faiblissent aussi. Et pour la financer, il faut couper dans d'autres dépenses. Cela justifie l'agenda d'attaques antisociales des capitalistes, mais réduit aussi la demande civile, contribuant au problème que cette relance essaie de résoudre tout en rendant l'économie encore plus dépendante du secteur de la défense.La militarisation est donc une fuite en avant. Si la croissance dépend du militaire, alors il faut en augmenter le besoin ou l'utilisation. In fine, la garantie du maintien du besoin de commander des armes, c'est bien de s'en servir… Et la reconversion de cet appareil productif vers le civil serait coûteuse, ce qui encourage à persister dans la militarisation.

Illusion de la croissance : la production d'armement est auto-alimentée par la commande publique et elle irrigue difficilement, surtout de nos jours, le secteur privé. Concurrence pour les ressources : la dernière trouvaille du capitalisme, l'IA, est particulièrement gourmande en énergie et en terres rares, alors que ces dernières sont déjà au cœur du réacteur de l'économie mondiale. Concurrence pour les marchés : qui agenouille l'autre peut le forcer à lui ouvrir son pays, comme les USA l'ont fait en Irak au début du siècle. Si elle n'est pas spécifique aux périodes de crises (l'armée et la police sont des institutions vitales au capitalisme), la militarisation est donc une réponse particulièrement tentante lorsque les profits se tassent.Enfin, le secteur n'échappe pas aux tendances lourdes du capitalisme contemporain : une industrie devenue très intensive en capital avec des salarié·es toujours plus exploité·es. La production d'armement est de moins en moins créatrice d'emplois et cela est d'autant plus vrai avec l'avènement de l'IA. Par exemple, les data-centers représentent des investissements considérables pour très peu d'emplois et beaucoup de dégâts écologiques. Si l'emploi dans l'industrie de la défense a mieux résisté en France, le nombre d'emplois de l'industrie de l'armement américaine est ainsi passé de 3,2 millions dans les années 80 à 1,1 million en 2020, alors que les conditions salariales et de travail se dégradaient. Pourtant, le budget a augmenté de 22 % sur la même période !

Pour autant les: *« reconversions »* ou: *« virages stratégiques »* , comme chez Renault qui souhaite produire dans son atelier du Mans des drones à bas-coût, vers la production de matériels: *« attritionnables »* est présentée comme réponse à la*« désindustrialisation »* . Le peu d'emplois créés le seront donc moins dans la production que dans les effectifs de l'armée et de la police, pour tenir en joug celleux des prolétaires qui n'auront pas rejoint leurs rangs.

Oui, la militarisation répond en partie à la crise du capitalisme, mais ni pour le sauver ni pour relancer la machine et permettre de redistribuer les gains de cette relance. Pire, la militarisation, en masquant la crise, l'approfondit. Et les travailleureuses n'ont que sang, sueur et larmes à attendre de cette tendance. En aggravant la concurrence pour l'énergie, les terres rares et l'eau, et pour la domination du marché de l'IA, elle ne peut apporter que la guerre et le désastre écologique. Mais la militarisation n'est pas qu'une impasse pour résoudre la crise du système capitaliste, c'est la voie vers une transformation profonde du néolibéralisme. Elle annonce un nouveau mode de gestion capitaliste fondée sur une brutalisation toujours plus avancée des rapports sociaux ; c'est l'acolyte indispensable de la fascisation. Socialisme ou Barbarie !

1. *Gilbert Achcar,: « La domination impériale et le pétrole restent au cœur des guerres au Moyen-Orient » , Contretemps, 22 mars 2026, https://www.contretemps.eu/empire-petrole-guerres-iran-liban-moyen-orient-etats-unis-israel/*
2. *David Harvey, Le nouvel impérialisme, Éditions Amsterdam, 2010*
3. *once-in-a-century revival of American industry», cité par Lorah Steichen,: « War Isn't Working for American Workers » , Jacobin, 23 avril 2026, https://jacobin.com/2026/04/military-arms-industry-workers-labor*
4. *https://blog.insee.fr/l-industrie-de-defense-francaise-sous-tensions*
5. *Olivier Pinaud,: « Renault avance à pas comptés dans la production de drones militaires » , Le Monde, https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/05/06/renault-avance-a-pas-comptes-dans-la-production-de-drones-militaires_6686131_3234.html*
6. *Le: « premier choc industriel chinois » renvoie aux effets économiques sur l'industrie européenne et étasunienne de l'adhésion à l'OMC en 2001.*
7. *Romaric Godin,: « Les illusions et les dangers du keynésianisme militaire » , Médiapart, 13 avril 2026, https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/130426/les-illusions-et-les-dangers-du-keynesianisme-militaire*
8. *Claude Serfati,: « La centralité du militaire en France et ses effets sur le système productif et l'emploi » , Les Possibles, 26 juin 2020, https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-24-ete-2020/dossier-la-transformation-du-systeme-productif/article/la-centralite-du-militaire-en-france-et-ses-effets-sur-le-systeme-productif-et*
9. *Lorah Steichen,: « War Isn't Working for American Workers » , Jacobin, 23 avril 2026, https://jacobin.com/2026/04/military-arms-industry-workers-labor*
10. *L'attrition est une stratégie visant à l'épuisement des ressources de l'adversaire.*

L'Europe doit cesser de financer la recherche Israélienne

PAR EDOUARD SOULIER (FRACBI)

Depuis le début du génocide, plusieurs organisations ont recommencé à pointer du doigt la responsabilité des universités israéliennes dans sa poursuite. Loin d'être des institutions neutres et universalistes, elles participent, amplifient et organisent l'entreprise coloniale. Même si individuellement certain·es chercheur·e·s sont opposé·e·s à l'état colonial et d'apartheid, en tant qu'institutions les universités israéliennes sont des points d'appui pour légitimer, justifier et organiser la domination sur le peuple palestinien, la suprématie ethno-nationaliste et la justification de l'entreprise coloniale

LES UNIVERSITÉS, DES INSTITUTIONS DU SAVOIR RACIAL EN PALESTINE OCCUPÉE

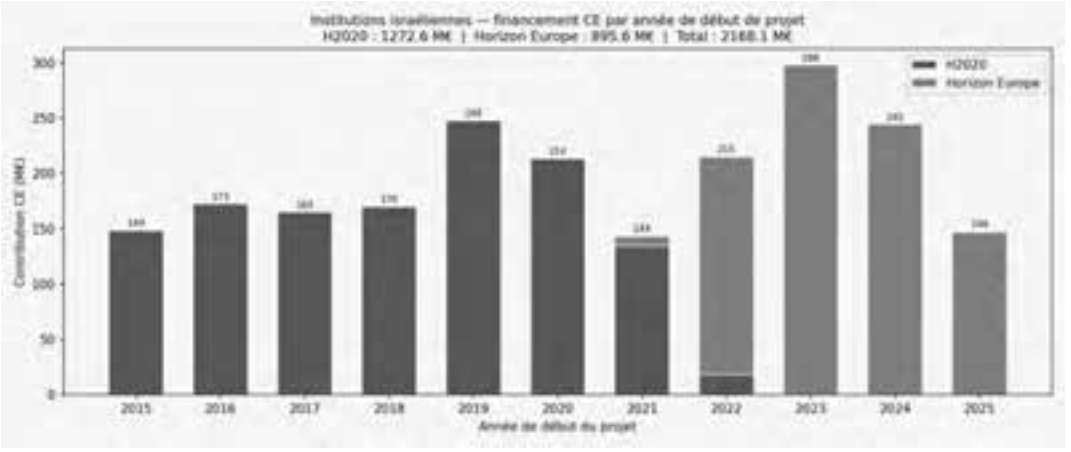
Les universités sont des institutions particulières car elles représentent la connaissance, la libre discussion et circulation des idées. La raison d'être de la formation des étudiant·es est de développer une expertise critique afin de devenir les futur·es membres des classes dirigeantes.

Les universités Israéliennes sont d'une part une partie intégrante de la société israélienne, le taux d'études supérieures pour les citoyens non-juifs est extrêmement faible. La nécessité de faire son service militaire, et l'adaptation des études à ce service défavorise largement les populations palestiniennes qui ne le font pas. Elles organisent leur programme directement avec l'armée et les soldats sont présents sur le campus. Les recherches militaires sont directement liées aux différentes industries d'armement Israéliennes. De même, depuis de nombreuses années, les directions universitaires ont participé activement à supprimer tout discours anti-colonial, anti-apartheid. Les manifestations, notamment d'étudiantEs palestinienNEs, sont régulièrement interdites. Les posts enflammés anti-palestiniens de plusieurs directions d'université - dont Tel Aviv notamment- font aussi partie de la complicité.

Les universités structurellement participent à un processus d'effacement du peuple palestinien et de justifications des pires crimes de manière plus insidieuse et sont au service de la justification idéologique d'un État raciste : recherche archéologique biaisée au profit de l'historiographie juive au détriment des autres peuples, recherche en droit permettant de légitimer le massacre de civils et l'éthique de l'utilisation de l'IA sur des populations. Bien entendu la recherche en écologie et environnement qui permettent de déloger des palestinienNes et transformer leur terres en parc national sous prétexte de préservation de la nature.

ORGANISER LE BOYCOTT UNIVERSITAIRE

Il faut donc boycotter les universités israéliennes, mais celles-ci sont épargnées par les critiques au nom de l'universalité et sont même très souvent des partenaires des universités françaises, notamment sous la

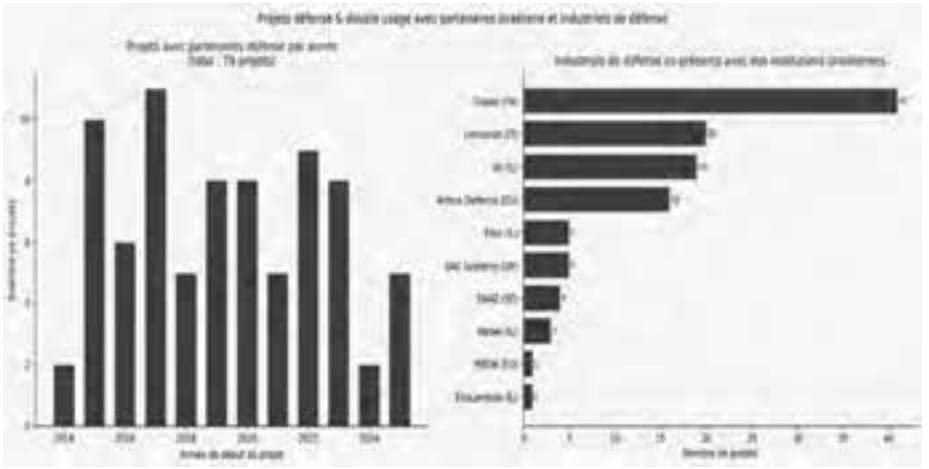


forme de programme ERASMUS. Pourtant, ERASMUS est un programme d'échange européen, et techniquement, Israël n'est pas un Etat européen. D'ailleurs si ces dernières n'affichent plus vraiment ces partenariats - et admettent du bout des lèvres qu'ils ne concernent quasiment personne - les universités israéliennes- les mettent en avant pour indiquer et renforcer l'aspect de normalité de ces partenariats. L'apparence de normalité est une stratégie importante dans le branding d'Israël. Des conférences se déroulent à quelques kilomètres de gaza et donc d'un génocide sans que cela ne pose problème aux conférenciers.

Plus largement, les financements européens sont aussi fléchés vers la recherche israélienne. Si l'on analyse les programmes effectués par l'Europe depuis 2015, on peut établir qu'ils ont lieu selon deux types de processus de financement: H2020 (jusqu'en 2022) et Horizon Europe (qui court jusqu'en 2030). Ces programmes sont des appels à projets: selon les cas, une thématique est proposée au financier et un consortium - un groupe de laboratoires et/ou d'institutions - répond à cet appel. S'il est sélectionné après un processus très compétitif - il se retrouve financé.

Les montants totaux sont de plus de 2 Milliards d'Euros fournis à des partenaires israéliens sur les 10 dernières années soit donc près de 200 Millions d'euros par an!

On note une augmentation des financements Horizon Europe et ce malgré le début du génocide en 2023.



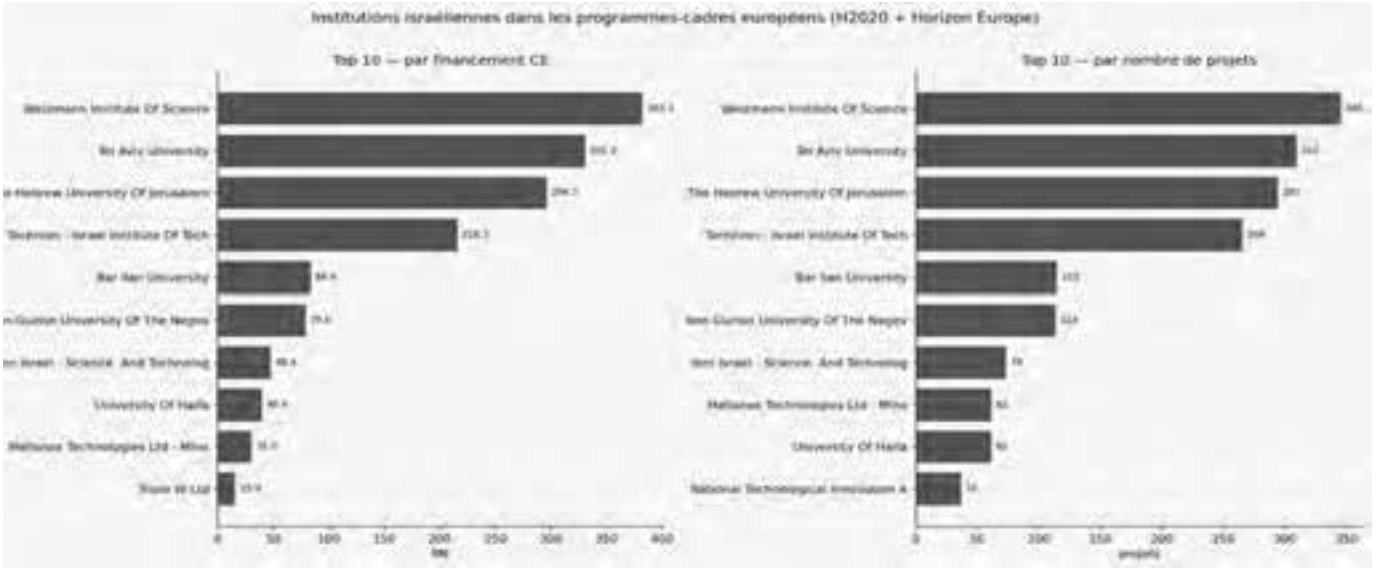
FINANCEMENT DE L'ARMEMENT

Si la plupart des institutions financées restent des universités - les 3 principales d'entre elles sont le Weizmann Institut of Science, Tel Aviv university et l'université Hebraique de Jérusalem (installé illégalement à Jérusalem Est par ailleurs) - Israël est un partenaire important en recherche et développement militaire. Entre 3 et 10 projets par an ont été financés par l'Europe sur un total de 79 durant les10 dernières années et l'essentiel des partenariats concernent Thales, Leonardo et bien entendu les boîtes d'armements israéliennes comme Elbit, IAI et Rafael. (figure 2)

On note également ici des projets financés au-delà de 2023. L'Europe finance donc directement sous prétexte de recherche scientifique l'industrie d'armement israélienne (et européenne)!

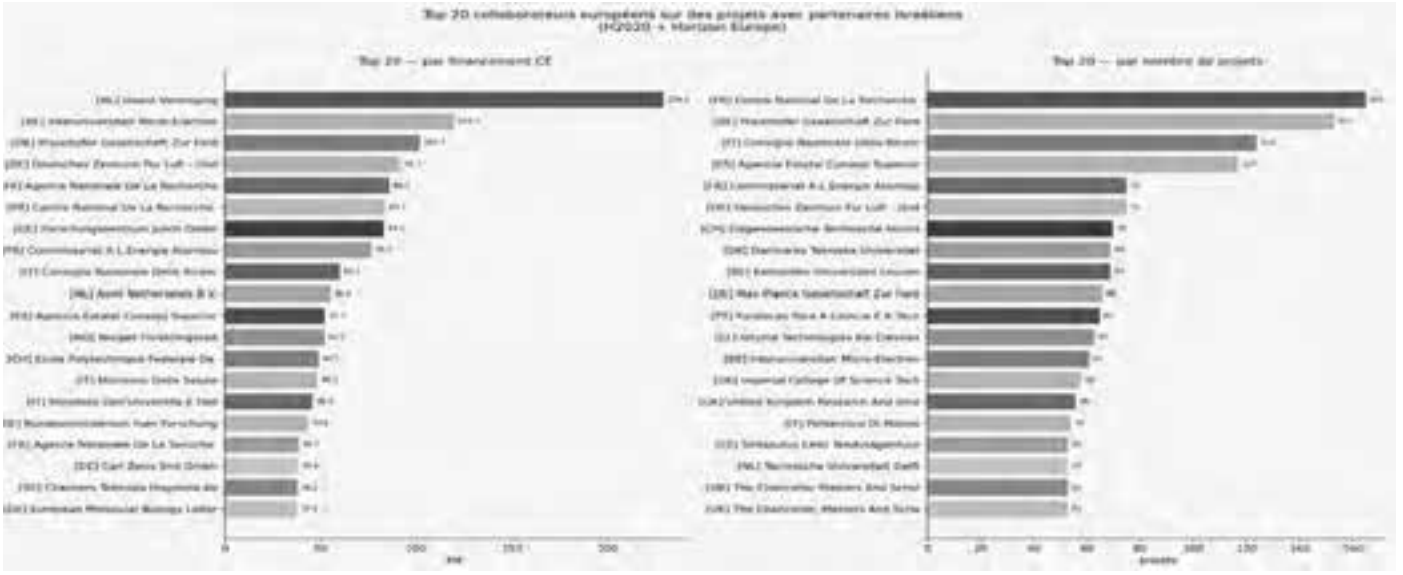
Certains projets n'ont pour consortium que des institutions israéliennes mais la plupart sont financées en collaboration avec des institutions européennes en général des laboratoires. Nous avons trouvé qu'en nombre de projets, le principal collaborateur avec Israël est français: il s'agit du CNRS qui est un EPST (Établissement public à caractère scientifique et technologique) dédié à la recherche fondamentale et le principal organisme de recherche étatique français. On note ensuite l'Allemagne et l'Italie mais aussi le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) français parmi les top cinq contributeurs.

Près de 80 projets sont de près ou de loin associés à des contrats de défense, de recherche militaire en association avec des marchands de canons Européens et Israéliens. Parmiceux-ci le projet POLIIICE (sic) qui selon sa propre description*« vise à faire évoluer les services répressifs européens (Law*



enforcement agencies, LEA) afin d'utiliser de nouvelles méthodes de renseignement, d'enquête et d'analyse pour lutter efficacement contre la criminalité et le terrorisme. Ce projet permettra la mise au point, la validation et la mise en place de mesures innovantes en matière de renseignement que ce soit au niveau du cloud, des réseaux et des appareils connectés afin de permettre aux services répressifs de s'ajuster au difficultés rencontrées et d'assurer un traitement à haut débit de leurs données de renseignement. POLIIICE mènera des recherches et développera des modèles de déverrouillage, de détection et de décryptage quantiques, et améliorera l'échange d'informations et la coopération entre les forces de l'ordre européennes.» A noter que le ministère de l'intérieur français est partenaire de ce projet avec Libereu Entrepreneurship Ltd, une pépinière de start-up israéliennes.

Autre exemple, le projet StarLight, accepté en 2025, associe STMicroelecronics, Thales et Mellanox, une boite israélo-américaine de composants électroniques. STARLight t vise à*«contribuer à la souveraineté Européenne»* dans la*«photonique du silicone»*.



UNE STRATÉGIE DE NORMALISATION

L'Europe finance également plusieurs projets écologiques, développement durable et biodiversité en collaboration avec Israël. L'utilisation du greenwashing pour laver les crimes d'apartheid, de colonisation et de génocide n'est plus à démontrer : utilisation de terres volées à des palestiniens pour le développement de parcs protégés, déforestation de la flore locale (notamment des oliviers) pour la remplacer par des espèces européennes. Les financements européens n'échappent pas à la règle : par exemple le ministère de la protection de l'environnement israélien touche presque 5 millions d'euros pour le projet Biodiversa-plus qui vise *«la mise en œuvre de la recherche et de l'innovation en matière de biodiversité, en collaboration avec les ministères de la Recherche, les organismes de financement et les agences de protection de l'environnement (75 organisations issues de 37 pays).»*

Nombreux sont les projets pouvant paraître, vu de l'extérieur, anodins comme les adaptations des populations côtières de la méditerranée au Néolithique, ou encore l'étude des écosystèmes arides du*«désert de Judée»* (sic) durant l'antiquité. D'autres projets sont typiquement banals même s'ils peuvent être incongrus comme Empiricon, qui travaille sur les controverses empiriques du droit constitutionnel et des constitutions pour 1,5 millions d'euros dans un pays qui n'a pas de constitution par ailleurs. Cet aspect banal et même normal du financement de la recherche est effectivement l'objectif d'Israël. Comparés aux financements nationaux en France, les budgets et les financements européens sont très conséquents et favorisent l'attractivité de la recherche israélienne. Ils induisent régulièrement des articles dans des journaux prestigieux, des invitations dans des conférences internationales

Il faut un refus net de l'éligibilité d'Israël pour ces programmes de financements, ce qu'un cadre comme le FRACBI et la campagne BDS permettent de soutenir. Il doit viser le pays coupable du génocide, mais également les universités complices. Pour le moment, l'Europe continue de soutenir la présence d'Israël ainsi que le financement des projets de recherche européens En 2021, des parlementaires avaient demandé la sortie d'Israël du programme : celui-ci a été renouvelé en 2022. En 2013, déjà, une tentative, soutenue par une pétition de plusieurs centaines de chercheurs avait été initiée, avec pour cible l'université d'Ariel, localisée en Cisjordanie occupée, qui avait pourtant reçu des fonds de l'Europe. Depuis 2023 et la vague de coupure de partenariats avec les institutions israéliennes de la part d'universités Européennes certains groupes de recherche ont également annulé leur participation à des consortiums ou ont opté pour exclure les groupes israéliens.

Les figures ont été réalisées par l'auteur à partir des bases de données CORDIS de l'Union Européenne en libre accès.

DOSSIER : Travail de masse

Le travail de masse est une expression souvent utilisée dans notre organisation, qui désigne le fait de se lier au reste de notre camp social. Reprenant ici l'idée fondamentale que le parti est un élément séparé du reste de la classe, mais qui n'a pas d'intérêts qui nous sépare de l'ensemble du prolétariat. Le travail de masse correspond à un double mouvement pour palier la faiblesse numérique de notre organisation, d'une part en augmentant notre connaissance de notre camp social. D'autre part, en démultipliant nos forces autour de lignes politiques qui rassemblent.

CE TRAVAIL DE MASSE RECOUVRE PLUSIEURS RÉALITÉS.

Dans le contexte des présidentielles, il est incontournable de participer à ce grand moment de politisation. « *Réussir cet objectif n'est possible que si nous parvenons à réunir, le plus largement et le plus démocratiquement possible, l'ensemble du mouvement ouvrier et en particulier la gauche de rupture. Nous devons construire un front antifasciste capable de mobiliser les classes populaires afin de mettre en échec la marche du Rassemblement national sur l'Élysée.*

En regrettant l'absence actuelle de dynamique de front social et politique large, comme cela avait pu s'amorcer au moment du NFP, le NPA-l'Anticapitaliste fait le constat qu'à l'heure actuelle, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est la mieux à même de rassembler les votes des classes populaires pour permettre à la gauche d'affronter l'extrême droite dans les urnes.

Dans cette séquence politique et sociale, le NPA-l'Anticapitaliste continuera à faire entendre sa voix unitaire et révolutionnaire, son internationalisme pour l'autodétermination des peuples et ses aspirations à la démocratie la plus large. Nous continuerons à construire avec d'autres les luttes sociales, antiracistes, féministes, écologistes, internationalistes et contre toutes les oppressions. »(1)

Le travail syndical, c'est à dire un travail en direction de notre classe sociale pour la défense des intérêts immédiats de celle-ci. Dans cette forme particulière, le travail de masse recouvre une triple confrontation.

CONFRONTATIONS

La première est la confrontation entre nos idées et le reste de la classe : nos mots d'ordres et nos méthodes d'action sont-elles pertinentes ? Permettent-elles la mise en mouvement d'une partie significative de notre camp? La seconde est la confrontation avec les autres courants politiques, vus comme la réfraction de différents niveaux de conscience et de perception. La dernière est la confrontation à la bureaucratie, c'est à dire à cette couche particulière qui se développe dans toutes les organisations, qui cherche à tout prix le maintien structurel de l'organisation (y compris pour leurs intérêts propres).

TRAVAIL SYNDICAL

Notre investissement syndical est divers (essentiellement CGT, FSU, Solidaires, mais pas uniquement) et il nous semble important de faire un bilan des congrès récents des syndicats et continuer à dresser des perspectives militantes pour notre courant.

TRAVAIL ASSOCIATIF

Le travail associatif sur une question particulière (par exemple la Palestine). Ce travail là permet de mettre en mouvement une partie de notre camp social sur des questions spécifiques. Partie qui n'est pas forcément mise en mouvement par les syndicats. Là encore, ce travail spécifique nous permet de nous lier et de développer largement notre point de vue.

TRAVAIL UNITAIRE

Le travail unitaire contre les oppressions (contre le racisme, pour les LBGTi, pour le féminisme) qui recoupe les mêmes finalités où nous développons une politique spécifique *"Lutte de classe"*. Il s'agit pour nous de maintenir des cadres unitaires large, tout en entrainant largement autour d'une politique de lutte.

Bien sûr ces trois catégories ne sont pas étanches et se recouvrent, voire on des liens dialectiques. C'est précisément l'enjeu de notre prochain dossier : faire l'état de nos interventions, comprendre où en sont ces différentes organisations et dresser des perspectives d'action pour l'ensemble. Il s'agit pour nosu également de débattre sur les conceptions différentes des autres courants politiques (NPA-R, RP, mais aussi LFI), ainsi que les conceptions historiques (maoisme, autonomie ouvrière...) à la lumière des bilans de chacun.

1 Nous restituons ici plusieurs extraits de notre déclaration à l'issue de la CN

Porter une ligne: *« Lutte des classes »* dans les organisations féministes ?

Quelques éléments sur le travail de masse féministe de la Ligue au NPA

PAR ANNE CRAVERO

Dans le cadre de ce dossier de revue sur l'intervention dans les: « masses » à partir de l'expérience et de la spécificité de notre courant politique, il semblait important de revenir sur notre intervention dans le mouvement féministe. Car, si le mouvement féministe a pu souffrir – comme nous le verrons plus loin – de dénonciation en bourgeoisie, il constitue bien un mouvement de masse dans lequel il est nécessaire d'intervenir, d'autant plus dans une période de monter des extrêmes droites et de fascisation. Il s'agira de revenir ici (succinctement) sur l'intérêt et les spécificités de cette intervention tout en pointant les tensions qui peuvent la traverser.

AGIR SUR LE QUOTIDIEN DES FEMMES : DE LA SUBVERSION À L'INSTITUTIONNALISATION

L'originalité de notre courant a sans doute été de prendre au sérieux les mobilisations féministes et féminines ; en tous cas c'était le cas d'une partie des militants et surtout militante de la Ligue, mais aussi de Révolution ! ou de l'Alliance marxiste révolutionnaire dans une période où une large partie du mouvement ouvrier, par héritage stalinien, ne conceptualisait pas la valeur économique de l'exploitation des femmes. Le néo-malthusianisme qui pouvait aussi imprégner des mouvements comme le Planning Familial , en plus du caractère interclassiste de la condition de femme et par conséquent des revendications spécifiques comme l'avortement et la contraception, ont amené les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (CGT, PCF) à se distancer des mouvements féministes des années 1970, alors taxés de: *« petit-bourgeois »* / *« bourgeois »* – manière d'affirmer leur distance des préoccupations supposées des femmes prolétaires . Face à ces attaques, l'une des principales organisations, le MLF (Mouvement de libération des femmes, créé en 1970) a développé en son sein tout une armada théorique capable de battre en brèche ces diatribes : c'est le courant féministe matérialiste de Christine Delphy qui théorise une exploitation d'une classe des femmes par une classe des hommes sur un mode analogue de la théorisation marxiste traditionnelle. Ceci étant, la théorisation de deux systèmes parallèles que serait d'un côté le patriarcat et de l'autre le capitalisme, donnant finalement l'occasion de se battre seulement contre l'un où l'autre, ne convainc pas les militantes féministes et marxistes qui s'investissent dans le mouvement.

Ces militantes souvent organisées dans la Ligue ou dans Révolution ! tentèrent (avec succès) de développer une autre théorisation de la condition de femme, cette fois-ci imbriquer dans le mode de production capitaliste : c'est le courant féministe: *« lutte des classes »* . Partant de là, il s'agissait de démontrer le lien indissociable entre capitalisme et patriarcat, et d'intervenir en conséquence dans les masses. Au début des années 70, dans une période où la question de l'avortement devient un véritable problème public, et où le développement du secteur tertiaire et les premières liquidations d'usine textiles dans le Nord font apparaitre un prolétariat féminin capable de se mobiliser , l'intervention apparait naturellement. Vers 1972, la Ligue intervient auprès des travailleuses en luttes et lancent une politique de construction de comité femmes en entreprise afin d'organiser les femmes en tant que travailleuses. A partir d'un front large de l'extrême gauche incluant la Ligue, mais aussi Lutte Ouvrière et des organisations maoïstes, le courant lutte des classes fait le pari d'intervenir illégalement dans le quotidien des femmes qui ne peuvent aller avorter à l'étranger : c'est la naissance du MLAC ! Dans le sillage du MLAC, organisation qui aura

été décisive et de la lutte pour l'avortement, les débats théorico-féministe continuent. La Ligue dote en 1977 sa commission féministe des Cahiers du féminisme, organe théorique autonome de la direction du parti, qui a permis de continuer à porter une ligne lutte des classes dans les débats en devenant l'une des principales revues de réflexion féministe . Bien que mobilisant au-delà de notre classe, il s'agissait pour les militantes de notre courant de participer au mouvement en organisant à la base et en portant une ligne féministe sans concession avec le capitalisme. L'intervention du courant lutte des classes s'est articulé donc à la fois via l'intervention dans le MLF, l'animation de groupes femmes en entreprise, la construction des antennes du MLAC à la base, et la diffusion d'une revue.

Malheureusement, sortie des années 1970 et après deux septennats Mitterrand, ce qui a été pas la suite considérée comme la: *« deuxième vague »* féministe, retombe largement . La légalisation de l'avortement et l'étatisation de la cause des femmes ont raison des groupes militants à la base du MLAC au MLF. Des tentatives de faire survivre des antennes du MLAC existent, comme à Aix, mais sont réprimées, comme le documente Bibia Pavard en 2012 dans son histoire de l'avortement en France. La cause des femmes s'institutionnalise, et les débats théoriques qui l'entourent se retranchent dans les espaces universitaires. Une partie des militantes féministes et marxistes rejoint les rangs d'associations comme le Planning Familial – organisation large qui reposent sur une alliance interclassiste – dans une volonté de continuer à agir sur le quotidien des femmes et à les organiser à la base. Cependant les financements étatiques de plus en plus importants tendent à dociliser l'association. La création du CNDF en 1996, revendiqué par ses fondatrices comme une survivance du courant: *« lutte des classes »* ne suffit pas à enrayer ce processus d'institutionnalisation. Cet état de fait pose de nouvelles questions, chacune en tension : comment continuer de faire avancer la cause des femmes ? Comment intervenir en tant que marxistes et révolutionnaires dans des associations subventionnées par l'Etat ?



CENTRALITÉ POLITIQUE RENOUVELÉE ET THÉORIES DE LA REPRODUCTION SOCIALE

Malgré la mise à l'agenda par le CNDF de thématiques comme les violences sexistes et sexuelles, et l'organisation des principales dates féministes comme le 25 novembre et 8 mars dès les années 2000, la période n'est pas propice à un sursaut féministe. Il faut attendre 2016 et la combinaison inespérée de la mobilisation contre la loi Travail et de l'émergence du mouvement MeToo pour observer un retour général du mouvement féministe (avec entre autres la création de NousToutes) et le renouveau à tâtons d'un courant féministe lutte des classes. Pendant le mouvement contre la loi Travail, des collectifs féministes ont mis en avant l'impact particulièrement fort de ces mesures sur les carrières des femmes. La création de groupes se revendiquant du féminisme lutte des classes comme le Collectif féministe révolutionnaire (CFR, souvent abrégé en: *« féministes révolutionnaires »* ou: *« femrev »*) à Paris – regroupant entre autres des militantes du NPA – est l'aboutissement de ce travail. Dans la foulée, la visibilisation de la systémie des VSS réanima un vieux débat : celui de l'articulation entre exploitation et oppression, celui de la conceptualisation même du rôle des femmes dans le capitalisme.

Plusieurs autrices féministe-marxistes sont traduites et éditées en France. Ces publications participent à modeler le débat tout en donnant au courant lutte des classes les moyens de se réactualiser et de défendre sa ligne. L'autrice italienne Silvia Federici est traduite dès 2016 , suivit d'autrices comme Léopoldina Fortunati ou encore Lise Vogel en 2022. Une génération de penseuses féministes lutte des classes émerge en France. Elles participent à la popularisation de ces écrits et à la mise en avant de leur cadre théorique qui permet de penser un système cohérent tout en armant le mouvement social : ce sont les théories de la reproduction sociale, entre autres portées par Aurore Koechlin, Fanny Gallot ou plus récemment Maud Simonet.

Capitalisme et patriarcat sont à nouveau indissociables, ils sont même intriqués. Pour les TRS, il s'agit de mettre en avant ce qu'il se passe en amont de la production, c'est-à-dire la reproduction. Prolongeant les réflexions de Marx et d'Engels, il s'agit de dire que pour pouvoir vendre sa force de travail, encore faut il que celle-ci soit entretenue. Ou dit autrement, que le prolétaire ait mangé, dormi, qu'il soit maintenu dans un état

de santé compatible avec le travail. Ces besoins correspondent globalement au travail domestique, et plus largement – car on y inclut même la reproduction générationnelle et le maintien en vie de toute une société – au travail reproductif tâche historiquement assignée aux femmes. Conceptualisant ainsi un seul et même système dit unitaire, articulant du même mouvement production et reproduction, maintien de la vie et des profits, ces théories poursuivent le travail entamé par le courant lutte des classes dans les années 1970

Les TRS infusent ainsi dans le mouvement social et donnent, en même temps que l'héritage du courant lutte des classes (Cahiers du féministe, groupes femmes), une perspective d'intervention dans un mouvement féministe en pleine reconfiguration et à nouveau massif. Le travail reproductif étant conceptualisé comme essentiel au maintien du mode de production capitaliste, l'objectif est dorénavant la (re)construction du 8 mars (journée internationale de lutte pour les droits des femmes) comme une date de grève féministe – comme en Espagne –, plutôt qu'une journée symbolique et étatique. L'enjeu est de réussir à coordonner les associations et collectifs féministes et les syndicats autour de la construction de cette grève. Dans cette perspective, les militantes luttes des classes new generation, se mobilisent et tentent d'impulser un nouveau cadre large en 2020 : la Coordination féministe. Bien que celui-ci ait pu bénéficier d'un certain engouement dans ses débuts, la défection des syndicats n'a pas permis la coordination effective de travailleuses susceptibles de porter une grève à échelle nationale. Toutefois, la mise en avant par ces militantes de la nécessité d'une alliance pratique entre cadres féministes et syndicats, et l'organisation des secteurs féminisés, a largement imprégné le mouvement social. D'autant plus que des victoires ont été syndicalement obtenu dans des secteurs reproductifs, comme le nettoyage avec la victoire très médiatisée d'Ibis Batignolles. Malgré l'échec de la Coordination féministe à échelle nationale, celle-ci a toutefois essaimé à l'échelle locale, avec la création dans quasiment tous les départements de coordination entre syndicats et associations féministes (NousToutes, le Planning Familial, des collectifs autonomes) afin d'organiser a minima le 8 mars.

ET MAINTENANT ? UNE INTERVENTION FÉMINISTE CONTRE LE FASCISME

Portée en partie par des militantes du NPAA, l'intervention dans des collectifs comme le CFR a pu être sujet de débat au sein de l'organisation, notamment par des militantes investies dans le CNDF. Pour cause, bien que radicalement lutte des classes, l'intervention dans ce collectif pose toutefois la question même de l'intervention dans les masses. Par nature, du fait de sa radicalité, le collectif ne peut brasser au-delà de notre milieu et ne s'est d'ailleurs pas implanté en dehors de Paris (malgré des tentatives, par exemple à Nantes). Bien qu'ayant contribué à la popularisation du féminisme marxiste, celui-ci ne semble pas s'être dépassé au cours des dernières années et à la faveur d'un contexte politique qui n'est plus celui de 2016. Il semble cependant trouver son utilité lors des réunions de cadres nationaux comme Grève Féministe où il peut servir d'intermédiaire entre les franges les plus radicales et autonomes du féminisme et les plus conventionnelles telles que les syndicats.

Ceci étant, la situation de montée des extrêmes droites et de fascisation de la société indique une centralité stratégique renouvelée de la question féministe malgré un reflux du mouvement. Pour cause, alors que l'extrême droite se développe partout, des associations comme le Planning Familial sont encore les dernières formations positionnées à gauche à intervenir sur l'ensemble du territoire. Loin d'être anecdotique, l'importance de cette association est en réalité si palpable que Pierre-Edouard Stérin cherche à



Manifestation 8 mars 2026 © NPA Phototèque Rouge.

implanter des versions conservatrices partout sur le territoire en profitant du dé-financement massif du Planning. Dans un contexte de crise du milieu associatif, et de retombée féministe, l'investissement dans une association de masse qui agit sur les quotidiens tel que le Planning Familial, s'avère être un choix tactique proche finalement dans la période de celui qu'à été le MLAC (agissant à la base, sur le quotidien, cadre large...). Effectivement, l'éloignement de plus en plus important de la population aux structures de santé et particulièrement de santé reproductive, oblige à mesurer l'intérêt particulièrement fort à participer à la construction d'une association qui cherche à réduire cette distance et à rendre effectif l'accès à l'avortement. Intervenir dans ce type d'espace permet ainsi de pousser une ligne lutte des classes, tout en popularisant ces idées dans un cadre qui regroupe bien au-delà de notre milieu et qui pèse du fait de son histoire et de son public.

Aujourd'hui, la plupart des groupes politiques (hormis Révolution Permanente) semblent avoir abandonné ou ne jamais avoir eu l'idée même d'une intervention coordonnée dans le mouvement féministe. Alors qu'une partie de la génération féministe lutte des classes des années 1970 a rejoint le CNDF, construit des antennes locales ou est encore au Planning Familial, la jeune génération est divisée entre deux choix stratégiques – la construction de petits groupes radicaux, ou une intervention de masse comme au Planning. La première option est choisie résolument par Révolution Permanente qui cherche ainsi à agglomérer les éléments les plus avant-gardistes des luttes féministes tout en pesant dans les cadres larges et inter-organisations féministes et en assumant le rôle de: *« courroie de transmission »* vers le parti de son groupe féministe. De l'autre côté, il semble essentiel dans la période d'être en mesure d'intervenir concrètement dans les organisations les plus larges et les plus présentes sur le territoire. Leur surface, leur inscription géographique et leur utilité publique permettent de toucher un nombre important de personnes. Reste à savoir si le dépassement de l'institutionnalisation d'association comme le Planning est possible pour pouvoir mener une intervention pleinement conséquente.

CONCLUSION : LE TRAVAIL FÉMINISTE ET LA NÉCESSITÉ D'UNE DOUBLE-BESOGNE

Si lorsqu'on pense à l'intervention dans: *« les masses »* , il est aisé d'avoir en tête des espaces comme le syndicalisme par exemple – qui par définition s'adresse majoritairement à notre classe – l'intervention féministe semble être moins évidente. Ici, il peut y avoir une tendance même à secondariser ces espaces parce que: *« femme »* est une catégorie plus large que notre classe. En ce sens, l'intervention féministe, et dans des cadres féminins serait légitime uniquement lorsque ceux-ci sont assurément composés de membres de notre classe ou seulement pour venir renforcer les rangs de notre organisation. L'analyse qui a été faite par notre courant a pourtant été autre. A partir d'une tentative d'articulation concrète entre capitalisme et patriarcat comme un seul et même système, les féministes luttes des classes ont pu forger une intervention et des cadres afin de mener une politique de masse efficace comme le MLAC.

De nos jours, la fascisation en cours et les remises en question virulentes des droits de femmes doivent nous inciter à penser à nouveau les contours d'une intervention de masse à partir des cadres féministes. Car de la même manière que le MLAC, ou que la conception classique du syndicalisme l'exprime : intervenir dans notre classe c'est savoir articuler la sauvegarde et l'amélioration des conditions matérielles d'existence tout en travaillant de près à la révolution. L'intervention féministe doit donc se penser aussi comme une double besogne.

1. On pourra à profit relire pour reconstituer cette histoire les ouvrages de notre camarade Aurore Koechlin, La révolution féministe (Editions Amsterdam, 2019) et l'ouvrage collectif dirigé par Suzy Rotjman en 2022, Féministes! Luttes des femmes, luttes des classes. Paris, Syllepse, 357p.
2. Héritage stalinien (Koechlin, 2019)
3. Qui est tout de même aussi une raison de la distance des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier face aux questions d'avortements et de contraception.
4. L'association Choisir dont la figure majeure était Gisèle Halimi a regroupé des femmes essentiellement bourgeoise ou petite-bourgeoise et a beaucoup consisté en une sorte de lobbying par en haut (Pavard, 2012).
5. Ce qui ne veut pas dire que des militantEs PCF-CGT n'ont pas individuellement participé pleinement à la construction du mouvement féministe des années 1970. Voir Jusqu'au bout. Vieillir et résister dans le monde ouvrier, Nicolas Renahy, La découverte, (coll. L'envers des faits) 2024.
6. On pourra à ce sujet consulter avec profit l'étude de la sociologue Eve Meuret-Campfort sur la lingerie Chantelle - Lutter: ***« comme les mecs »*** . Le genre du militantisme ouvrier dans une usine de femmes, Editions du croquant (coll : Sociopo), 438 p.
7. Entre autres à l'époque le célèbre débat sur le salaire ménager. Celui-ci a été international et opposa plusieurs courants féministes marxistes et matérialistes (Calderaro, 2022).
8. Collectif national pour les droits des femmes. Cadre hybride se présentant à la fois comme un collectif regroupant des militantes, et en même temps les syndicats, il a fait office de collectif d'organisation nationale des grandes dates dans un premier temps et constitue davantage maintenant une association d'accompagnement similaire au Planning Familial (même si le CNDF reste positionné uniquement sur les questions ouvertement féministes).
9. Pour cause, il est en effet créé par une partie des militantes lutte des classes comme Suzy Rotjman que nous citons abondamment dans cet article et dont nous renvoyons au livre qu'elle a dirigé pour approfondir sur l'histoire de ce courant : ROTJMAN Suzy (dir.), 2022, Féministes ! Luttes des femmes, luttes des classes. Paris : Syllepse, 357p.
10. Questions similaires à celles qui peuvent se poser lors d'interventions dans des cadres par exemple syndicaux.
11. On pourrait même parler de consubstantialité au sens de Danièle Kergoat
12. Entendu donc comme l'ensemble des tâches qui participent à la reproduction sociale : éducation, santé, nettoyage etc.
13. Collectif interorganisation nationale en charge de la préparation des grandes dates féministes.
14. A ce titre, consulter l'article de stratégie publié sur Contretemps de Shawna Gazzolo,« Le planning familial : l'un des derniers remparts à l'extrême-droite en ruralité »
15. Lutte Ouvrière ne semble pas investir leurs militantEs dans ces cadres, de même que le NPA Révolutionnaire même s'il est important de noter que des militantEs individuellement peuvent s'y investir. La France Insoumise quant à elle ne bénéficie pas d'une structuration interne qui lui permette ce type d'intervention coordonnée et souffre encore d'un militantisme peu intense de ses bases essentiellement mobilisées à des fins électorales (et qui contribue donc difficile à une guerre de position en notre faveur au sens gramscien).
16. Qui a construit son antenne féministe Du pain et des roses. Collectif relativement équivalent au CFR en dehors du fait que celui-ci est directement lié à Révolution Permanente.

Travail de masse et antiracisme politique

PAR LA COMMISSION NATIONALE ANTI-RACISTE

Une organisation marxiste vise la transformation révolutionnaire par la mise en mouvement des prolétaires :dans cette perspective, elle met en place un« travail de masse » qui vise à accroître la conscience de classe des travailleurEs pour qu'elle accomplisse sa mission historique. Traditionnellement, cet objectif a souvent présenté l'antiracisme comme un acquis (déjà induit par les luttes« sur les lieux de travail », voire les luttes syndicales qui seraient par elle-même antiracistes car unitaires) ou comme une action spécifique, comme un supplément d'âme ou une manière d'ajouter une activité pour« compléter » la mise en mouvement d'un camp social élargi. La priorité que notre organisation donne à l'antiracisme politique exige une actualisation de ces« habitudes » qui ont minoré la domination raciale.

LA « POLITIQUE » : UN ESPACEPUBLIC RACISTE IMPLIQUE UNE POLITIQUE DE MASSE ANTIRACISTE

Une formule simple s'applique quand il s'agit de réfléchir notre intervention. L'analyse de la situation guide et indique les tâches qui organisent l'activité politique, en fixent l'agenda et les priorités. Dans notre analyse, nous insistons sur la centralité de l'extrême-droite et sur la place de la racisation dans sa progression d'une part, et sur les difficultés croissantes que rencontre la bourgeoisie pour maintenir son taux de profit d'autre part, qui se traduisent par une rupture des pactes sociaux pré-existants et la tendance aux solutions autoritaires et impérialistes.

De fait, une des particularités des stratégies*« locales »* de défense du capital, à travers la politique institutionnelle, est d'être raciale, par les politiques publiques, les canaux de diffusions de l'idéologie et les différenciations d'accès à l'emploi. Il en est de même à l'échelle internationale puisque les stratégies d'accumulation du capital sont également raciales, à travers des guerres impérialistes qui visent les Suds et se justifient au Nord par des arguments racistes. Les gouvernements fascistes s'entendent sur des bases raciales, entre autres en lutte contre les minorités racisées et en particulier musulmanes.

Ces stratégies sont efficaces malgré l'accroissement des inégalités en raison même du racisme structurel en Europe, et en particulier en France, qui ne fait pas du racisme une simple stratégie imposée d'en haut, mais le moyen de produire une alliance pardelà les intérêts différenciés des capitalistes et des travailleurEs. En conséquence, l'espace public est saturé par la problématique raciale - et c'est à nous de nous positionner comme les meilleurs antiracistes en réponse à l'acharnement et à l'intensification des dominations raciales. La popularité de figures racisées comme celles de Bally Bagayoko ou Rima Hassan, ou dans la culture populaire la centralité d'égéries pop racisées comme Aya Nakamura ou Theodora, doivent être vues comme les révélateurs d'une polarisation : l'affirmation et la visibilité de figures racisées est le symétrique de l'affirmation d'un discours raciste, et engage certes globalement à un positionnement plus affirmé, mais elles ne sont pas révélatrices d'une évolution des masses. Elles sont aussi facteurs d'une illusion quant à la réalité des rapports de force. C'est donc la tâche de l'activité*« visible »* de notre Parti en propre, en tant qu'organisation politique - à travers ses prises de parole publiques (communiqués, porte-parolat) que d'incarner l'antiracisme dont nous avons besoin. Si une organisation révolutionnaire comme la nôtre n'identifie pas la prise de pouvoir à la compétition électorale, elle prend en compte la place de l'espace public-politique comme espace de propagande, et donc comme une activité qui touche les masses à travers la tribune qu'offrent non seulement les élections mais également les échéances médiatiques. En conséquence, une partie de notre intervention de masse implique de tenter de prendre la parole dans les échéances*« visibles »*.

Dans ce domaine, notre organisation fait face à une difficulté importante et croissante : non seulement la force sociale-démocrate dominante, LFI, se veut hégémonique et exclut le dialogue avec d'autres formations, mais en plus elle est présentée dans les masses à notre place comme*« l'extrême-gauche »* et invisibilise les positionnements

plus à gauche - de même qu'elle est présentée comme la force la plus antiraciste et invisibilise l'antiracisme de terrain.
C'est donc dans ce cadre qu'il nous appartient d'incarner un front critique depuis l'antiracisme : et ce, sur une ligne de crête, qui vise à ne pas nous aliéner la FI, tout en s'en distinguant suffisamment clairement et distinctement pour pouvoir porter la critique, et une critique audible pour dans le même temps, se situer dans les cadres unitaires larges qui *« pourraient »* concurrencer l'aspiration de notre camp.

TOURNER LES CADRES DE MASSE VERS L'ANTIRACISME

La lutte antiraciste n'est pas seulement un cadre de masse en raison de la place de la race dans le champ strictement politique.
Puisque nous affirmons que le racisme est structurant de manière générale de l'exploitation, nous affirmons qu'il n'affecte pas seulement une *« fraction »* de la classe visée par une *« oppression spécifique »* mais bien qu'il définit toute la structure de la société, qu'il affecte l'intérêt économique de toustes. Nul n'échappe à la structuration raciale, les masses sont racialisées et la race justifie et organise l'exploitation et l'aliénation de notre camp social. Dès lors, il va de soi que l'antiracisme est une activité de masse : et en cohérence notre ligne, on se doit de faire pénétrer la ligne anti-raciste dans les masses - à travers les *« cadres de masse »* où nous sommes investiEs.
En premier lieu, dans les syndicats où nous sommes organiséEs et où nous nous attachons à organiser nos collègues. Un excellent exemple de la prise en charge de cette tâche se trouve dans la manière dont les discriminations à l'embauche des femmes musulmanes à l'APHP a été l'occasion d'une mobilisation de nos camarades CGT du secteur pour construire une harmonisation de la conscience des enjeux féministes, ou la production de tracts spécifiques. Le procès de Majdouline, traité par une fraction de Sud Santé hostile à la dénonciation en propre de l'islamophobie, a ainsi pu être articulé à une mobilisation soeur à l'hôpital Tenon, qui, quant à elle, a fait la part belle à l'antiracisme. De même, la visibilisation et l'encouragement de la mobilisation parisienne CGT des coiffeuses afro du boulevard de Strasbourg participe de ce travail avec la mise en évidence de mobilisations inclusives durant le Ramadan. Au-delà des mobilisations, le soutien et l'investissement des commissions antiracistes existantes ou en formation dans ces structures est un enjeu important.
Là où les camarades obtiennent des positions dans leurs organisations, mener le travail de masse correspond au fait de s'attacher à développer d'une part une analyse économique des effets du racisme, et d'autre part à construire une conscience des effets de la normativité blanche en terme d'exclusion et d'aliénation au travail en faisant apparaître des besoins spécifiques (normes alimentaires, besoins spécifiques, ...).

UN ANTIRACISME DANS LES MASSES, MAIS PAS L'ANTIRACISME DES MASSES ?

La racialisation des rapports sociaux est l'un des ressorts de la fascisation, et la fascisation ne progresse en raison d'une part de la passivité de notre camp et la faiblesse de ses organisations, et d'autre part en raison de l'alliance réelle qu'est tentée de conclure une partie de notre classe avec la classe dominante en vue d'une opposition coalisée au prolétariat le plus précaire.
Il ne s'agit donc pas uniquement de théoriser sur les *« illusions »* de notre classe qu'il suffirait de combattre en positif par des luttes. La persistance d'un antiracisme *« universalisant »* incarne un antiracisme *« rival »* à l'antiracisme politique, aussi l'une de nos tâches doit être d'oeuvrer à la conversion généralisée de l'ensemble des cadres de masse, voire des cadres antiracistes universalistes dits *« moraux »* vers un antiracisme politique. Pour le dire par analogie, si nous incarnons un féminisme *« lutte des classes »*, nous devons incarner un antiracisme *« lutte des classes »* également. Autrement dit, si un François Ruffin peut se défendre de ses mises en scène paternalistes en parlant de l'antiracisme des années 80, ça n'est pas seulement par opportunisme, ou pire, si un Jean-Luc Mélenchon peut agiter des drapeaux français et prétendre incarner l'antiracisme en défendant le maintien de territoires coloniaux, c'est bien en raison de l'insuffisance des acquis de notre camp et de notre histoire militante.

Les organisations du mouvement ouvrier jusqu'ici n'ont pas été seulement *« aveugles »* ou *« passives »* face au racisme, elles ont été souvent le lieu de *« trahisons »* et la question de la *« priorité »* dans les luttes a pu être fréquemment posée. Redresser nos torts, c'est pour nous refuser de choisir par mimétisme une forme rétrograde d'antiracisme et construire une tactique pour bouleverser les équilibres de leurs milieux vers les lignes qui adoptent un antiracisme *« lutte de classe »*. Sans renier les acquis générationnels et les implantations qui précèdent, c'est la tâche de nos militantEs les plus ancienNEs de faire valoir leur présence comme relais d'une évolution d'orientation. La *« solidarité »* comme une main tendue de l'extérieur ne suffit plus, car nous ne devons plus nous supposer en extériorité de la condition raciale. Sur ce point, notre démographie doit nous permettre une implantation cohérente et diversifiée : les collectifs qui fleurissent aujourd'hui incarnent le plus souvent une ligne radicale sans concession, et dénoncent la blanchité de manière très directe et adoptent un vocabulaire décolonial. À l'exception de la résurgence relative de SOS Racisme, ce sont ces cadres qui sont en phase avec la conscientisation politique des masses.

UN ANTIRACISME LUTTE DE CLASSE POUR LES MASSES ?

L'affirmation d'un antiracisme *« lutte des classes »* dans les masses est donc notre tâche principale. Elle fait face à plusieurs défis qui sont précisément ceux de la fascisation et rendent plus difficiles les luttes - y compris parmi les personnes racisées elles-mêmes.
Le premier défi est immanquablement celui de la faiblesse des cadres d'auto-organisation : les *« cadres de masse »* sont, partout, affaiblis - et cela se répercute sur les espaces antiracistes, qui sont aussi les premiers visés par la répression d'État. En conséquence la pression à l'adhésion aux formations social-démocrates qui visent le réformisme au mieux et l'articulent le plus souvent à des tentations



2019/11/10 Manifestation contre l'islamophobie © NPA Phototèque Rouge.

souverainistes traîtres de classe comme la FI est renforcée et empêche la prise de conscience des rapports sociaux réels et du rôle des Etats, d'autant plus que ces formations instrumentalisent et organisent leur propagande autour de la revendication de leur hégémonie. La recherche de positions *« défensives »*, rendues crédibles à gauche par la place médiatique de LFI, voire la défense clientéliste d'un intérêt communautaire nuisent à l'effort de construction d'un intérêt commun et d'un intérêt de classe. Et c'est bien là le débouché *« majoritaire »* qui est suivi par les personnes racisées qui se tournent vers la recherche d'une forme de contre-pouvoir, face à l'urgence.

Le deuxième défi tient aux produits culturels auxquels se rattachent les masses qui ne sont nullement des facteurs de conscientisation vers la lutte des classes. Ce qu'il est coutume d'appeler *« capitalisme tardif »* a fait émerger une culture et un ensemble de produits de masse - dont des produits culturels à destination des classes populaires et des marges qui véhiculent une forme d'adhésion à une culture individualiste de recherche de représentativité d'une part, et rencontre les illusions construites autour des positions acquises par des militantEs raciséEs d'autre part. La situation de ces figures tend à les rattacher à notre camp, à travers leur participation à un ensemble de luttes. Si on peut juger que ces réussites ont un rôle positif dans le renforcement d'une agentivité des sujets minorisés, elles ne les dirigent que peu vers les organisations de contestation du capitalisme. On peut y trouver un symbole dans les performances récentes lors du spectacle d'Aya Nakamura qui intégrait une réponse aux collectifs d'extrême-droite, ou à travers l'invitation du collectif Oeil au Beurre noir en première partie de Théodora. Ces interpellations reconduisent aussi une disjonction de la promotion du capitalisme et de la société de consommation et des luttes antiracistes.

DES MASSES RACISÉES : UNE CONSCIENCE DE RACE SANS CONSCIENCE DE CLASSE ?

Du reste, il ne s'agit pas uniquement de ramener ces identifications *« contrastées »* à de simples erreurs ou illusions. Les *« défis »* auxquels l'optique lutte de classe se trouvent confrontées sont autant d'opportunités dialectiques. Si les positions supérieures acquises ne constituent jamais une victoire définitive pour les raciséEs, elles apportent également un ensemble de jouissances individuelles et personnelles, qui ont fondé également le recul global des organisations révolutionnaires. Les prolétaires n'ont plus *« rien à perdre »*, iles ont immanquablement quelque chose à gagner dans le système capitaliste - et il en est de même pour les prolétaires raciséEs.

Et de fait, là où il y a une spécificité et un caractère plus *« avancé »* dans la situation des personnes racisées, y compris lorsqu'elles choisissent le compromis, c'est que le compromis puis les positions acquises, quand elles sont obtenues et non pas inatteignables, sont inévitablement précaires et ne peuvent masquer les contradictions qui les grèvent. Il n'y a pas de situation de domination *« stable »* des personnes racisées, même une réussite économique n'implique ni sécurité physique ni stabilité symbolique. Le backlash ou sa menace accompagne toute forme d'acquis des personnes racisées. En conséquence, cette co-présence de l'être-dominé jusque dans les exceptions symboliques de *« réussite »* en font d'importants points d'appui pour la construction d'une conscience de classe révolutionnaire. Pour le dire en un mot : les contradictions des positions quasi-dominantes de personnes racisées mettent en évidence le fait que la dignité ne peut être acquise par les moyens du capitalisme.

Il faut, depuis notre position, nous insérer sans nous diluer - et dès lors, sans opportunisme - mais également sans faire preuve de *« purisme »* et sans rester en extériorité ou se distinguer de toute forme de culture populaire d'affirmation de soi de notre camp social, même quand il implique des *« compromis »* discutables. Puisque la conscience raciale associée à l'expérience de la domination est aussi celle de la précarité des positions acquises,

c'est à l'inverse le renversement de cette précarité qui doit être le lieu de notre agitation au sein de ces espaces et en dialogue avec celleux qui ont choisi des voies de compromis(sion). Autrement dit, à l'écart de l'opportunisme et du gauchisme, notre travail de masse est un travail d'implantation spécifique qui vise, dans les espaces de socialisation et de renforcement de la conscience oppositionnelle de race, à incarner la radicalité de la sortie de la compromission avec l'ordre établi. Ce n'est pas une injonction*« du dehors »*, c'est au contraire l'exposition voire le déplacement des contradictions internes qui conduit à la plus grande politisation.

Lorsque début juin, le concert de Theodora s'ouvre avec les deux influenceuses du collectif Oeil au beurre noir, c'est ce travail de dévoilement des contradictions et de renforcement de la conscience de la nécessité d'une lutte des classes qui est proposée. Littéralement en vue d'un*« appel à l'action »*, les influenceuses sont invitées à renforcer un contraste en présentant une campagne en faveur de la lutte contre les violences policières invitant à dépenser*« un euro »*, soulignant la précarité des familles endeuillées, bien distincte du triomphalisme capitaliste que représente une*« boss lady »*.

LES CADRES SPÉCIFIQUES : ESPACES D'APPRENTISSAGE ET DE RATTRAPAGE HISTORIQUE

Notre camp n'est pas démuni face aux faiblesses de la conscience de classe.identifier les organisations antiracistes à un champ*« sectoriel »* est souvent trompeur : si les analyses des organisations antiracistes ne sont pas nécessairement communistes, elles font rarement l'impasse sur les effets matériels du racisme, sur son rôle politique ou économique. Si leurs apports peuvent être*« partiels »* ils ne sont jamais déconnectés de nos préoccupations et produisent un ensemble d'analyses et de ressources qui fondent a minima un point de départ pour nous. Le paternalisme qui inclinerait à nous penser en avance quand nous sommes encore en difficulté pour articuler de manière homogène race et classe à gauche est dépassé. Le sectarisme d'un ensemble d'organisations d'extrême-gauche qui opposent anti-impérialisme et pensée décoloniale en faveur d'une lecture ancienne de l'anti-impérialisme aveugle au capitalisme racial font figure de repoussoir pour l'ensemble des masses racialisées qui se politisent. Notre rapport à ces cadres spécifiques n'est pas seulement une condition de notre propre efficacité dans les cadres de masse, elle est structurante de notre survie - de notre refus de nous ossifier dans une*« tradition »* plus préoccupée de sa propre pureté que de son efficace .

Pour les personnes non-racisées, participer aux cadres anti-racistes dont le positionnement spécifique des personnes racisées est mis en avant et s'efforcer de se positionner comme alliées, en position auxiliaire, constitue une phase d'apprentissage qui permet ensuite de différencier les tactiques dans des cadres de masse où elles seraient*« majoritaires »* et en position d'articuler depuis leur position non-concernée la défense de points de vue minoritaires. De fait, notre organisation est en progrès de ce point de vue et produit elle-même ces cadres : l'existence d'un cadre interne de personnes racisées permet l'existence d'un espace propre, mais il doit aussi se faire le vecteur de transformations politiques internes. Celles-ci doivent passer d'une initiative*« prise »*, souvent au risque d'un backlash important, par les personnes concernées, à un volontarisme généralisé de se tourner vers les points de vue minorisés. Aussi faut-il encore renforcer en interne l'expression du groupe non-mixte racisé en tant que tel, lui assigner des objectifs, le solliciter depuis la direction de l'organisation pour mieux ajuster ses acquis politiques.

Surtout, ces cadres spécifiques portent des enjeux que ne porteraient pas un cadre*« générique »*, car ils permettent de produire un agenda nouveau. Ainsi, les accomplissements du Collectif Vietnam Dioxine ont permis de mettre en avant une lutte anti-coloniale plus ancienne et de construire des dynamiques transnationales. Au-delà de la lutte et de la reconnaissance croissante du rôle de l'Agent Orange et du soutien à Tran To Nga, qui représentent*« en eux-mêmes »* des acquis du mouvement social, l'existence de ce cadre participe à déplacer les équilibres dans l'ensemble du mouvement antiraciste - par le renforcement des pôles d'écologie décoloniale, ou par l'actualisation des alliances diasporiques antiracistes, comme on le voit par la proximité du CVD et d'Urgence Palestine.

CINQ THÈSES SUR L'ANTIRACISME ET LE TRAVAIL DE MASSE

1) L'antiracisme ne constitue ni une activité*« sectorielle »* ni n'est*« inséparable »* du reste de nos activités politiques, mais constitue bien une activité de masse en propre - qui doit devenir une priorité d'intervention en conformité avec notre ligne

2) La notion de*« localisation contradictoire »* des intérêts du prolétariat implique une transformation de notre vision de l'unification de la classe, qui ne peut plus passer par des revendications*« abstraites-universelles »* : notre rôle, en tant qu'avant-garde, est de hâter leur disparition

3) Incarner l'antiracisme implique la conflictualité dans notre camp pour dépasser les illusions idéologiques qui le condamnent à la passivité et à l'extériorité face à l'aggravation de la racialisation des rapports sociaux et la progression de la conscience raciale

4) Les sujets raciséEs ne constituent pas un secteur*« plus large »* que la classe - car ils appartiennent en réalité quel que soit leur niveau économique à un ensemble sur-exploité et sur-dominé. Les positions de domination relatives acquises dans le système économique sont grevées d'une précarité qui, dans le processus de la fascisation, menace prioritairement et de manière indistincte économiquement les groupes racisés.

5) La spécificité de la racialisation porte des contradictions spécifiques autour du passage à la conscience de classe : elle constitue à la fois un*« moteur »* et un*« inhibiteur »*. Ces contradictions, comme toutes contradictions dialectiques, sont décisives dans la construction de la conscience de classe et impliquent un travail de masse spécifique en vue de la réalisation du projet révolutionnaire.

Cadres de soutien à la Palestine : bilan, perspectives et tâches

PAR AN GWESPED, ANTOINE LARRACHE ET MAYI

Depuis le 7 octobre 2023, l'actualité de la colonisation de la Palestine s'est brutalement imposée. En conséquence, l'activité traditionnelle de notre organisation dans le mouvement de solidarité avec la Palestine a été considérablement transformée.

Pour comprendre la profondeur des transformations récentes de la lutte pour la libération de la Palestine, il est incontournable de revenir sur la construction de la solidarité. En France, ces mouvements ont émergé dans les années 1960 autour de plusieurs tendances : réseaux arabes,: *« cathos de gauche »* , gaullistes et extrême gauche (1). Le mouvement a depuis beaucoup évolué, attirant de nombreuses personnes racisées, notamment musulmanes. D'où vient ce militantisme et comment a-t-il évolué depuis 1960 ?

UN HISTORIQUE DES MOUVEMENTS DE SOLIDARITÉ

Le soutien à la cause palestinienne a émergé bien avant la guerre des Six Jours de 1967, dans le milieu étudiant arabe à Paris, notamment dans les soutiens au panarabisme de Nasser, et bien après la Nakba de 1948. Jusqu'en 1962, le soutien était surtout acquis à la cause algérienne, puis c'est avec l'occupation de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par Israël que ce militantisme s'est élargi. En 1967, le comité de soutien au peuple palestinien, basé à Orly, rassembla des travailleurs algériens, tunisiens et marocains en France pour: *« soutenir les victimes de la guerre »* . Les mots d'ordre furent principalement centrés autour de la situation des réfugiéEs palestiniennNEs.
Dans la continuité des comités Palestine, Le Mouvement des travailleurs arabes (MTA), fondé en 1972, inscrit la solidarité avec la Palestine dans une lutte plus large contre le racisme et pour les droits des travailleurs immigrés. La défense de la cause palestinienne constitue une dimension importante de son activité militante, aux côtés des luttes menées en France par les travailleurs arabes. Le MTA contribue ainsi à faire de la Palestine une question directement liée aux luttes de l'immigration et de l'antiracisme, et pas seulement une question de politique internationale.

En 1968, la bataille de Karameh fut importante dans le soutien à la cause palestinienne, puis le détournement d'un avion Rome - Tel Aviv par le FPLP marqua le début de la stratégie d'internationalisation du conflit dit: *« israélo-palestinien »* en France. La même année fut créée l'Association de Solidarité Franco-Arabe (ASFA), avec des gaullistes (Lucien Bitterlin et Louis Terrenoire) comme cadres, en raison de la position critique du général de Gaulle au moment de la guerre des Six Jours. L'extrême gauche fut également très active à la fin des années 1960, notamment les maoïstes comme la Gauche Prolétarienne qui créa des Comités Palestine sur la base des Comités Vietnam de Base.

Dans les années 70, l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) vit le jour, fusion de la structure de l'Association Médicale Franco-Palestinienne (AMPF), créée par un groupe de médecins proches de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), du Parti socialiste unifié (PSU) et du Parti communiste Français (PCF) et de l'Association France Palestine (AFP). Les cadres de l'AFP font principalement partie du PCF, comme Alain Gresh ou Geneviève Sellier, mais pas seulement, et de nombreuses autres personnalités interviennent régulièrement aux meetings.
la fin des années 1980, la cause palestinienne progresse notamment par l'action de l'Organisation de libération de Palestine (OLP). Les premiers jumelages entre des villes françaises (Montataire dans l'Oise) et des camps de réfugiéEs palestiniens ont lieu.

Les années 1990 ont été le théâtre de la Première Intifada (1987-1993) et des processus de paix, soutenus majoritairement par les associations pro-palestiniennes, alignées sur les positions de la Délégation générale de la Palestine en France, sous la direction de Leïla Shahid, peu avant la signature des accords d'Oslo de 1993. Ces accords sont soutenus par une large frange d'organisations comme des associations (AFP, AMFP, GUPS), des syndicats (CGT, SNES) ou des partis politiques (PCF, Verts). Pourtant, du côté des PalestinienNEs, cet accord divise, et le FPLP, le FDPL et le Hamas rejettent les négociations. des reproches sont formulés vis-à-vis des concessions faites par le Fatah, notamment sur le droit au retour des réfugiéEs. Les accords d'Oslo aboutissent cependant à un consensus large du mouvement de solidarité à la Palestine en France, en dépit donc, de l'opposition d'une partie de la résistance palestinienne. Le principal désaccord portait sur un point clé : la reconnaissance de l'État d'Israël. .
Les espoirs déçus d'Oslo mènent à la deuxième Intifida, mobilisation palestinienne qui s'est déroulée entre septembre 2000 et 2005, suivie de

guerres coloniales sucessives d'Israël contre le peuple palestinien en 2006, 2008/2009 et 2012. La mort de Yasser Arafat en 2004 et l'arrivée au pouvoir du Hamas en 2006 rebattent les cartes. Dans ce contexte, de nombreux militants, notamment à l'AFPS et au PCF, participent à une véritable diabolisation du Hamas, réduit alors dans le débat public à sa dimension terroriste.

A cette même période, plusieurs organisations ou collectifs voient le jour en France Dès le début de la deuxième Intifada, en novembre 2000, se constitue également le Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens. Il rassemble plusieurs dizaines d'organisations issues notamment du mouvement associatif, syndical et politique, Le collectif défend alors une perspective de paix fondée sur la reconnaissance des droits des deux peuples et organise de nombreuses manifestations, campagnes et initiatives publiques. Il constitue pendant plusieurs années un cadre important de mobilisation unitaire autour de la Palestine en France. Évoquons également la Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient (Capjpo) menée par Olivia Zémor, qui est devenue Europalestine par la suite. Ce dernier mouvement était controversé en raison de la liste Europalestine aux élections européennes de 2004 (avec Dieudonné et Alain Soral), choix qui n'a été regretté que quelques années plus tard. D'autres mouvements ont vu le jour comme Génération Palestine, composé de jeunes militantEs, le Mouvement de soutien à la résistance (Msrpp) soutenant explicitement le Hamas ou la Campagne civile pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP) organisant des missions de solidarité dans les territoires occupés. La Campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions), lancée en 2005 par les PalestinienNNes comme Omar Barghouti avec 170 organisations, visant à exercer une pression sur Israël, fut déployée dans le but final que les PalestinienNEs atteignent l'autodétermination. Elle a été déclinée en France à partir de 2009 avec la publication de la charte de la structure BDS France. Le réseau Samidoun de solidarité avec les prisonnierEs palestienNEs a été créé en 2011 au Canada, après une grève de la faim dans les geôles israéliennes organisée par le FPLP. D'autres organisations de solidarité comme l'UJFP ont vu leur nombre d'adhérentEs augmenter significativement. Surtout, de plus en plus de personnes racisées assignées: *« arabes »* , d'Afrique du Nord, ont rejoint les cortèges.

Enfin, une alliance qui se nomme elle-même: *« Axe de la résistance »* et se présente comme anti-impérialiste est apparue dans les années 2000 après l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003 et au lendemain de la Seconde Intifada. Il s'agit d'une alliance contre les États-Unis et Israël entre l'Iran, certains mouvements armés en Palestine (comme le Hamas – sunnite, même s'il a soutenu l'opposition syrienne en 2012 lors de la guerre civile syrienne – ou le Jihad islamique), au Liban (Hezbollah), en Irak (des milices chiites), les Houthis au Yémen ou le mouvement lié à Al-Assad en Syrie. Cette alliance s'est intensifiée après 2013, avec une participation accrue du régime de Bachar al-Assad. La séquence de 2023-2024 a affaibli cet: *« Axe de la résistance »* , avec la chute du régime Assad, l'assassinat de Hassan Nasrallah en septembre 2024 et surtout le génocide à Gaza.
Les débats autour de cet: *« Axe de la résistance »* sont nombreux au sein du mouvement, partagé entre les alliances militaires concrètes visant notamment à ce que la résistance armée puisse se fournir en armes et la dénonciation nécessaire des régimes comme celui d'Iran sous Ali Khamenei ou de Syrie sous Bachar Al-Assad qui massacrent leur propre peuple. La Russie et la Chine ont été considérées au mieux comme des adversaires objectifs des États-Unis, au pire comme des puissances alliées. En réalité, cet: *« Axe de la résistance »* a progressivement diminué son soutien (financier, logistique et militaire) au Hamas, en témoigne a priori la baisse du financement pendant cinq années pour le sanctionner d'avoir soutenu les rebelles syriens contre le régime de Bachar al-Assad. Dans un contexte colonial et impérialiste, il est nécessaire de soutenir inconditionnellement les palestinienNEs et de s'opposer à toutes les attaques impérialistes. Ceci n'empêche pas d'avoir une analyse des régimes oppresseurs et des forces réactionnaires à l'œuvre dans la région.



Manifestation Solidarité Palestine 29/11/25 © NPA Phototèque Rouge.

UN RENOUVELLEMENT DEPUIS LE 7 OCTOBRE

La mobilisation a pris un autre tournant au lendemain du 7 Octobre et de l'opération: *« Déluge d'al-Aqsa »* menée principalement par les Brigades al-Qassam, la branche armée du Hamas, mais aussi le Jihad et le FPLP. Les massacres à Gaza par l'armée d'occupation israélienne se sont transformés en génocide. En France, Urgence Palestine a vu le jour quelques semaines après le 7 Octobre, en s'organisant autour d'une centralité palestinienne, c'est-à-dire à la fois autour de PalestinienNEs réuniEs au sein du

collectif Boussole Palestine et en considérant que l'organisation à pour intervention centrale et comme point de vue pour apprécier l'actualité la Palestine comme point de vue.



Pochoir mur en Italie - Wikipedia

Les positionnement combatifs d'Urgence Palestine ont permis de faire avancer des mots d'ordre radicaux et de dépasser les hésitations de la gauche traditionnelle : Parmis eux, il y la clarté d'UP, qui a refusé de condamner l'attaque du 7 Octobre et de céder à la pression raciste ambiante à ce sujet, qui a été intransigeante sur l'auto-détermination des peuples – excluant ainsi toute forme de sectarisme face au choix des Gazaoui·es de porter le Hamas au pouvoir — et, au fond l'indépendance par rapport aux accords d'Oslo et à l'Autorité palestinienne. Cet ensemble de positions et la légitimité de ses figures les plus connues lui ont permis de prendre des initiatives concrètes, comme les appels à manifester malgré la menace d'interdictions, et l'ouverture à une nouvelle génération militante, des sections locales jusqu'aux cadres de direction du mouvement.

En organisant des mobilisations semaine après semaine, cette organisation a permis, malgré l'interdiction des premières manifestations, de rassembler des milliers des personnes, en particulier des jeunes, des femmes, des racisé·es, en lien avec des collectifs existants plus traditionnels comme le Collectif national pour une paix juste et durable entre palestinienNes et israélienNEs, une inter-organisations créée en 2020 d'une cinquantaine d'entités composée des partis, syndicats et associations historiques. Par ailleurs, on ne peut comprendre la réussite d'Urgence Palestine sans savoir que celle-ci a été construite dès le départ en connexion forte avec des organisations comme le NPAA, le Parti des indigènes de la République, Perspectives musulmanes, la CNT, Révolution permanente (qui a lamentablement abandonné UP après avoir compris qu'elle ne pourrait pas en contrôler la direction), etc.

Urgence Palestine a progressivement construit des liens avec des organisations similaires en Europe comme le Palestine Youth Movement, créée en 1982 aux Etats-Unis, composée de jeunes de la diaspora palestinienne et plus largement arabe, et très active aux États-Unis. D'autres plateformes de la diaspora palestinienne se sont aussi construites dans le but d'accueillir les personnes qui fuient la colonisation et particulièrement le génocide en cours comme La Palestine nous rassemble créée dans les années 2010, ou d'autres organisations de jeunes de la diaspora comme Jeune Palestine.

L'ÉVOLUTION DES DÉBATS DANS LE MOUVEMENT TRADITIONNEL

À l'échelle nationale, les organisations les plus importantes, en plus d'Urgence Palestine, sont BDS, l'AFPS ou EuroPalestine, et le Cnpjdpi (Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens) coordonnent les grandes organisations.. Mais celles-ci ne correspondent pas nécessairement à ce qui est nécessaire aujourd'hui face au génocide.

En effet, l'immense majorité des personnes mobilisées lors des manifestations entre 2023 et 2026 ne font pas partie d'une organisation. Elles répondent aux appels à manifester, participent aux mobilisations, mais sans nécessairement trouver de cadre permettant de prolonger leur engagement dans une organisation et de construire une mobilisation dans la durée. En 2026, les mobilisations ont faibli malgré la stabilité des cadres organisationnels, et il est difficile d'identifier la pénétration des mots d'ordre et de l'analyse politique portée par les organisations pro-palestiniennes. Seule UP était taillée pour accueillir massivement des nouvelles et nouveaux, BDS a été percutée par le fait d'être une organisation au mode d'action très précis, tandis que l'AFPS n'a pas été capable d'attirer une jeunesse racisée et radicale.

L'organisation de flottilles pour Gaza est également une action permettant de mobiliser l'opinion publique internationale, comme cela a été le cas avec les initiatives de la Global Sumud Flotilla, de Thousand Madleens to Gaza, Waves of Freedom ou la Flottille de la liberté. En France, les manifestations de soutien, notamment à République, au lendemain de la séquestration de Rima Hassan et lors de son retour, accompagnées de l'occupation de la place parisienne, ont été les plus massives à la fin du printemps 2025. Pour autant, elles n'ont pas permis de relancer de la mobilisation : les flottilles envoyées en avril, qui ont été interceptées par Israël et auraient pu, en raison de la violence subie par les militant·es qui en ont fait partie, soulever l'opinion publique mais le différentiel de visibilité d'une parlementaire et la faible pénétration des logiques militantes dans les masses n'ont pas permis une politisation durable.(2) Cependant, cela a permis de maintenir les organisations traditionnelles dans une dynamique d'actions. La présence de militant·es du PCF et de LFI, en 2026, a contraint ces organisations à un minimum de préoccupation sur la question, bien que la mobilisation ait été encore plus réduite qu'en 2025.

De plus, il existe un clivage important entre les organisations historiques comme l'AFPS et le Cnpdjpi qui défendent principalement: *« une solution à deux États »* sur la base des frontières de 1967 et des organisations

comme Urgence Palestine, qui militent pour une Palestine libre: *« de la Mer au Jourdain »* , c'est-à-dire une Palestine libérée du colonialisme, où les réfugiéEs palestinienNEs pourraient revenir sur leurs terres, sans discrimination, où on pourrait vivre quelle que soit sa religion, même si on sait, en pratique, que cela signifierait le départ de nombreux·ses sionistes qui ne pourraient pas accepter cette perspective. Cette vision est également celle du NPA-L'Anticapitaliste, qui y ajoute le caractère démocratique et laïque de l'État. UP comme le NPAA précisent cependant que c'est aux PalestinienNEs de décider, qu'on ne considère pas que la solution doit venir de l'extérieur.

Cependant, il est clair que les clivages passés ont évolué : dans de nombreuses organisations, beaucoup de militant·es considèrent que la politique d'Israël a détruit la possibilité d'une solution à deux États. Y compris dans l'AFPS, LFI ou la CGT. Nous pouvons montrer que l'échec d'Oslo est de ne pas avoir pris le problème du colonialisme sioniste à la racine et d'avoir permis à Israël de consolider ses positions en Palestine et au Moyen-Orient de manière plus générale.

Nos tâches pour le mouvement de solidarité à la Palestine sont doubles : d'une part, poursuivre la massification avec des mobilisations unitaires pour imposer un réel rapport de forces depuis la base et aussi faire front contre la répression de ces luttes de solidarité, et d'autre part, faire en sorte que des revendications comme le droit au retour des réfugiéEs ou la libération des prisonnierEs soient largement diffusées dans ces milieux et bien au-delà. Pour s'assurer que les revendications soient bien en lien avec les luttes du peuple palestinien, la centralité palestinienne, c'est-à-dire une organisation autour des revendications palestinienne, est cruciale. C'est notamment le cas à Urgence Palestine organisée autour des palestinienNEs vivant en France ou BDS autour du BNC (le comité national palestinien de BDS).

ET LA SOLIDARITÉ À LA PALESTINE DANS LES CADRES DE MASSE ?

Nous devons construire des actions revendicatives, à destination de la jeunesse : actions directes de type agit-prop, manifestations, boycott, blocages... Notre tâche est de construire ces mouvements à la base,*« par en bas »*, dans les comités ou sections locales, en y amenant notre savoir-faire militant, en se mettant à la disposition d'un point de vue logistique ou financier et en renforçant la portée de leurs actions quand c'est possible. Et en apprenant de militant·es qui militent parfois depuis bien plus longtemps que nous sur cette thématique.

Les cadres de masse, notamment syndicaux, constituent également des espaces importants de solidarité avec le peuple palestinien. Leurs revendications restent souvent centrées sur la reconnaissance d'un État palestinien et le respect du droit international, ce qui peut apparaître limité au regard de la colonisation et du morcellement des territoires palestiniens. Mais ces organisations peuvent aussi porter des positions plus offensives : la CGT dénonce la colonisation et l'occupation, revendique notamment la suspension de l'accord d'association UE-Israël et entretient des liens historiques avec la Fédération générale des syndicats palestiniens.

Ces cadres sont importants parce qu'ils permettent de faire sortir la solidarité avec la Palestine des seuls réseaux militants spécialisés et de l'inscrire dans des espaces de masse : syndicats,



Manifestation Solidarité Palestine 29/11/25 © NPA Phototèque Rouge.

lieux de travail, universités et mouvements étudiants. Ils constituent ainsi des points d'appui pour élargir la mobilisation et faire de la question palestinienne un enjeu des luttes sociales et antiracistes en France.

La confédération a des liens historiques avec la Fédération générale des syndicats palestiniens.

La CGT a organisé des collectes financières de solidarité avec le peuple palestinien en lutte. Elle a aussi été partie prenante de la flottille en 2026. De nombreuses délégations ont été organisées dans les territoires occupés pour dénoncer les conditions de vie en Palestine. Des campagnes de désinvestissement et de ciblage des entreprises françaises complices de la colonisation israélienne ont été organisées, notamment avec la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine. En 2025, une action visant le salon de l'aéronautique du Bourget a été co-organisée par Guerre à la guerre avec la CGT 93, pour dénoncer la présence d'entreprises israéliennes et d'autres entreprises complices du génocide à Gaza.

L'Union syndicale Solidaires est également très active dans la solidarité au peuple palestinien, que ce soit par l'envoi de délégations syndicales, le soutien des campagnes de boycott en lien avec BDS, la participation à des manifestations unitaires en tant que membre du Cnpjdpi ou l'organisation de collectes humanitaires. De plus, en agissant avec les organisations de solidarité avec la Palestine, les syndicats comprennent et reprennent une partie de leurs revendications. Ils ont également l'avantage de coller au niveau de conscience d'une partie des salariéEs, que ce soit en termes de compréhension de la situation ou de revendications. La campagne d'octobre 2026 contre l'armement vise à construire un mois de mobilisations en direction des entreprises et à renforcer les liens avec les syndicats et les travailleurEs.

FAIRE FACE À L'HOSTILITÉ DE L'ÉTAT PAR UN TRAVAIL UNITAIRE

Le mouvement de solidarité au peuple palestinien fait face au durcissement des politiques de l'Etat. S'il y a eu un réel dynamisme du côté de l'organisation des solidarités, elle ne peut occulter la violence de la répression et l'absence de consensus autour de la cause palestinienne.

Dès le lendemain du 7 octobre 2023, les manifestations de soutien au peuple palestinien ont été interdites en France. D'innombrables contraventions ont été abusivement adressées à plusieurs milliers de personnes lors de ces premières manifestations, notamment à Paris. Porter un keffieh a conduit à de nombreuses interpellations. De nombreuses conférences sur la Palestine ont été censurées. L'Union Juive Française pour la Paix, a subi une perquisition abusive et s'est vu fermer son compte en banque, pour avoir dit que: *« Israël est une puissance colonisatrice [...] et conforte un régime d'apartheid »* .



Manifestation Solidarité Palestine 29/11/25
© NPA Phototèque Rouge.

L'accusation d'apologie du terrorisme est devenue courante. Urgence Palestine a été victime de cette répression, après une menace de dissolution adressée par Bruno Retailleau fin avril 2025, échouant finalement grâce à la campagne de solidarité massive organisée par UP. D'après les chiffres du ministère de la Justice, 452 jugements et 305 condamnations ont été prononcées pour au moins une infraction de provocation et apologie du terrorisme, entre octobre 2023 et novembre 2024, soit trois fois plus de jugements qu'entre janvier et septembre 2023. De nombreuses personnalités, et un grand nombre de militantEs ont été attaquéEs pour ce motif, avec des procédures encore en cours, comme Omar Alsoumi d'Urgence Palestine (en plus d'un gel des avoirs en depuis 2025), Rima Hassan ou Mathilde Panot (affaire classée sans suite) de La France Insoumise, Anasse Kazib de Révolution Permanente, Jean-Pierre Delescaut de la CGT du Nord. Ramy Shaath, membre d'Urgence Palestine, subit également une menace d'expulsion initiée fin avril dernier de la part des autorités françaises affirmant qu'il représente une: *« menace grave pour l'ordre public »* alors même qu'il n'a jamais été poursuivi ou condamné à ce titre, vivant en France depuis 2022 après avoir été accueilli en France par Macron à la suite de sa détention arbitraire en Egypte pour avoir coordonné le mouvement BDS localement.

Citons également Ali, réfugié palestinien emprisonné depuis 2024 alors qu'il est installé en France depuis 2016, soi-disant pour: *« complicité de tentatives d'assassinats en Cisjordanie en 2023 »* . Cette affaire s'inscrit dans la continuité d'une répression, d'abord contre les palestinienNEs, puis ensuite contre les militantEs. L'affaire Georges Abdallah, emprisonné entre 1984 et 2025, alors qu'il était libérale dès 1993, est le cas le plus connu.

La répression de la lutte pour la libération de la Palestine s'explique par le fait que la France est un centre impérialiste majeur dans le capitalisme mondial, avec une histoire coloniale anti-arabe et islamophobe particulièrement significative, et que les mobilisations pour la Palestine, des mobilisations massives des jeunes raciséEs des classes populaires déstabilise

les équilibres politiques en France comme dans ses alliances avec Israël. Houda Asal, socio-historienne proche de nous, documente l'existence d'un racisme d'État anti-palestinien spécifique, visant l'effacement, la déshumanisation, et l'invisibilisation des voix palestiniennes (et alliées) dans le débat public et politique en France, et plus largement en Occident, comme support idéologique aux politiques impérialistes de la France sur la Palestine. Il est ainsi nécessaire d'articuler la solidarité à la Palestine avec la lutte antiraciste, notamment contre l'islamophobie et le racisme anti-arabe, pour une ligne claire internationaliste et antiraciste puisqu'un grand nombre de personnes subissant la répression sont des personnes racisées, principalement perçues arabes. Les accusations d'antisémitisme ont également été un support pour décrédibiliser les mobilisations de soutien à la Palestine. Elles s'appuient sur une propagande propageant l'idée qu'il y aura une montée de l'antisémitisme, alors qu'il s'agit en réalité d'un amalgame entre antisionisme et antisémitisme où tout soutient à la résistance palestinienne devient antisémite, pour décrédibiliser la gauche radicale, La lutte nécessaire contre l'antisémitisme, y compris à gauche et dans le mouvement, est instrumentalisée par un État qui souhaite assimiler antisionisme et antisémitisme (notamment par la loi dite Yadan visant en réalité à criminaliser une certaine critique antisioniste d'Israël).

Dans ce contexte, une mobilisation de masse, unitaire, permet de faire face au durcissement de la répression. La mobilisation de soutien à Urgence Palestine au lendemain de sa dissolution, et notamment de la pétition (plus de 200 000 signatures, dont des centaines de personnalités en quelques semaines) a probablement été déterminante. Il est nécessaire de faire un front unique contre la répression, au-delà des appartenances diverses et variées à gauche et à l'extrême-gauche.

ARTICULER LUTTE DES CLASSES ET SOLIDARITÉ À LA PALESTINE

Il existe une tradition de lutte pour la Palestine dans le mouvement ouvrier mondial, car celle-ci incarne bien la toute puissance de l'impérialisme, le summum de l'injustice, son absence de scrupules dans le massacre de populations. C'est de plus un enjeu majeur dans les rapports de forces au Moyen-Orient, puisque Israël est en réalité, malgré son autonomie, le bras armé des États-Unis au Moyen-Orient, qui leur permet de contrôler la région, ses échanges commerciaux et énergétiques et les régimes en place.

En Italie, les dockers (notamment le CALP) et leurs syndicats (notamment USB), notamment à Gênes, se sont fortement mobiliséEs pour la Palestine en refusant de charger ou de décharger des armes (ou des composants destinés à l'armement) destinées à Israël. Ils ont mené des grèves et bloqué des ports. Une grève massive a été organisée le 22 septembre 2025, avec le blocage de la quasi-intégralité des grands ports italiens, 90 % des transports publics en grève, et 50 % des chemins de fer. Des dizaines de milliers de travailleursEs ont fait grève, dans les transports, les écoles, la santé, les pompiers, les médias, entre autres secteurs, pour protester contre les frappes israéliennes à l'encontre du peuple gazaoui, contre l'économie de guerre, contre le Gouvernement italien qui continue de soutenir Israël, et en solidarité avec la flottille internationale. 500 000 personnes ont manifesté dans les rues de plus d'une soixantaine de villes, selon le syndicat USB.

Des actions dans les entreprises d'armement ou de la technologie destinée à l'armement ont été organisées, en particulier à l'initiative de Stop Arming Israël mais également de la coalition Guerre à la guerre, en lien avec Urgence Palestine ou BDS. De nombreuses entreprises ont été ciblées comme Thalès, Safran ou Dassault, souvent en lien avec les syndicats de ces entreprises. Des grèves ont été organisées, par exemple à STMicroelectronics à Grenoble pendant deux heures. Un mois d'action pour: *« bloquer la machine de guerre israélienne »* a été annoncé pour octobre 2026 par l'AFPS, BDS-France, Stop Arming Israel France et Urgence Palestine. Ce type d'actions permet mener plusieurs combats de front : d'une part en solidarité avec le peuple palestinien et d'autre part pour contribuer à la lutte de classes sur le lieu de travail. L'histoire de la lutte en solidarité à la résistance du peuple vietnamien a montré qu'il était possible d'articuler internationalisme et lutte de classes.

NOS PRIORITÉS D'INTERVENTION POUR DES CADRES DE MASSE

Pour nous, la solidarité à la Palestine est une activité internationaliste, anti-impérialiste et anticoloniale : elle doit ainsi être une priorité tant elle incarne aux yeux des masses: *« une boussole politique »* . La massification de ces luttes doit se faire à la fois en soutenant une centralité palestinienne, non pas par symbole mais parce que, d'une part, nous voulons contribuer à l'émergence de directions palestiniennes, auto-organisées, et, d'autre part, parce que le combat pour la Palestine ne doit pas être dissout dans une multitude de luttes, si justes soient-elles.

Pour massifier et pour lutter contre la répression, il est nécessaire d'organiser les luttes de manière unitaire, quelles que soient les divergences s'agissant des courants politiques de la gauche la plus réformiste à la gauche révolutionnaire, en passant par différentes nuances plus ou moins campistes. La solidarité à la Palestine doit être articulée avec la lutte antiraciste, puisque sa répression de ses luttes a un lien avec l'impérialisme français mais également son racisme anti-palestinien mêlant islamophobie et racisme anti-arabes dans un contexte de montée du facisme dans nos centres impérialistes. Enfin, nous cherchons à articuler solidarité avec la Palestine et lutte des classes, en intervenant sur nos lieux de travail pour organiser concrètement la solidarité (cagnottes de soutien, flottilles...), organiser des grèves et des débrayages dans les secteurs stratégiques (armement, technologie, transport maritime...). Notamment dans le but de faire cesser toute coopération avec l'État génocidaire.

1. Marc Hecker : « Un demi-siècle de militantisme pro-palestinien en France : évolution, bilan et perspectives » . Confluences Méditerranée, n° 86, 2013/3, p. 197-208. 2013
2. Voir à ce sujet l'émission de l'Anticapitaliste réalisée avec les témoignages de nos camarades Maceo et Laetitia - TorturéEs par Israël: Maceo et Laetitia témoignent | L'Anticapitaliste
3. Adam Hanieh, Robert Knox, Rafeef Ziadah, La Palestine au coeur du capitalisme mondial, 2026
4. Ilan Pappé, Une brève histoire du conflit israélo-palestinien, 2026
5. Joseph Daher, La question palestinienne et le marxisme, 2024

Un travail de masse est-il encore possible dans l'ESR ?

Retour sur les Assises pour l'Université et pour la Recherche du 3 et 4 septembre 2026

PAR ANNE CRAVERO, HAFIZA B. KREJE (COMMISSION ESR), HUGO HARARI-KERMADEC (RESI)

20 ans de casse sociale et l'accession possible de l'extrême droite au pouvoir au printemps 2027 semble toutefois avoir eu raison de l'atonie du milieu scientifique français. Dans le courant de l'été, l'organisation d'Assises pour l'Université et pour la Recherche a été annoncée pour le début du mois de septembre. Pour nous, leur lancement réussi représente l'occasion d'agiter notre secteur et d'y développer un travail de masse qui s'appuie sur une analyse renouvelée des contradictions qui le caractérisent.

L'UNIVERSITÉ COMME ESPACE DE LA MASSIFICATION SCOLAIRE

L'accès à l'enseignement supérieur a été radicalement ouvert : depuis 1960, le nombre d'étudiant·es à l'université est passé de 215 000 à plus de 1,6 million en 2025 (SIES, 2025) soit une multiplication par 8 dans les universités publiques. 1,4 millions d'étudiant-es supplémentaires sont inscrits dans le supérieur, dans des établissements de différents statuts, à la fois plus élitistes que l'Université (classes prépa et grandes écoles) et plus populaires (STS ou établissements privés à but lucratif). Comme jamais auparavant, des millions d'enfants des classes populaires et de l'immigration, en particuliers de filles, accèdent à l'enseignement supérieur.Pendant 40 ans, cette massification s'est accompagnée de la création de nouvelles universités et par des recrutements de personnels, essentiellement sur des statuts de fonctionnaires. Depuis 15 ans, la massification se poursuit mais sans que les moyens suivent, les conditions de travail et d'étude se sont donc rapidement dégradées. Bien sûr cette dégradation n'est pas homogène, au contraire, et si quelques grandes universités se sont rapprochées des grandes écoles, en termes de financement, d'organisation comme de public étudiant, la majorité des universités, les plus populaires et féminines, atteint les limites du fonctionnement en mode dégradé (réduction de l'offre de formation, fermeture des bâtiments l'hiver pour réduire la facture de chauffage, souffrance au travail conduisant jusqu'au suicide…)

À mesure que le système universitaire s'est développé, tiré par les besoins d'enseignement, il a pris une part essentielle dans la recherche, puisqu'il est conçu comme articulant les deux, le statut dominant dans ces établissements étant celui d'enseignant-chercheur. Les instituts uniquement dédiés à la recherche, comme le CNRS, ont donc été de plus en plus amenés à travailler avec les universités, et sont aujourd'hui menacés de dissolution avec transfert des personnels vers une université (c'est le cas par exemple de l'IFSTTAR, institut de recherche sur les transports, absorbé par l'université Gustave Eiffel de Marne-la-vallée depuis 2020).

LA LIBÉRALISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

La: *« mise en marché »* , passe par des transformations plus structurelles. Elle découle de l'autonomie budgétaire consécutive à la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) de 2007, qui permet de les mettre en concurrence entre elles pour obtenir des financements. Cette concurrence se transmet aux échelles inférieures - aux facultés, aux laboratoires et même aux universitaires individuels, poussés à répondre à des appels à projets, soit l'équivalent d'un appel d'offres sur un marché public). Ainsi, on réduit progressivement la part du financement récurrent, au profit des financements concurrentiels, qui miment le marché. Le passage des universités aux: *« responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire »* (RCE), s'est accompagné d'un doublement des capacités d'autofinancement, qui s'apparentent à une sorte de bénéfice ou de surproduit de l'activité universitaire, disponible pour être réinvesti.

Chaque établissement est ainsi amené à chercher des ressources propres pour se développer, d'autant qu'il faut faire face à l'augmentation du nombre d'étudiant · e · s. C'est que les subventions de l'Etat n'ont pas suivi la démographie

étudiante : en euros constants, le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche est passé de 12,4 milliards en 2008 à 13,4 milliards en 2018, alors que les effectifs étudiants passaient de 2,2 millions à près de 2,7 millions. On obtient donc sur la période une chute du financement par étudiant de pratiquement 10%. Et 10% de plus depuis 2018. La situation s'est encore aggravée en 2024, quand le gouvernement a imposé aux universités de prendre à leur charge des hausses de coûts qu'il avait lui-même décidées et mis en déficit les deux tiers des universités. Pour la première fois, la subvention de l'Etat ne suffit même plus à payer les salaires.

On le comprend, l'autonomie budgétaire est très fictive. Le gouvernement contrôle toujours les budgets des établissements, mais sans en assumer la responsabilité, qu'il peut rejeter sur les établissements. La montée en puissance des financements concurrentiels, sur appels à projets, et en particulier les Programmes Investissements d'Avenir (PIA) dotés de 57 milliards d'euros, se concentrent sur un nombre très restreint d'établissements. Une dizaine d'établissements a bénéficié des plus importants financements, les Initiatives d'excellence (Idex), approchant le milliard d'euros pour les plus gros (Saclay, Sorbonne université). La concurrence n'est donc ni libre ni nonfaussée, au contraire, elle vise explicitement à renforcer des champions nationaux.

Deuxièmement, la marchandisation passe par l'augmentation des frais d'inscription, y compris dans les établissements publics, parfois jusqu'à plusieurs milliers d'euros. Cette augmentation repose sur la stratégie des petits pas, préconisée par Philippe Aghion et Elie Cohen en 2004. Ils recommandaient alors d'éviter toute augmentation générale des frais, par peur d'un large mouvement étudiant au profit de hausses partielles et progressives.

C'est à Sciences Po Paris qu'est revenu de faire le premier pas dès 2004, avec l'introduction de tout un système de frais d'inscription progressifs, c'est-à-dire dépendant du revenu des parents Les autres Instituts d'études politiques (IEP) ont suivi, de même que des grandes écoles d'ingénieurs.L'Université Paris 9-Dauphine a été la première université à augmenter ses frais, grâce à son statut dérogatoire de grand établissement.

L'échelle locale est d'autant plus pertinente, pour avancer l'agenda de marchandisation, que la hausse des frais d'inscription peut se faire bien plus intensément dans certains établissements, ceux qui recrutent dans les populations les plus aisées. C'est ainsi qu'on retrouve principalement des grandes écoles dans les établissements ayant pris de l'avance : les Instituts d'Etudes Politiques, les écoles d'ingénieurs publiques, ou encore l'université Paris-Dauphine, mais aussi des formations élitistes au sein d'universités.À l'inverse, pour les établissements qui prennent réellement en charge l'accès des classes populaires à l'enseignement supérieur, les frais d'inscription ne peuvent rien apporter de significatif puisque les familles n'ont pas les moyens de payer. A moins de passer à l'étape suivante : l'endettement étudiant. C'est alors le remboursement du prêt étudiant qui est modulable. Dans les pays qui ont totalement marchandisé l'enseignement supérieur (Chili, Australie, Angleterre, Etats-Unis, Singapour...), la dette étudiante est colossale, uniquement dépassée par les prêts immobiliers.(1)

II. APRÈS UN CYCLE DE DÉFAITES, LES ASSISES COMME ULTIMES TENTATIVES DE RÉSISTANCE ?

Du succès de SLR !

Si dès 2004 on observe les premières traces de ces*: « petits pas »* préconisés par Philippe Aghion, c'est aussi l'année du dernier mouvement d'ampleur dans la recherche. Face à des coupes budgétaires toujours plus importantes et alors que le gouvernement Raffarin annonce faire de la recherche une priorité gouvernementale, la colère monte. Notamment porté à ses débuts par des directeurs de laboratoire issus de la biologie, le mouvement: *« Sauvons la recherche ! »* (SLR!) prend de l'ampleur et gagne en popularité. Complètement indépendant des syndicats, il s'étend à toutes les disciplines scientifiques et de la recherche publique au privé. L'argument central qui permet de faire tenir une mobilisation large est que le dé-financement de la recherche nuirait sur le long terme à l'économie française.

Constatant l'impossibilité de bloquer l'économie par une grève comme d'autres secteurs, le collectif choisit des modes d'actions alliant spectaculaire et symbolisme, profitant aussi d'une sympathie dans les médias. Ainsi, dès le début du mouvement, une démission collective des responsabilités des directeurs de laboratoire est imaginée pour faire pression (plus de 2000 démissions soit plus de la moitié des mandats de l'époque). Globalement, si la manifestation de rue fait partie du répertoire d'action, elle est très articulée à l'élaboration de propositions concrètes et programmatiques (3% du PIB consacrée à la recherche est par exemple la revendication centrale) ; elle même articulée à un travail d'alliance importante entre acteurs à la frontière des sphères politiques et scientifiques. Ces volontés d'élaboration, qui tient alors sur une mobilisation large de la profession, trouvent d'ailleurs leur paroxysme dans l'organisation d'Etats Généraux de la recherche en 2004, à partir de Comités locaux d'organisation des Etats Généraux de la recherche (CloEG) répartis sur tout le territoire, dans les universités et sur tous les campus.

Des suites de cette vaste mobilisation des fonds sont débloqués et des postes de chercheurs restaurés par le gouvernement Raffarin. SLR! subsiste et continue d'organiser des États Généraux avec en ligne de mire la volonté de peser sur les présidentielles de 2007. Toutefois, les 20 ans qui se sont écoulés obligent à la nuance. Si des fonds ont été débloqués à un instant T face à une mobilisation d'ampleur inédite, ceux-ci n'ont pas été pérennes. La mise en place de l'Agence Nationale de Recherche (ANR) en 2005, aujourd'hui largement critiquée pour la mise en concurrence des laboratoires qu'elle engendre et la précarité des emplois qu'elle induit, a été présentée comme une conséquence directe de ce mouvement. Par ailleurs, la marginalisation des organisations syndicales à l'issue du mouvement et dans lequel s'est engouffré le gouvernement à l'époque, n'est pas sans conséquence. Les défaites se sont depuis accumulées (diminution progressive des budgets, mise en place des HCERES etc).(2)

… aux difficultés à mobiliser

Malgré le succès de la mobilisation SLR!, celle-ci n'a pas permis de constituer un rapport de force durable dans le secteur de la recherche. Depuis 2005, le secteur s'est largement précarisé sans qu'il semble possible d'infléchir la situation. Les statuts semblent toujours plus nombreux dans l'ESR et les postes de titulaires toujours plus rares.

L'activité syndicale semble ainsi réduite à la lutte pour le maintien de ses organisations et ses pratiques routinisées à souhait (pour Paris, les sempiternels rassemblements à 12h30 devant le ministère). La distance entre d'une part des syndicalistes titulaires de leur poste depuis parfois des décennies, investi-es dans des dynamiques locales de long terme et dans des instances nationales, et d'autre part des personnels précaires qui changent d'employeurs, voire de villes, chaque année limite fortement l'unité du secteur. Et même si l'on peut tout de même noter les progrès significatifs de la CGT chez les personnels BIATSS (bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, sociaux et de santé), ceux-ci ne conduisent malheureusement pas à une réflexion stratégique de fond. Ni même à une réflexion générale sur l'université et la science qui permettent de rallier plus largement les enseignant·e·s-chercheur·e·s : quelle université voulons-nous ? Pour quelle science devrions nous nous battre ? En outre, la quasi-disparition du mouvement étudiant entérine la situation.

Par ailleurs, la faiblesse de notre activité syndicale et la relative dépolitisation entourant les questions de la science et de l'université amène à la constitution de nombreux collectifs de chercheu-ses autonomes et indépendants.Si ces espaces sont éminemment intéressants quant aux réflexions qu'ils prennent en charge (par exemple le collectif Atecopol [ATelier d'ECOlogie POLitique] qui élabore autour de l'écologisation de la recherche mais aussi récemment autours de l'extrême droite), on ne peut que regretter les distances prises avec les organisations syndicales et par conséquent la faiblesse de ce type de réflexion dans nos syndicats.

DES ASSISES POUR REPOLITISER L'UNIVERSITÉ ET LA RECHERCHE ?

> *« L'heure est au sursaut : nous faisons face à une ultime fenêtre d'opportunité pour peser de tout notre poids sur le débat public. Face à un horizon politique proche hautement incertain, notre communauté doit se fédérer le plus vite possible, au risque d'être totalement et définitivement dépossédée des derniers leviers qui lui restent (…) L'ambition est d'abord de dessiner ensemble un avenir souhaitable à un horizon de dix à vingt ans. Il s'agira ensuite de tracer, à rebours, la trajectoire stratégique permettant de relier cet horizon idéal à notre présent »* .

Derrière l'organisation des Assises pour l'Université et la Recherche, on retrouve le collectif RogueESR. Fondé en 2020, ce collectif de chercheurs, totalement indépendant des organisations syndicales, propose d'allier réflexion de fond et agitation via des actions coup de poing ou symboliques. Le collectif - qui allie un positionnement de gauche radicale à un côté: *« provoc »* - s'est dernièrement montré particulièrement actif pour dénoncer les liens entre armement et recherche française, ou encore pour élaborer autour des attaques contre les*: « wokes »* [qui gangrèneraient l'université] et les libertés académiques. Ces dernières années, ont a retrouvé le collectif dans de nombreuses initiatives autours de l'extrême droite ou encore dans les organisateurs du mouvement StandUp4Science en France.
Conformément à ce positionnement radicalement indépendant, les organisations syndicales sont absentes de l'organisation de l'événement. A leur place, on retrouve une tribune signée par plus de 5600 universitaires qui s'inquiète de: *« la mise au pas idéologique et de l'asphyxie budgétaire »* et pas moins de de 32 sociétés savantes participantes ; en plus du soutien de structures contre l'extrême droite et/ou pour les libertés académiques comme ALIA ou le Caalap.

SE SERVIR DES ASSISES COMME POINT D'APPUI POUR ALLER VERS LE MOUVEMENT SOCIAL

Un événement réussi qui n'est pas s'en rappeler sans rappeler SLR!

Les 3 et 4 septembre 2026 se sont donc tenues ces Assises sur le Campus des Cordeliers dans le quartier latin. Sur place, les organisateurs ont annoncé 500 personnes sur deux jours et autant en ligne. L'évènement aurait donc réuni 1000 chercheurs sur deux jours. Au programme, 10 sessions thématiques allant des défis: *« climatiques, démocratiques, économiques, environnementaux »* , à l'emploi et la précarité, en passant par l'IAg et les libertés académiques. Les orateurs, issus de toutes les disciplines, présentaient autant de propositions concrètes que de retours d'expériences.
L'affluence à cet évènement oblige à parler de succès. Alors que les traditionnels rassemblements syndicaux du mardi sont désertés, les Assises n'ont ni désempli ni souffert d'un manque de propositions. Ici la formule pour rassembler rappelle forcément*: « Sauvons la recherche ! »* , dont la référence était d'ailleurs présente dans les discussions et présentations. L'indépendance syndicale forte est combinée à la présence d'acteurs institutionnels qu'il s'agit, pour les organisateurs, de gagner, de manière à avoir des alliés à la frontière des sphères scientifiques et politiques. Lors de l'événement l'objectif est clairement annoncé par Bruno Andreotti (physicien et l'un des organisateurs) : il s'agit de peser sur les présidentielles. Le slogan romantique des Assises (qui n'est pas sans rappeler la prose de RogueESR) condense cette

volonté :: *« Ce dont nous rêvons. Ce que nous voulons »* .

DES CONTRADICTIONS ÉVIDENTES MAIS UN ÉVÈNEMENT À L'IMAGE DU SECTEUR DE LA RECHERCHE

Évidemment, un cadre aussi large, avec des interventions distribuées à des personnalités d'horizons politiques divers, expose à des contradictions nettes, tant sur la forme que sur le fond. Pour nous, le diagnostic de ces contradictions est essentiel pour situer notre intervention à partir du niveau de conscience de notre milieu.

Les premières, particulièrement visibles, consistaient dans le décalage entre certaines préoccupations et la composition effective des Assises. Typiquement, si les préoccupations à propos de l'enseignement et des étudiants, ou encore de la précarité, étaient réelles, elles contrastaient avec l'absence quasi-totale d'étudiants et de précaires. Les organisations étudiantes n'avaient pas été conviées à l'évènement. Etant entendu que le corporatisme ne constitue pas seulement un groupement sectoriel, mais s'appuie sur des dispositifs d'autorisation, le corporatisme malheureux des comités d'organisation et scientifiques semblent avoir eu raison de la présence en nombre de précaires (doctorant-es, ATER, post-docs, agents vacataires...), malgré le soutien du Collectif des précaires de l'ESR à l'évènement. De la même manière, si l'horizon d'une université pleinement démoratique était esquissée, l'absence quasi-totale de personnels BIATSS, essentiels à son fonctionnement, à l'évènement ne peut qu'être regrettée.

Cela étant, ces: *« contradictions »* ne sont pas seulement des insuffisances des assises, des contradictions objectives qui se heurteraient à des volontés et à un développement inégal des pratiques et des objectifs des travailleurEs en cours d'organisation. L'auto-organisation produit par elle-même un certain nombre de propositions, qui correspondent à différentes dynamiques identifiées par les présents et ont pu faire l'objet d'échanges, et de contradictoire durant les assises elles-mêmes.

La contradiction entre la: *« science ouverte »* et sa mondialisation libérale, par opposition avec une recherche d'écologisation de la recherche

La contradiction entre la mise en évidence d'une scientificité objective, voire computable (d'où la place des IA) et le rôle de l'autorité scientifique

La contradiction entre la relégation de nombreuses tâches d'enseignement à un précariat et l'intérêt pédagogique des enseignantEs-chercheurEs pour la diffusion de leur recherche

La contradiction entre l'insistance sur les dimensions enseignantes de l'ESR et son caractère fondamental et ses ambitions émancipatrices visant l'acquisition d'un statut de chercheur

La contradiction entre la collégialité de la recherche, établie par les pairs, et sa gouvernabilité par l'Etat et la gestion néo-libérale de l'économie des savoirs

La contradiction entre les controverses épistémologiques au sein d'une science et des catégories disciplinaires unifiées qui les invisibilise

La contradiction entre l'hégémonie des sciences*: « dures »* et appliquées aux programmes néo-libéraux et la recherche d'une plus grande interdisciplinarité, intégrant notamment les SHS

La contradiction entre l'autonomie de l'académie et le: *« contrat social »* démocratique qui fait de l'université une actrice locale et une intervenante légitime dans l'espace public

Ces huit contradictions directrices, ont leur réponse dialectique et dialoguée dans les propositions des assises elles-mêmes. Il serait fastidieux et difficile de reprendre chacune de ces propositions, et il est difficile d'en faire un bilan clair tant les points d'énonciations sont variés.

Il n'empêche que ce conflit illustre également les lignes de fracture et les potentiels interstices que notre propre ligne pourrait investir : si l'on reste sur cet exemple, le congrès de Locarno de l'UNESCO ou les théorisations d'Edgar Morin qui sont explicitement anti-marxistes ne constituent pas un appui stable pour nous, mais elles permettent de relever certaines brèches : la nécessité de s'ouvrir à des épistémologies non-européennes par exemple semble ne pas faire dissensus, mais son intégration est complexe et se heurte à des contradictions, que l'unification par la référence aux lumières coloniales ne peut résoudre. Là, se trouve, entre autres, un des espaces stratégiques à investir.

DE LA CONSCIENCE CORPORATIVE À LA CONSCIENCE DE CLASSE : CONSTRUIRE LES LUTTES DANS L'ESR

Traditionnellement, le syndicalisme apparaît comme le cadre de masse premier, qui organise les travailleurEs à partir de la prise de conscience de leur intérêt face à l'exploitation. Ainsi n'est-il pas rare de penser le travail de masse depuis les points de contact avec les masses, qu'il s'agirait de commencer à organiser. On l'a dit, contrairement à un discours convenu sur l'élitisme de l'université, celle-ci constitue un espace où les masses se réunissent, et se politisent.

Les assises s'adressaient avant tout aux 55 000 enseignants chercheurs titulaires des universités et 11 000 chercheurs du CNRS. Leur salaire moyen, autour de 5000€ brut par mois, est similaire à celui des professeurs agrégés du secondaire (soit 1000 € de plus que les autres enseignants du secondaire et 1500€ de plus que celles des écoles) et inférieur à celui des cadres du privé. On peut ajouter 13 000 enseignant-es fonctionnaires du supérieur. Les précaires de l'ESR sont environ 10 000 doctorant-es contractuel-les et autant d'enseignant-es et/ou chercheu-ses contractuel-les, auxquelles il faut ajouter une partie des 170 000 vacataires qui sont (très mal) payé-es à l'heure de cours et quelques milliers de doctorant-es non rémunéré-es. Les universités emploient également 86 000 personnels non enseignants, (BIATSS ingénieurs, techniciens ou personnels administratifs), avec un taux de contractuels encore supérieur, autour d'un tiers. Le secteur emploie donc près de 300 000 personnes, et dans beaucoup d'agglomérations, l'Université est l'un des principaux employeurs. La part des précaires, tous métiers confondus, payé-es entre 1 et 2 fois le Smic sur des contrats majoritairement d'un an, difficilement renouvelables plus de 2 fois, tourne autour de 30%. Il s'agit donc bien d'une masse de travailleurs et travailleuses aux intérêts de classe tout à fait objectifs.

La précarisation des conditions de travail à l'université n'en font plus un espace *« privilégié »* pour la bourgeoisie, quoique la compétitivité des

positions fixes et la transmission des capitaux culturels en fasse toujours un lieu de prédilection pour une bourgeoisie culturelle en déclin.
Plus subjectivement, l'organisation du travail est très distincte suivant les métiers et statuts. Si les BIATSS et chercheurs contractuels sont directement subordonnés à un chef de service ou un directeur de laboratoire, le statut des enseignants-chercheurs a des caractéristiques de fonctionnaire (un traitement établi par une grille indiciaire) et de professions libérales ou de corporation : le recrutement et l'avancement de carrière se font encore presque exclusivement entre pairs, c'est-à-dire par d'autres enseignants chercheurs, élus par la profession. Le rôle des chefs d'établissement, du recteur d'académie ou du ministère est très réduit, et l'essentiel de la gestion des carrières reste collégial, dans une forme d'entre-soi démocratique déformé en faveur des collègues les plus avancés dans la carrière.
On l'a dit, l'enseignement supérieur accueille par ailleurs 3 millions d'étudiant-es, dont 1,6 millions dans les universités, dont la moitié travaille pendant l'année universitaire. Si les enfants de cadre restent sur-représentés dans le supérieur, ils ne sont que 36% des étudiants à l'Université, alors que 39% sont issus des classes populaires.
Il y a donc bien lieu d'envisager un: *« travail de masse »* dans l'université, mais il faut le penser autrement. Sans assumer complètement le référentiel gramscien, il n'est pas inutile de mettre en évidence la continuité entre ce qu'il a nommé la *« conscience économico-corporative »* et la conscience de classe. Dans les Cahiers de Prison, Gramsci décrit plusieurs étapes de formation de la conscience de classe - dont il distingue trois stades - un stade socio-économique, un stade: *« politique »* qui correspond ensuite à une solidarité politique entre les différents groupes économiques visant la progression de ses conditions matérielles, et un stade militaire visant cette fois la conquête de l'appareil d'Etat et le renversement des rapports de production afférents.(2) Si l'on s'appuie sur ses travaux, le: *« corporatisme »* n'est pas à opposer simplement à une conscience de classe - qui advient selon Gramsci au deuxième stade, c'est-à-dire avec la maturation de la conscience économico-corporative vers l'agrégation d'autres catégories professionnelles. C'est de fait ce que l'insistance sur la continuité entre les conditions matérielle des BIATSS, des Enseignants-ChercheurEs et des précaires de l'ESR vise à établir, généralement sur une base syndicale. - quoique les deux espaces puissent exister avec une forme de concurrence ou d'empiètement.
Si on applique ce schéma, les Assises se situent entre le mouvement économico-corporatif et le stade *« politique »* : elles sont intermédiaires puisque d'une part le mouvement est bien organisé sur une base professionnelle restreinte mais d'autre part, elles entendent bien s'adresser directement à l'Etat à travers leur livre blanc.
De fait, une manifestation comme les assises met en évidence la recherche d'appropriation des moyens de production (intellectuelle) par les travailleurEs de l'université. En ce sens, l'université se trouve *« en avance »* sur une tendance globalement délégataire et d'accompagnement vers lequel tend aujourd'hui un syndicalisme de services. Dans le même temps, le débouché principal envisagé est un: *« livre blanc »* , qui envisage donc la suggestion au Prince comme le meilleur moyen de l'infléchir, par opposition à la prise de la rue - une proposition qui semble irréelle après le bilan d'échec de 2004.

NOS TÂCHES : ALLER AU DELÀ DES CONTRADICTIONS ET VERS LE MOUVEMENT SOCIAL

Qu'on se le dise, la recherche n'est malheureusement pas constituée d'une vaste avant-garde marxiste, ni même de syndicalistes. Les références hasardeuses aux Lumières pour tenter de faire profession et le rapport ambivalent à la grève et au mouvement social sont représentatifs de là ou les chercheurs sont en réalité. De fait, ils ne sont pas si éloignés d'une social-démocratie qui soutient le mot d'ordre d'une révolution citoyenne (et nationale ?).
A la manière de n'importe quelle autre intervention, il s'agit donc pour nous d'y intervenir en nous investissant pleinement dans l'initiative. Qui s'attendrait à une assemblée générale de début de mouvement social qui ne soit pas remplie de contradictions, hasardeuse, et éprouvante ? C'est ainsi qu'il faut prendre ces Assises afin d'y mener un: *« travail de masse »* .
Pour les prochains mois, il s'agit d'organiser des Assises locales dans les universités et sur les campus, afin de pouvoir rédiger en novembre un livre blanc. L'organisation de ces échéances locales doit être saisie de notre côté pour rallier des collègues qui peuvent être plus rétifs à se mobiliser syndicalement. Nous devons nous saisir de ces échéances également pour pouvoir amener à une élaboration de propositions. Néanmoins, il ne s'agit certainement pas pour nous d'être acritique. Notre rôle doit justement être d'aller activement au-delà des contradictions que nous avons pointées et vers un mouvement qui ne se cantonne pas aux débats et calendriers parlementaires. La diversité des positions exprimées nous donne toute lattitude pour tenter de notre côté également de faire porter notre voix et nos revendications, selon quatre objectifs complémentaires :

1) La mise en évidence de revendications transitoires

Lors des discussions, le référentiel marxiste est souvent convoqué. Par exemple, face à l': *« insécurité étudiante »* , formule qui permet de mettre en évidence les dimensions vécues de la précarité organisée des jeunes, , il a été possible de suggérer le financement d' allocation d'autonomie étudiante, distribuée par la branche famille de la Sécu et financée uniquement par cotisations patronales. Cette proposition, poussée depuis 2017 dans plusieurs types d'espaces, permet de proposer une réponse concrète à un constat naturalisé de la: *« pauvreté »* ou de la précarité étudiante, en s'appuyant sur des institutions et la répartition des revenus existantes. De telles propositions participent à rendre crédible une stratégie de rupture avec la pression néo-libérale qui s'exerce sur l'université de manière continue depuis vingt ans.(5)
L'espace était par ailleurs largement ouvert à des interventions centrées sur la transphobie du milieu de la recherche, ou encore sur une structuration de l'extrême droite autour

de l'islamophobie et à laquelle l'université n'est pas imperméable. Mettre la pression tout en ayant des relais constitue un point d'appui utile pour construire la pénétration de nos mots d'ordre vers plus large que nous. De leur côté, les organisateurs n'y étaient pas hostiles et appellent à marcher sur ses deux jambes : combiner activité de lobbying institutionnel et: *« mouvementisme »* .

2) La mise en évidence d'une logique de rupture

Il est crucial ici d'investir simultanément des revendications transitoires permettant de gagner des masses non-marxistes à la construction d'une conscience politique qui ne reproduise pas les ornières d'une institution globalement fascisante. Par exemple, la recherche d'un signifiant permettant de: *« faire profession »* à travers la référence aux Lumières constitue indubitablement la marque d'une socialisation institutionnelle républicaine, et il s'agit de mettre en évidence son caractère au moment où la fascisation met en évidence non seulement la perméabilité de la République à la réaction, mais également les dangers qu'implique l'appareil d'Etat. En somme, là où les contradictions sont mûres, ou là où il est nécessaire pour défendre notre classe de ne pas faire de compromis, il importe de pousser le: *« transitoire »* vers des revendications: *« maximales »* , qui, dans la période, sont en même temps des revendications d'auto-défense.
Concrètement, la mise en évidence du montage d'une allocation d'autonomie étudiante à partir du dispositif de la Sécurité Sociale permet de populariser son origine ouvrière et d'ainsi participer à la renouveler en décrédibilisant son accaparement par l'Etat. La revendication transitoire fait progresser l'objectif maximal, qui est ici second. C'est bien la logique du programme de: *« transition »* , mais des revendications maximales peuvent passer au premier plan par-delà des propositions plus mesurées, car elles doivent endiguer une pente à droite et organiser un rebond. La pénétration de la défense de la laïcité, poison de l'école publique, ne doit pas entrer à l'université et doit être combattue directement - en profitant des spécificités de l'université - que constituent sa position privilégiée sur le plan de la pénétration des recherches récentes en SHS et le contraste avec les dispositifs racistes mis en place depuis 2004 concernant notamment la visibilité musulmane. En conséquence, s, il n'y a pas lieu de tenter d'y soutenir un mot d'ordre de *« laïcité ouverte »* , voire de: *« laïcité dévoyée »* mais bien d'affirmer en positif un modèle différent, arrimé aux besoins immédiats de notre classe.

3) L'élargissement de la solidarité politique inter-catégorielle dans l'université

En ce sens, forcer une place pour les organisations étudiantes et insister sur le rôle des personnels BIATSS est une priorité. De même, il s'agit de remettre au centre du débat la question de la précarité et des agent-es vacataires. Il importe de le faire sans résorber les acquis de la démarche corporatiste, qui ont pour avantage de poser la ré-appropriation du travail en tant que tel, au-delà de ses seules conditions matérielles. Si les mouvements déstructurés et spontanés peuvent créer les conditions d'une mobilisation, le maintien d'un rapport de force sur le long terme dans les établissements dépend de la capacité à s'organiser syndicalement. En face, il s'agit tout autant pour nous de convaincre nos syndicats locaux et nos organisations nationales de s'investir, sans sectarisme, dans ce qui sera peut être le seul mouvement dans l'ESR avant les présidentielles.

4) L'élargissement de la solidarité inter-catégorielle au-delà de l'université

Par ailleurs, et bien que l'Université tendent toujours à provoquer des débats quant à la valeur politique d'une intervention qui ne serait pas destinées aux prolétaires mais à de futurs: *« cadres »* il faut noter que l'investissement du patronat dans le champ scientifique est important et a des conséquence réelles - tant dans le financement de programmes scientifiques et industriels, que per se par une scientificité adossée aux normes du capital : valeurs d'expositions limites à des substances cancérogènes au travail ; climato-scepticisme etc. Du reste, si les savoirs n'appartiennent pas qu'à la bourgeoisie, il va de soi pour nous aussi d'investir la science et de promouvoir ainsi une Université révolutionnaire.

1. Nous proposons ici une version raccourcie de l'article récent publiée par Hugo Harari-Kermadec,« Nouvelle accélération de la marchandisation de l'enseignement supérieur français» dans la revue Carnets rouges
2. Pour reconstituer le bilan de cette intervention, on s'est appuyées sur deux synthèses de politistes récentes, par ailleurs citées lors des assises. GOZLAN, Clémentine,***« Une mobilisation réformatrice ? Sauvons la recherche et la genèse des réformes de politique scientifique en France »***. Politix, 2021/3 n° 135, p.73-106 ; et NOÛS, Camille, 2020.***« Engagement et distanciation à Sauvons la recherche (SLR) Une sociologue des mouvements sociaux dans l'action »***. Genèses, 2020/2 n° 119, p.175-190.. Camille Noûs est un auteur symbolique, constitué à des fins militantes par le collectif RogueESR
3. On s'appuie ici sur la synthèse proposée par Y. Douet, L'hégémonie et la révolution, Gramsci penseur politique, éd. Amsterdam, 2023. La référence à Gramsci, qui suppose l'agrégation de groupes sociaux comme moyen de construire la conscience de classe est opposée à la construction de la conscience de classe telle qu'elle est conceptualisée Dans Histoire et conscience de classe. Il conviendrait donc de clarifier cette contradiction sans retirer aux travaux de Gramsci la qualité de ses médiations.
4. Pour une brève restitution de cette alternative, telle qu'elle a été popularisée dès 2017, voir***« Un financement par répartition pour un service public de l'enseignement supérieur »***, Hugo Harari-Kermadec et le collectif Acide, Carnets Rouges, 2017

54ème congrès de la CGT : apaisé mais les contradictions demeurent

PAR ROBERT PELLETIER (CILT - COMMISSION D'INTERVENTION SUR LES LIEUX DE TRAVAIL)

Après le houleux 53ème congrès de Clermont-Ferrand, le 54ème congrès de la CGT qui s'est tenu à Tours a donné une image moins conflictuelle des débats d'orientation et de pratiques qui traversent la confédération. Avec une validation du rapport d'activité à plus de 80 %, du documentation à 75 %, du rapport financier 90 %, des élections de la CEC et de la CFEC et une réélection de la secrétaire générale, le congrès s'est déroulé sans crise

Puisqu'Antonio Gramsci est à la mode, les extraits de: *« Syndicats et conseils »* ci-dessous peuvent être des repères, parmi d'autres. Repères qui sont comme les discours des réformistes sur le socialisme et la révolution : on les utilise dans les congrès et les textes théoriques mais on les oublie quand il s'agit d'analyser les syndicats d'ici, d'aujourd'hui ou d'armer les militants dans leur pratique quotidienne.

« La nature essentielle du syndicalisme est concurrentielle, elle n'est pas communiste. Le syndicat ne peut être un instrument de rénovation radicale de la société : il peut offrir au prolétariat une bureaucratie expérimentée, des techniciens experts en questions industrielles de portée générale, il ne saurait être la base du pouvoir prolétarien »

« Le développement normal du syndicat est caractérisé par une décadence continue de l'esprit révolutionnaire des masses : quand la force matérielle augmente, l'esprit de conquête s'affaiblit ou disparaît complètement, l'élan vital s'épuise, l'intransigeance héroïque fait place à l'opportunisme, à la pratique de la politique du: « beurre sur le pain » .

UNE CERTAINE PACIFICATION

.

Un congrès confédéral est, avant tout, un congrès des militant.es les plus concernés par les débats, le plus souvent à des postes plus ou moins importants dans les appareils. La participation d'un millier militant.es dont 70 % de néo-délégué.es ne corrige pas cette distance entre la majorité des syndiqué.es et les: *« spécialistes »* dont nombre de militant.es politiques.

L'affaiblissement de la présence du PCF ne signifie pas une absence complète mais plutôt la moindre capacité à imposer un projet politique des orientations et des désignations. D'où des flottements qui, notamment au regard du déroulement du congrès précédent, se sont traduits par une grande frilosité dans l'organisation des débats : suppression du: *« micro ouvert »* qui permettait des interventions: *« dissonantes »* pour recentrer les interventions autour d'amendements soigneusement triés parmi les plus de 6000 déposés. La traditionnelle multiplication des tables rondes, hommages et temps culturels réduit considérablement le temps des débats. En contre partie, la commission du document d'orientation est augmentée de 24 membres. Du fait de ces flottements, des points de débats significatifs comme la: *« maison commune »* ou l'adhésion à la FSM sont restés sans débats, rendant nombre de mises en œuvre plus aléatoires.

LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE EN QUESTION

Les débats qui traversent la CGT sont souvent présentés comme un affrontement entre: *« réformistes »* et: *« radicaux »* ou entre porteur.ses d'ouverture contre immobilistes.

La difficulté pour décrypter et tenter de dépasser ces confrontations tient au fait que, même, ou surtout, si on se réfère à la Charte d'Amiens la notion de: *« double besogne »* (1) ne saurait être séparée d'une réflexion sur les moyens et les méthodes mises en œuvre. Notions au coeur de notre programme politique, de nos repères, selon le vocabulaire CGT. Et, angle mort des débats et pratiques de la CGT, comme de quasiment tout le mouvement syndical en dehors de la période post-68 jusqu'au: *« recentrage »* pour une CFDT qui s'affichait: *« autogestionnaire »* avec comme vitrine la lutte des Lip et ce malgré les tentatives de Solidaires d'en perpétuer la pratique.

Or la centralité de cette orientation à une double portée. Tout d'abord, dès maintenant, en vue d'une construction du rapport de forces s'appuyant des revendications, des méthodes de lutte, construites collectivement, démocratiquement, depuis les comités de grèves jusqu'aux conseils ouvriers, pouvant permettre le dépassement

des redondants affrontements sur la pertinence des intersyndicales. Et, au passage, les recrutements et une vie démocratique remettent en question les incontournables dérives technocratiques et bureaucratiques des syndicats. Sur le plan stratégique, cette orientation vise le renversement de la société capitaliste par une majorité consciente, auto-organisée, préparant une société socialiste démocratique.

DES FRACTURATIONS RÉCURENTES

Dans les faits, les oppositions se figent sur des affrontements sans fin, parfois confus, notamment dans leurs conséquences pratiques qui rendent souvent peu lisibles les confrontations dans les structures fédérales, départementales ou locales.

Tout d'abord, le constat redondant autour de l'inadaptation des structures, avec un premier projet datant de 2009 (commission dite ad hoc) et dont la mise en œuvre se heurte au refus des structures notamment fédérales à toute remise en cause de leur champ d'application. Les premiers projets visaient la réduction de 33 fédérations (dont certaines syndiquent quelques centaines d'adhérent.es) à 8 (contre par exemple une quinzaine pour la CFDT) et la mise sous tutelle d'unions locales jugées inconsistantes ou trop: *« indépendantes »* . La mobilisation des Gilets jaunes et l'évolution des structures industrielles, commerciales, etc.. ont modifié les termes du débat. La résolution du 54ème congrès prévoyant la création de syndicats professionnels pour regrouper les isolés dans un sas d'accueil avant la création de leur syndicat d'entreprise risque fort de ne rien changer. D'autant plus que l'échec de la modification des statuts prévoyant le remplacement de la commission d'affiliation par une nouvelle commission, qui ne pourrait être saisie que par les fédérations et unions départementales, risque de compliquer les choses. Ces modifications statutaires n'ont, du reste, pas atteint les 2/3 des voix requis pour leur adoption, illustrant là aussi une frilosité envers toute mise en cause du fédéralisme.

Sur la stratégie des luttes, l'affaiblissement politique du PCF, la prise de distance avec les: *« solutions politiques »* disponibles entraîne un certain recentrage sur le syndicalisme au quotidien. Recentrage qui prend souvent la forme d'un repli sur le dialogue social, une imprégnation toujours plus importante de l'institutionnalisation. La radicalité affichée par certaines structures, notamment autour des deux fédérations: *« chimie »* et: *« organismes sociaux »* qui avaient fait circuler un: *« livret »* commun critiquant fortement le document d'orientation et en particulier le syndicalisme d'accompagnement de la majorité confédérale, n'est guère crédibilisée par leurs résultats et leurs pratiques.

De même, la Sécurité sociale professionnelle et le Nouveau statut du travailleur salarié en débat depuis 2003 et intégrés aux repères CGT continuent de faire figure de chiffons rouges pour les structures: *« radicales »* qui leur opposent le*: « 100 % Sécu »* , intégré au document d'orientation. Des affrontements très hors sol au moment où les mobilisations contre les fermetures de sites, les licenciements, ruptures individuelles et collectives, la précarisation du salariat ont fait tomber aux oubliettes la revendication d'interdiction des licenciements, la défense de l'emploi, l'éradication du chômage.Les enjeux de tels débats et de telles évolutions sont, en effet, fort impactés tant par la faible combativité globale d'une part que par les violentes attaques des gouvernements successifs (Code du travail, institutions représentatives du personnels, répressions patronale et gouvernementale).

DES AVANCÉES DIFFICILES

Parmi les avancées, pointons l'affirmation de la centralité du combat contre la montée de l'extrême droite même si la stratégie dans laquelle s'engagerait la CGT reste floue. De même, l'affirmation d'un internationalisme prenant une large part dans le congrès souffre d'une non prise en compte de l'adhésion à BDS, ni de l'exigence de l'exclusion de la centrale israélienne Histadrout de la CSI, tout en évitant le conflit sur l'adhésion à la FTM. Enfin, le vote de l'annexion aux statuts confédéraux du cadre commun d'action contre les violences sexistes et sexuelles dans la CGT conforte le précédent vote de la direction confédérale mais est entaché de suspicion de manque de sincérité avec l'élection (avec le plus faible pourcentage) à la commission exécutive confédérale d'un militant connu pour avoir eu une posture plus que complaisante sur une affaire de violences sexistes et sexuelles commises par un dirigeant de la CGT. Pointons aussi le vote d'un amendement qui remplace dans une phrase l'égalité hommes-femmes par égalité de genre.

UNE SOCIOLOGIE QUI INTERROGE

Seulement 952 délégué.es étaient présent lors de 54ème congrès sur les 1000 prévu.es, représentant 554 693 mandats. Les femmes représentaient 48 % soit une lente progression. 750 délégués assistent à leur premier congrès confédéral. 102 délégués ont moins de 35 ans pour une moyenne d'âge de 49 ans. 851 sont en situation d'emploi, 94 sont retraités et 7 privés d'emploi. L'immense majorité ont un CDI ou un emploi à statut. 60 % viennent du privé. Mais seulement 20 % sont ouvriers, 34 % sont employés. 46 % sont ICTAM. En 2011 CGT comptait parmi ses adhérent.es, 50,4% d'employés et 27,6% d'ouvriers qui en tout relèvent à 58,5% d'une entreprise de plus de 500 salarié.es.

RÉFLÉCHIR À DES PERSPECTIVES

En 2015, Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, déclarait :: *« Le syndicalisme, par essence, est réformiste »* . En 2017 ; Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, déclarait :: *« je suis persuadé que le syndicalisme est mortel. Ce qui s'est passé pour les partis politiques traditionnels peut arriver aux syndicats »* .La Charte d'Amiens a fixé un cadre au syndicalisme français : la double besogne faite de défense des intérêts immédiats des travailleurs/euses et de lutte pour une transformation d'ensemble de la société: *« par l'expropriation capitaliste »* , en toute indépendance des partis et de l'Etat.

L'existence légale français du syndicalisme démarre avec la loi de 1884 dont: *« l'essentiel réside dans le fait que les associations ouvrières n'ont plus besoin pour exister de tolérance »* . Une loi combattue par de nombreux syndicats qui: *« considèrent que la déclaration obligatoire constitue une mesure de police et critiquent le fait qu'aucune sanction ne soit prévue à l'encontre des patrons qui s'opposeraient à la création du syndicat »* (3). En fait



Par Ben Siesta — Travail personnel, CC BY 3.0, https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=5854539

toutes les lois qui vont tendre à donner des moyens au syndicalisme feront ainsi l'objet de débats et contestations. La reconnaissance du syndicalisme c'est, à la fois la reconnaissance de l'existence d'une classe dans la société et la volonté d'en encadrer les révoltes et d'empêcher de: *« révolutionner »* le système.

Avec ses plus de 600.000 adhérent.es, son image de syndicat radical confortée par l'hostilité, la répression systématique du patronat et du gouvernement, ainsi que sa capacité de mobilisation, la CGT reste un acteur incontournable du mouvement social. Pour les: *« fins connaisseur.ses »* du syndicalisme et plus particulièrement de la CGT, des pistes permettraient de les sortir de leur crise. Pour certain.es, cela serait la prise en compte de la vaste question du: *« travail »* notamment dans ses dimensions de santé et sécurité, voire sur son sens. Pour d'autres, et/ou pour les mêmes, le rassemblement du syndicalisme, en marche au travers des intersyndicales est au coeur du dépassement de la crise du syndicalisme. Souvent ielles présentent institutionnalisation et bureaucratisation comme des maux nécessaires voire dépassables par des pratiques critiques. La CGT tend à cumuler toutes les contradictions des autres confédérations augmentées de la perte de repères politiques liée à l'écroulement du mur de Berlin et à celui de l'électorat du PCF. Les restructurations de l'appareil de production sont un des éléments fondamentaux de l'affaiblissement de cette confédération. Mais dans le même temps les reculs idéologiques ont alimenté des politiques suicidaires. Ainsi l'accompagnement bureaucratique de la privatisation d' EDF-GDF(2), d'Air France, des Postes et Télécommunications, de la SNCF opéré par une partie de l'appareil a non seulement déconstruit des bases ouvrières, fortes et militantes, mais aussi sapé bien des ressources matérielles de l'appareil.

Dans une période où, sur le long terme, les mobilisations sont plus ou moins défaites et où en conséquences les reculs sont de plus en plus profonds, la voie est étroite pour un syndicalisme radical. Des pistes ont pu être ouvertes notamment à partir des mobilisations dans des secteurs à faibles traditions syndicales (hôtellerie, restauration, commerce, nettoyage, secteurs: *« ubérisés »* , etc.). Des mobilisations qui montrent les possibilités de luttes et d'organisations à des salarié.es dont le syndicalisme se préoccupe peu, des avancées qui peuvent permettre de rompre avec les fracturations aggravées par le chômage, la précarisation. La première condition est que la mobilisation des salarié.es soit d'abord au rendez-vous. Et, à cette condition, dans cette situation favorable, la démocratie ouvrière, syndicale doit permettre qu'une majorité de salarié.es prennent leurs affaires en main, construisent revendications, modes d'actions d'organisations, s'emparent du syndicalisme, permettant de faire progresser le rapport de force.

1. ***« Dans l'œuvre revendicative quotidienne, le syndicat poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme: il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale. Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions où leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat. »*** *(souligné par moi)*
2. *Une privatisation négociée. La CGT à l'épreuve de la modification du régime de retraite des agents d'EDF-GDF Adrien Thomas.. L'Harmattan*
3. *Anthologie du syndicalisme français 1791-1968. Jean Magniadas, René Mouriaux, André Narritsens. IHS CGT. Éditions Delga. Page 35*

La CFDT prépare déjà l'après-2027

PAR CORRESPONDANTE (BORDEAUX)

Quelques semaines après les congrès de la CGT, de FO et de la CFE-CGC, le 51e congrès de la CFDT vient clore un printemps syndical particulièrement dense. Ces rendez-vous auront permis aux principales organisations syndicales de préciser leurs orientations et leurs stratégies, à l'approche d'une séquence politique qui s'annonce décisive. Pour la CFDT, le congrès de Bordeaux aura surtout confirmé une ligne de continuité : réformisme, négociation et dialogue social, mais aussi volonté de peser davantage dans le débat politique et dans la lutte contre l'extrême droite. Une stratégie dont les contours pourraient se préciser dès les prochains mois, à l'approche de 2027.

CONTINUITÉ ET RÉFORMISME

Le premier syndicat de France par le nombre de ses adhérent·es a fait le choix de la continuité. Sans surprise ni rupture, la réélection de Marylise Léon et de son exécutif s'est faite à la quasi-unanimité. Les débats n'ont pas révélé de grandes divergences idéologiques avec le réformisme défendu depuis plusieurs décennies par la centrale orange.

Les 43 °C à Bordeaux auront éprouvé les corps et occupé les esprits. Mais ils n'auront pas réussi à provoquer un sursaut ni à faire dévier la CFDT de son cap : celui d'une transition écologique juste, qui entend: *« changer de modèle »* , sans jamais mettre clairement en cause ni le capitalisme ni le colonialisme. L'écologie, pourtant portée et travaillée depuis plusieurs décennies, peine ainsi à rejoindre les discours et les inquiétudes autour du pouvoir d'achat ou des discriminations. Les ambitions de décarbonation, de réindustrialisation verte et de développement des mobilités douces s'empêtrent dans une stratégie du compromis et se heurtent à des intérêts et des puissances que le seul dialogue ne pourra pas faire plier.

POUVOIR D'ACHAT

Le pouvoir d'achat a pourtant été au cœur de nombreuses interventions syndicales. À l'heure où les équipes syndicales de la CFDT chez Decathlon sont mobilisées, avec d'autres organisations, pour dénoncer l'absence de hausse des salaires, ce sont les représentant·es de nombreux secteurs précarisés qui en appellent à leur centrale syndicale pour agir contre les bas salaires.

Lorsque certain·es proposent d'indexer les salaires sur l'inflation, la Confédération écarte cette option, au motif qu'elle pourrait limiter la possibilité d'aller plus loin par la négociation dans les entreprises. Là encore, les marges de manœuvre proposées par la centrale syndicale restent limitées.

Dès lors, les mesures proposées pourront sembler bien dérisoires : ratios d'équité entre le salaire médian des salarié·es et celui de leurs dirigeant·es, extension des primes de précarité, limitation du recours aux contrats courts ou encore remboursement des aides publiques pour les entreprises ayant licencié. La CFDT assume ainsi une stratégie fondée sur l'offensive législative et la négociation, sans s'en prendre frontalement au patronat.

L'IA : SYMBOLE D'UNE CENTRALE QUI ACCOMPAGNE SANS REMETTRE EN CAUSE

L'intelligence artificielle était incontournable à ce congrès. Un syndicat propose de revendiquer la cessation d'activité pour protéger les personnes — notamment les plus âgées — qui ne pourraient pas suivre et se former à cette technologie. Face à lui, un autre syndicat défend la négociation obligatoire d'accords de Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels (GEPP), afin d'accompagner les transformations à venir, au nom du principe que: *« personne ne doit être supposé inadaptable »* . C'est cette seconde orientation qui remportera les votes.

Le débat a le mérite de poser concrètement la question des outils syndicaux à mobiliser face aux transformations technologiques. Mais il enferme aussi la CFDT dans sa stratégie habituelle d'accompagnement des mutations. L'IA est actée comme une évolution technologique inéluctable, dont il ne serait possible que de limiter les effets négatifs.: *« La question n'est pas d'être pour ou contre l'intelligence artificielle, mais plutôt de savoir quelle utilisation nous voulons en faire et comment nous définissons collectivement son usage »* , tranche la secrétaire nationale Lydie Nicol. Ne reste alors plus aux travailleuses et aux travailleurs qu'à décider comment s'adapter, en essayant d'en minimiser les dégâts.

Abaissement du droit de vote à 16 ans, extension du congé paternité à

28 jours dont 21 obligatoires, création d'une sixième branche de la Sécurité sociale consacrée aux effets du changement climatique : la CFDT propose et adopte lors de ce congrès des revendications sociales, égalitaires et: *« progressistes »* sur de nombreux sujets sociétaux. Elle continue ainsi de construire un espace politique qui cherche à transformer le système sans vouloir le renverser, qui défend l'égalité et la solidarité sans remettre en cause les structures qui produisent les déséquilibres. Un positionnement qui semble continuer à convaincre en interne et à trouver un écho au-delà de l'organisation.

UNE CENTRALE QUI SE SOLIDIFIE ET SE PRÉPARE

Sur le plan interne, la centrale, forte de ses 640 000 adhérent·es, entend justement retisser le lien entre son projet de transformation sociale et sa base dans les entreprises et les territoires. Alors que la CGT s'appuie sur des Unions locales fortes, organisées et relativement autonomes, la CFDT reconnaît un déficit de proximité et entend y remédier notamment à travers des: *« conventions d'adhérent·es »* . Celles-ci doivent donner une traduction concrète au principe de: *« démocratie vivante »* , qui aura servi de fil rouge aussi bien aux textes internes qu'aux textes revendicatifs.

Mais c'est une autre question interne qui aura occupé une place centrale dans les prises de parole : l'augmentation du taux de cotisation, de 0,75 % à 0,95 %. Pour défendre cette proposition risquée, face à des syndicats craignant une perte d'adhérent·es, la Confédération a insisté sur la nécessité de rendre l'organisation plus solide et plus résiliente. L'objectif est notamment de pouvoir préserver son indépendance si l'extrême droite arrive au pouvoir et s'attaque aux organisations syndicales à travers les mécanismes de financement liés au paritarisme ou aux subventions publiques. La proposition sera finalement rejetée par les syndicats votants.

LA LUTTE CONTRE L'EXTRÊME DROITE AU CŒUR DU CONGRÈS

Plusieurs des invité·es internationaux ont martelé que la solidarité de classe et la lutte contre le capital étaient les seules réponses à ces basculements autoritaires et réactionnaires. Les interventions des syndicats étrangers invités ont toutes rappelé à quel point une société peut basculer rapidement dans l'autoritarisme ou la guerre. La CTA-Autonoma d'Argentine a décrit le détricotage démocratique engagé par Milei. La représentante du syndicat turc KESK a rappelé la répression syndicale menée par Erdogan, faisant notamment écho aux quinze syndicalistes accusé·es de terrorisme que la CFDT était venue soutenir en Turquie. Le président de la Fenasol au Liban et la porte-parole du KVP-U d'Ukraine ont, quant à eux, rendu concrètes les réalités des invasions et des attaques impérialistes. Castro Abdallah, de la Fenasol, a ainsi appelé les militant·es présent·es à venir constater sur place la réalité des attaques israéliennes contre le sud du Liban et la capitale.

De son côté, la CFDT réaffirme sa lutte contre les idées d'extrême droite dans une position plus institutionnelle et apartisane. Si le sujet reste encore délicat à aborder à l'échelle des sections d'entreprise, l'échelon confédéral affiche une position claire et souhaite désormais embarquer l'ensemble de ses adhérent·es et mobiliser sur le terrain. Préférence nationale, atteintes aux droits et aux libertés, remise en cause de la démocratie institutionnelle comme sociale : tout cela est présenté comme incompatible avec les valeurs de la CFDT. Une position largement ovationnée par le congrès.

Reste qu'une partie des interventions continue de privilégier la formule de*: « lutte contre les extrêmes »* , reprenant ainsi le schéma de mise sur le même plan de l'extrême droite et de l'extrême gauche, largement porté par la fachosphère médiatique et politique. Marylise Léon ne pouvait éviter de mettre les pieds dans le plat. Elle rappellera que, si l'extrême gauche n'a: *« ni les mêmes objectifs ni la même stratégie [que la CFDT] » : « nous ne pouvons mettre de signe égal entre l'extrême droite et l'extrême gauche »* . Les applaudissements seront cette fois plus mesurés.

Marylise Léon ne se prive toutefois pas de tacler celles et ceux qui jugeraient la CFDT: *« pas assez radicale »* . Elle ne tend pas non plus la main à des alliances intersyndicales ou politiques. La question aura été particulièrement absente de ses discours, comme de l'ensemble des cinq jours de congrès. À l'heure où se posent les choix stratégiques face à la montée du fascisme, la CFDT souhaite plutôt se tourner vers la: *« société civile »* pour construire un front commun, notamment à travers un Pacte du pouvoir de vivre.

La CFDT semble se sentir en capacité d'imposer sa stratégie pour 2027 et entend se placer en position de leadership, rôle qu'elle revendique déjà avoir joué lors de la mobilisation contre la réforme des retraites en 2023-2024. Les prochains mois permettront de voir si la stratégie cédétiste parviendra à convaincre et à rassembler au-delà de ses propres rangs, et comment elle pourra cohabiter — ou non — avec les différentes dynamiques de la lutte antifasciste et les ambitions de LFI.

À la veille des échéances de 2027, un autre rendez-vous majeur attendra la première organisation syndicale du secteur privé, qui espère également conquérir la deuxième place dans le secteur public. Les élections professionnelles dans les fonctions publiques, du 3 au 10 décembre 2026, permettront de mesurer si le syndicalisme de négociation parvient à s'imposer également dans le secteur public. Elles donneront aussi un premier aperçu des rapports de force syndicaux — et, indirectement, des forces politiques — à l'approche de 2027.

Ligne de masse plutôt que travail de masse ?

PAR HAFIZA B. KREJE

L'objectif du travail de masse est de pallier l'écart entre le niveau de conscience du parti d'avant-garde et celui des masses non-révolutionnaires en permettant d'associer les conditions subjectives de la révolutions aux conditions objectives. Cette interprétation des problématiques classiques posées par la forme parti ne va pas de soi : la ***« ligne de masse »*** *défendue dans la tradition maoïste inverse ce rapport et envisage plutôt le niveau de conscience des masses comme une forme de* ***« rappel »*** *anti-bureaucratique. Réciproquement, la confiance des masses et dans les masses est l'indicateur de la justesse de la ligne du parti.*

TROTSKISME ET MAOÏSME : DES TRADITIONS ÉLOIGNÉES

Toutes les organisations marxistes révolutionnaires ont leurs traditions et leurs sources. La nôtre, entre autres depuis l'expérience du *« parti large »*, représente une hybridation de plusieurs branches du trotskisme (principalement de la LCR et du Secrétariat unifié de la IV^{E} internationale) et des traditions hétérodoxes du marxisme ainsi qu'une imprégnation du mouvement social dans sa globalité. Pour incarner *« le meilleur du mouvement ouvrier »*, notre organisation propose donc d'articuler un nombre conséquent d'apports divers et d'en constituer à chaque moment la meilleure synthèse. Ajoutons à cela la multiplication des recompositions internes de l'organisation, et l'on aboutit à une forme extrêmement composite de construction de notre ligne politique. Rien n'est plus éloigné de notre tradition que toute forme de dogmatisme. De fait, à l'ouverture de notre courant se joint une forme de complexité interne qui fait de notre *« tradition »* l'effet d'une *« immersion »* longue à travers ses implicites. Elle est, dans tous les cas, difficilement résumée à ses fondamentaux - quel que soit le recours qu'on puisse trouver dans les résolutions diverses ou les productions spécifiques. Une telle complexité n'est en réalité possible que par la distinction de la ligne du Parti et de sa ligne de masse : entre la manière dont l'organisation exprime ses positionnements et ses expressions internes, il y a un écart qui, dans la tradition trotskiste, a pour objectif de permettre de rallier toujours plus large que l'organisation. C'est la raison pour laquelle certaines organisations à notre gauche peuvent tendre à voir chez nous une forme de proximité avec les formations sociales-démocrates : cette *« traduction »* de notre orientation correspond pour nous à deux objectifs - celle de ne pas se dissocier des masses et de les orienter. Or ces deux objectifs sont remplis de manière complètement différente dans la tradition maoïste.

Dès l'abord, le maoïsme offre un contraste saisissant avec cette manière de construire la théorisation de l'organisation politique. Le contraste est visible même sur le plan formel : avec ses expressions imagées, ses illustrations naturalistes et ses formules emphatiques il n'est pas difficile d'identifier un *« mao »* : et pour cause, la distinction entre l'orientation *« pour les masses »* et l'orientation propre du parti ne se distingue pas dans une organisation maoïste, puisque comme l'expression l'indique, ce sont *« les masses »* qui indiquent la ligne. En un mot, là où il est fréquent de voir les officines trotskistes être accusées d'opportunisme (ou de déviation droitière), il est très fréquent d'accuser le maoïsme de *« gauchisme »* :

LA « LIGNE DE MASSE », RÉSULTAT D'UNE HISTOIRE SPÉCIFIQUE ?

Le maoïsme naît dans un contexte spécifique, qui présente des similarités avec la situation russe pré-révolutionnaire, mais également un ensemble de déterminations différentes qui font du modèle chinois une voie différente de construction de la conscience révolutionnaire.

Les similarités avec le modèle russe ont des bases économiques : une économie encore féodale et agraire, des difficultés à engager les révolutions industrielles. Sur le plan international, la Chine est l'objet d'importantes prédations : au XIXe siècle, l'ouverture de la Chine - longtemps *« repliée »* sur elle-même - par la commercialisation de l'opium l'oppose aux puissances européennes, principalement la France et le Royaume-Uni qui imposent des traités commerciaux très désavantageux à la Chine. Ces guerres sont soutenues par les Etats-Unis et la Russie : et c'est là l'une des grandes différences entre la Chine et la Russie pré-communiste.

La Russie était un pays à l'intégration inégale dans le concert des grandes nations européennes, mais elle reste une grande puissance européenne, tiraillée entre slavophilie et occidentalisme. La Chine, quant à elle, a incarné une nation puissante, au développement technique majeur et parfois en avance du modèle européen, mais elle est aussi au début du siècle un pays



La Cause du peuple — https://criminocorpus.revues.org/3044 https://fr.wikipedia.org/w/index.php?curid=11157303

minorisé et dominé. Lorsqu'en 1911, le régime féodal chinois s'effondre après avoir essuyé d'importantes incursions impérialistes et prouvé son incapacité à moderniser l'économie, il est remplacé par une république nationaliste, qui défend un modèle mixte - d'appui sur la paysannerie, d'affirmation nationale et de démocratie représentative. Ce sont les trois principes du peuple soutenus par le Kuomintang. L'étape *« transitoire »* donc de l'état chinois est bien différente de celle du gouvernement Kerensky. Il en est de même pour la situation d'émergence du parti communiste chinois, qui ne fait pas fond sur une tradition socialiste et anarchiste, mais fait émerger le parti communiste depuis un espace anti-impérialiste et agrarien. Si pour nous le modèle russe incarne par excellence le modèle communiste, il importe de resituer la révolution bolchevik dans le fleurissement révolutionnaire auquel elle a donné lieu - et qui a pu mettre en branle trois *« modèles »* révolutionnaires différents - le modèle russe, le modèle conseilliste germano-hollandais et le modèle chinois. Le parti communiste chinois est fondé par Chen Duxiu (1) et Li Dazhao. Si la révolution bolchevik incarne bien une forme d'expérience précédente qui aura une forte influence sur le modèle chinois - on évoque ainsi souvent l'influence des populistes russes sur la révolution chinoise, au-delà de la seule référence léniniste - mais elle est immédiatement ramenée à un objectif d'affirmation nationale.

La sinisation du marxisme dans le contexte chinois correspond ainsi à deux éléments fondamentaux : la confiance dans la puissance d'affirmation nationale comme moteur révolutionnaire et la recherche d'une révolution qui s'appuie sur les masses elles-mêmes. La méfiance envers la paysannerie, héritée de l'expérience politique française, et caractéristique du modèle bolchevik ne fait pas partie de la matrice du communisme chinois. En conséquence, l'analyse *« de classe »* du marxisme-léninisme chinois est tout à fait différente : l'union de la faucille et du marteau n'implique pas tant de penser le *« compromis »* ou l'articulation de la paysannerie au mouvement ouvrier, que de penser le caractère communiste de la révolution nationale et de la réforme agraire. Plus encore, la lutte contre l'impérialisme n'est pas d'abord celle d'une lutte contre ses propres prédateurs capitalistes - mais une lutte contre des voisins impérialistes, et recouvre l'affirmation du *« socialisme en un seul pays »*, partiellement tributaire de son rapport complexe au stalinisme.

Ces spécificités ont des effets importants sur le *« travail de masse »* qui n'implique plus de distinguer une minorité numérique représentant l'avant-garde politique et économique - les ouvriers représentant *« l'avenir »* économique d'une Russie qu'il fallait moderniser. Là où le modèle bolchevik présente un parti d'avant-garde qui s'attache à emmener un *« camp social »* dont il identifie une classe montante, les ouvriers, le parti communiste chinois envisage l'unification de l'ensemble du peuple chinois par distinction des agents de l'impérialisme que représentent dans leur globalité les capitalistes, et des possédants que représentent les propriétaires terriens. C'est pourquoi la paysannerie apparaît en propre comme une classe révolutionnaire dans les formules de Mao sur la dialectique du matérialisme historique : *« Dans la société féodale chinoise, les luttes de classe de la paysannerie, les insurrections et les guerres paysannes ont seules été les véritables forces motrices dans le développement de l'histoire. »* (2) C'est aussi la raison pour laquelle Mao met en évidence le mode de gouvernement de la république démocratique comme constituant un *« front uni »* - et non pas comme une étape de formation en propre du socialisme : la guerre face

aux impérialistes et la complicité de la bourgeoisie nationale constituent le cadre *« instituant »* du modèle chinois. Rapportées au modèle soviétique, souvent énoncées dans des contextes diplomatiques, des formulations plus orthodoxes mettent en évidence la nécessité d'éduquer les paysans, ou soulignent que *« la classe ouvrière [est] la classe la plus clairvoyante, la plus désintéressée »*(3) avant de s'empresser d'identifier la direction de la classe ouvrière au Parti communiste, et à la dictature démocratique populaire, c'est-à-dire au pouvoir d'Etat(4).

*« DANS TOUTE ACTIVITÉ PRATIQUE DE NOTRE PARTI, UNE DIRECTION JUSTE DOIT SE FONDER SUR LE PRINCIPE SUIVANT : PARTIR DES MASSES POUR RETOURNER AUX MASSES »***(5)**

La confiance réaffirmée dans le peuple chinois et son attachement à une voie nationale et révolutionnaire implique de ne pas penser le travail du Parti comme celui d'une élaboration de la ligne politique, mais plutôt comme celui d'un catalyseur de cette ligne politique. La ligne de masse implique un double mouvement : aller aux masses pour en tirer les orientations de la politique révolutionnaire, généraliser ces enseignements ensuite, et enfin appliquer et unifier ces objectifs par les comités locaux et l'exercice du pouvoir d'Etat.

Le peuple chinois est déjà *« porteur »* de la politique la plus juste à travers ses intérêts, et en ce sens on retrouve bien le versant le plus traditionnel de l'analyse de classe du marxisme - mais il indique plus spécifiquement au Parti ses tâches à travers ses besoins. Il est donc nécessaire d'aller vers les masses : c'est la raison pour laquelle il faut impérativement mettre en place un certain nombre de procédures d'*« enquête »* dans les masses. *« Ayez les chiffres en tête » : (...) Toute qualité se manifeste par une quantité déterminée, et sans quantité il ne peut y avoir de qualité. Aujourd'hui encore, beaucoup de camarades ne savent pas qu'ils doivent prêter attention à l'aspect quantitatif des choses ; ils n'ont de chiffres en tête pour rien, il en résulte qu'ils ne peuvent éviter de faire des erreurs. »* (6)

Il importe pour chaque militant de se montrer à l'écoute des besoins concrets qui sont formulés par le peuple. Cette dimension spécifique de l'enquête doit être rapportée également aux spécificités de la population chinoise : l'illettrisme et la faible scolarisation font des masses des populations reléguées qui sont subi la domination d'administrateurs féodaux, impériaux voire impérialistes et étrangers - les *« experts»* occidentaux se multipliant dès l'invasion de la Mandchourie par le Japon jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale et la proclamation de la République Populaire en 1949.

Dans le même temps, cette forme d'expertise fait également partie des habitudes de légitimation des cadres d'organisation : l'importance de la popularisation des directives du Parti et de l'explicitation de ses politiques est ainsi fondamentale, et le recrutement de*« cadres »* constitue une pratique courante. Il ne faut pas confondre cette démarche avec une démarche proche des développements de l'autonomie ouvri*ère ou d'un spontanéisme ouvrier.« Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (qui sont dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées, après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer, faire en sorte que les masses les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action, et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. (...) Et le même processus se poursuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes, et plus riches. Voilà la théorie marxiste de la connaissance »* (7) Le Parti n'en est pas pour autant limité à ce seul rôle*« adjuvant »* des masses : en cela, il rejoint bien une matrice léniniste classique. Si le Parti incarne une forme d'avant-garde, c'est bien qu'il recèle une forme d'expertise - et cette expertise est clairement présentée comme une science, celle du matérialisme historique.

UNE PRAXIS CONCRÈTE : SE RENDRE UTILE À L'OBJECTIF RÉVOLUTIONNAIRE

Convaincre de rejoindre ou de soutenir le parti, c'est d'abord faire la preuve de son utilité en étant*« au plus près »* des masses. S'il faut aller aux masses, le Parti communiste a pour objectif d'organiser concrètement la vie. Ce n'est pas tant le mode de gouvernance que l'attachement du parti à la satisfaction directe des besoins : de fait, ce qui peut sembler (et qui deviendra concrètement) de l'ordre du clientélisme (et dégénèrera donc en corruption et en bureaucratie) correspond à l'affirmation d'une praxis militante*« réelle »*, visant à apporter des solutions immédiates.

La conviction et l'élévation de la conscience des masses serait aussi le résultat de l'exemplarité militante. En cela, il est important de mettre en évidence la correspondance entre le guévarisme, plus proche de notre tradition, et le maoïsme : là où la tradition orthodoxe du marxisme tend à rejeter les positions morales comme des scories d'idéalisme, la place donnée à l'éthique supérieure des militantEs communistes est souvent au centre des élaborations minorités opprimées, dans leur opposition à l'impérialisme. Elle ne correspond pas exactement à la mise en évidence de positionnements militants*« plus progressistes »* que ceux des masses, comme on peut les retrouver dans les revendications féministes de libération sexuelle portées par des figures comme Kollontaï ou Zetkin, mais bien à une forme d'ascétisme militant. Ainsi, l'exemplarité des cadres se révèle dans leur mode de vie qui doit rester simple - et n'a dès lors pas l'extravagance d'une*« avant-garde »*, par l'effort de ne pas*« se montrer orgueilleux »*, c'est-à-dire de ne pas attacher la direction du Parti à quelque forme d'honneur. La structure du Parti reste très verticale, mais elle est associée à la constante vérification du mérite des militants révolutionnaires.*«Dans sa politique des cadres, le Parti communiste adoptera les critères suivants : ferme application de la ligne du Parti, soumission à sa discipline, liaison étroite avec les masses, capacité de travailler en toute indépendance, ardeur à la tâche et désintéressement (...) Sachons prendre soin des cadres (...) Premièrement, nous devons les orienter (...) Deuxièmement, il s'agit d'élever leur niveau (...) Troisièmement, il faut vérifier leur travail (...) Quatrièmement, envers les cadres qui ont fait des erreurs, nous devons en général, user de persuasion (...) et ne recourir qu'à la méthode de la lutte fautes graves et refusent pourtant de se*



Couverture La cause du peuple. Wikipedia

laisser guider. (…) Cinquièmement, (…) lorsqu'ils tombent malades ou ont des soucis matériels, familiaux ou autres, nous devons veiller à leur apporter toute l'aide possible.» (8)

A l'exemplarité militante est ainsi attachée dans la matrice du maoïsme l'autocritique, dont on ne peut euphémiser les effets en reprenant le seul syntagme bien connu de la*«rééducation»*. Elle fait partie intégrante de la ligne de masse, et ce qu'elle a recouvert fut bien souvent, notamment dans des contextes carcéraux, des violences psychologiques extrêmes à travers l'endoctrinement idéologique et les humiliations publiques et elle est souvent devenue le moyen de la coercition et de la mise en place de rapports de domination internes dans le Parti. Pour autant, si l'on s'en tient à ses objectifs, l'autocritique devait être le moyen d'articuler l'importance des fonctions de direction et d'encadrement des masses avec une forme de responsabilité et rétablir une forme de proximité des cadres avec les masses.

QUELS ENSEIGNEMENTS DU MAOÏSME ?

En conclusion, la notion de *«ligne de masse»* nous permet de questionner les évidences avec lesquelles nous avons souvent l'habitude d'analyser nos potentialités militantes. La distinction de la direction du mouvement ouvrier et des masses n'implique pas nécessairement la distinction d'une ligne avancée et de formules transitoires visant à accompagner la classe vers la position la plus *«juste»*. L'alternative entre l'autonomie et la spontanéité et la démarche d'accompagnement et d'éducation doit être complexifiée, car il n'est pas rare qu'un triptyque simplificateur s'impose à nous - entre abdication réformiste, patient travail de masse et gauchisme hâtif. En l'occurrence, le maoïsme peut sembler défendre des positions spontanéistes par sa réduction à la formule initiale de la *«ligne de masse»* : aller aux masses, revenir aux masses. Or un examen plus approfondi montre qu'il n'en est rien, et que ces démarches recouvrent une éthique militante très singulière ainsi qu'une démarche d'expérimentation politique. De même, si ces injonctions semblent très générales et abstraites, elles permettent également de donner toute leur place aux luttes anti-impérialistes et de comprendre la singularité du maoïsme dans une histoire racialisée du marxisme.

En somme, le faux procès souvent fait au maoïsme ressemble à s'y méprendre à celui qui est souvent fait au luxemburgisme, et dont notre courant a eu l'habitude de se distinguer (9). Il ne fait pas de doute que nous sommes capables, ici comme là, d'une forme d'auto-critique pour réévaluer notre bilan politique de cette tradition.(10)

1. *Il peut être utile pour nous de nous rappeler la proximité du premier avec le trotskisme, qui aboutira à son exclusion du PCC, puis un procès stalinien qui aboutira à son exécution avant l'avènement de la république populaire de Chine.*
2. *Cette citation, compilée dans le Petit Livre rouge sous la rubrique* ***«Classe et lutte des classes»*** *est issue de De la Contradiction (1937) qui synthétise les analyses du matérialisme historique de Mao in Textes choisis de Mao Tsétoung, 1972 [1965] (édition de référence pour toutes les citations suivantes)*
3. *«A propos des méthodes de direction (1er Juin 1943), ibid.*
4. *En 1927, le PCC est un parti très majoritairement ouvrier. L'écrasement de la 2e révolution chinoise le chasse des villes et détruit son implantation ouvrière. Les militants du PCC qui n'ont pas été tués refluent dans le désordre à la campagne et c'est à partir de ce moment-là que le PCC (et Mao) se posent la question de l'implantation dans la paysannerie. Comme le dit Pierre Rousset, l'hétérodoxe Mao propulse la paysannerie au rang de force principale de la révolution chinoise (principale mais pas dirigeante : c'est le prolétariat) ; à rebours de la conception de Lénine qui la considère comme une force d'appoint (mais qui est décisive). (Note de Lemmy Red)*
5. *Idem*
6. ***«Méthodes de travail des comités du Parti»*** *(13 mars 1949), ibid.*
7. ***«Pour un style de travail correct dans le Parti»*** *(8 février 1942), ibid.*
8. ***«Le rôle du Parti communiste chinois dans la guerre nationale»*** *(Octobre 1938), ibid.*
9. *Penser l'émancipation, autrement — Huit marxistes hétérodoxes, de Romaric Godin | L'Anticapitaliste*
10. *En France, ce sont les mouvements trotskistes qui ont tendu à populariser, par la polémique, l'expression de mao-spontex. Notre propre organisation a joué dans la diffusion de ce quolibet un rôle important.*

Réponse à: *« La question animale »*: quelques confusions à démêler

PAR YOHANN HOARAU, SARAH ZANAZ, VICTOR DURAN-LE PEUCH, FLORENCE DELLERIE, LYLA M. (RAIE FUTÉE)

Le comité de rédaction republie tel quel cet article, reçu en réponse au dossier de la revue du printemps dernier, publié sous la forme d'un droit de réponse

Le mercredi 10 juin 2026, le média du NPA-A, L'Anticapitaliste, publiait un article de Frédéric Malvaud intitulé: *« La question animale »*. L'auteur semble principalement chercher à discréditer l'antispécisme et le sentientisme. Quel dommage, après tous les efforts fournis par le NPA-A ces derniers temps! Nous sommes d'autant plus navré·es de devoir répondre à un article publié dans un média de gauche: il n'y a qu'avec certaines oppressions, et tout particulièrement le spécisme, que l'on se permet autant de désinvolture...

Si nous réagissons aujourd'hui à cet article, ce n'est pas seulement pour une histoire d'opinions divergentes. C'est en grande partie parce qu'il constitue un florilège d'informations erronées et le résultat d'une mauvaise compréhension du sujet. Il n'est jamais facile de répondre à des articles quand ils sont si truffés d'erreurs, de confusions et d'approximations, mais nous allons essayer d'au moins clarifier les points les plus importants.

MÉTHODOLOGIE SURPRENANTE ET CONCEPTS NON MAÎTRISÉS

D'abord, une chose attire notre attention: pourquoi l'auteur fait-il le choix méthodologique pour le moins surprenant de critiquer une page Wikipédia dédiée à la sentience au lieu de se référer aux études scientifiques sur le sujet?
Plusieurs erreurs montrent que l'auteur parle sans maîtrise des concepts qu'il mobilise. Par exemple, il confond biocentrisme et sentientisme. Il écrit:
Concernant l'approche: *« biocentriste »*, se pose le problème de la définition de l'espèce: *« sensible »* ou dans le vocabulaire des philosophes les plus solides de ce courant des espèces: *« conscientes et sentientes »*
La question de la sentience n'importe pas le moins du monde dans la théorie biocentriste, qui énonce, comme son nom l'indique, que tous les êtres vivants doivent être défendus, qu'ils soient sentients ou non. Cela inclut donc non seulement les animaux, mais tout ce qui est vivant: les végétaux, les champignons, les bactéries, les protozoaires, etc. Les biocentristes sont en réalité très souvent réticent·es – ou peu informé·es – quand il s'agit de la sentience et de son importance morale. La théorie qui postule qu'il faut défendre les individus sentients n'est pas le biocentrisme, mais le sentientisme, comme son nom l'indique, encore une fois.

Erreur plus étrange encore, l'auteur écrit: En 2024, une autre déclaration complète celle-ci [la déclaration de Cambridge], la déclaration de New York, signée par 287 scientifiques (en fait encore uniquement des neurologues)
Toute cette phrase est fausse, et pourtant l'information est si facilement vérifiable. La Déclaration de New-York a rapidement réuni près de 600 signataires, parmi lesquel·les des philosophes, psychologues, zoologues, neuroscientifiques, éthologues, biologistes, écologues, chercheur·euses en sciences cognitives, etc. Elle a d'ailleurs été lancée par trois philosophes: Kristin Andrews, Jonathan Birch et Jeff Sebo. Qui plus est, le terme: *« encore »* utilisé par l'auteur semble indiquer que la déclaration de Cambridge était également signée par: *« uniquement »* des: *« neurologues »*, ce qui est tout aussi faux.
De plus, les chercheur·euses en neurosciences sont des: *« neuroscientifiques »* ou des: *« neurobiologistes »*, et non des: *« neurologues »*, qui ne sont pas des chercheur·euses mais des médecins spécialisé·es dans les maladies du système nerveux.

Pourquoi réduire artificiellement le nombre des signataires et la diversité de leurs expertises? Serait-ce pour tenter de discréditer la déclaration à peu de frais?

Un peu plus loin, l'auteur ajoute, toujours à propos de ces déclarations:: *« On notera aussi que l'on parle de conscience et non de: « sentience ».* »
On notera pour notre part qu'il n'a visiblement pas fait l'effort d'aller voir le site de la déclaration qu'il critique, sur lequel on peut lire: Qu'est-ce que la conscience? Ce terme recouvre plusieurs significations. La Déclaration de New York sur la conscience animale met l'accent sur une signification importante de ce terme, parfois appelée: *« conscience phénoménale »*

ou: *« sentience »*.

CONSCIENCE ET SENTIENCE

L'article illustre une confusion courante entre conscience et sentience. Pour résumer simplement, la conscience renvoie, en philosophie de l'esprit et notamment suite aux travaux de Ned Block, à plusieurs réalités bien distinctes : la conscience de soi, la conscience d'accès et la conscience phénoménale. La sentience s'approche de cette dernière. Elle renvoie en effet à une dimension spécifique de la conscience phénoménale : elle désigne le fait de ressentir subjectivement le monde qui nous entoure. Ainsi, être sentient·e, c'est être capable d'éprouver des sensations et des émotions à la première personne. En somme, la sentience est une dimension spécifique de la conscience et les deux concepts ne sont donc pas synonymes.

Et, contrairement à ce que dit l'auteur, tous les vivants ne sont pas sentients ni conscients ! Après avoir brandi une définition douteuse de la conscience, il écrit :
[…] On doit comprendre que c'est bien l'ensemble du vivant qui est: *« conscient »*.
Rien ne permet d'affirmer cela : les végétaux, en l'occurrence, ne sont pas sentients. Malgré la multitude d'articles et documentaires sensationnalistes qui prétendent révéler*: « l'intelligence végétale »* ou les: *« émotions des arbres »*, aucune donnée robuste ne permet d'attribuer une quelconque forme de sentience ou de conscience aux plantes. Certes, ces dernières peuvent réagir à leur environnement, capter des stimuli, libérer des signaux chimiques, ou développer des mécanismes de défense. Mais attention : réagir n'implique pas de ressentir subjectivement. Par exemple, le tournesol s'oriente en fonction du soleil, mais il ne le fait pas par plaisir, c'est simplement un réflexe. La sentience, c'est bien plus que cela : elle implique une expérience subjective du monde, le fait qu'il y ait quelque chose que cela fait d'être cet individu.

LA PRUDENCE N'EST PAS UN MANQUE DE RIGUEUR

L'auteur interprète des marques de prudence épistémique comme un manque de rigueur scientifique. Il relève par exemple, toujours sur la page Wikipédia :: *« Certains insectes affichent de forts marqueurs de sentience »*,: *« il n'est pas sûr que ces résultats se généralisent à d'autres espèces d'insectes »* avant d'en conclure, non sans aplomb, que: *« le terme« vraisemblablement »*en dit long sur la confusion et le manque de rigueur des auteurs ».

Ces formulations prudentes sont au contraire le signe d'une science qui avance honnêtement, sans forcer les conclusions au-delà de ce que les données permettent d'affirmer. Pour cette raison et par souci de rigueur, les scientifiques affirment que: *« certains »* insectes sont: *« probablement »* sentients. Et pour cause : les insectes sont une catégorie composée de plusieurs milliers d'espèces réparties dans plusieurs ordres (leur nombre est à peine représentable, on parle de plus d'un milliard d'insectes pour un humain). Bien sûr, les preuves solides en faveur de la sentience des diptères (comme les mouches) ou des blattoptères (comme les cafards) ne peuvent valoir pour l'ensemble des autres insectes. Les études sur la sentience de certains groupes d'insectes sont encore assez rares et les scientifiques avancent, à pas mesurés et rigoureux, vers une connaissance toujours plus robuste de leur vie mentale.
L'auteur écrit par ailleurs :
Et, plus remarquable encore les termes: *« la grande majorité voire la totalité des vertébrés »*. Il y aurait donc des vertébrés non sentients ? Lesquels et pourquoi ?
L'auteur interprète mal une prudence scientifique, à nouveau. La réponse est tout simplement qu'il n'y a pas d'études spécifiques sur chaque espèce animale. De fait, s'il y a de bonnes raisons de penser que la totalité des vertébrés sont en effet sentients, la formulation: *« la grande majorité voire la totalité »* relève tout simplement d'une précaution bienvenue.

Un autre extrait illustre la manière dont Frédéric Malvaud se trompe sur les formulations prudentes. À l'article Wikipédia qui expose qu'en l'état actuel des connaissances,: *« voici les animaux (adultes et en bonne santé) généralement considérés comme sentients »*, l'auteur reproche : Écrire: *« adultes et en bonne santé »* signifierait que les enfants (pour les humains) et les malades ne seraient pas: *« sentients »*.
En réalité, c'est tout simplement une prudence de méthode : considérer les cas particuliers et éviter une règle générale qui pourrait se révéler fausse. Les études sur la sentience, notamment celles sur les insectes, donnent de plus fortes preuves de sentience pour les adultes que pour les larves.

La précision: *« adulte »* n'exclut évidemment pas la sentience d'un enfant humain. Ensuite, le terme: *« en bonne*



santé » ne vise pas à prétendre que les individus malades ne seraient pas sentients, mais qu'il est possible que certaines lésions cérébrales sévères affectent la sentience.

L'auteur écrit aussi, en citant à nouveau la page Wikipédia :: *« Il existe des indices évolutifs, neurologiques et comportementaux permettant de constater ou non la sentience des individus. »* Quels indices ? Et si ce sont des indices, on est loin d'un constat scientifique !

« Quels indices ? », demande-t-il. Il suffit de se renseigner. Cette affirmation, à elle seule, témoigne d'une méconnaissance de la littérature scientifique sur le sujet. Il est admis et bien justifié qu'une seule observation ne permet pas de conclure à la présence de sentience, et que c'est la validation d'une pluralité de critères qui permet d'appuyer le fait qu'un individu est probablement sentient. C'est pourquoi ces critères sont appelés des indices : plus le faisceau d'indices est concordant, plus grande est la probabilité de sentience.

Nous n'avons pas directement accès aux expériences subjectives d'autrui (humain·es ou non-humain·es) : c'est le: *« problème des autres esprits »*. La difficulté propre à la sentience ne tient pas à ce qu'elle serait invisible à l'œil nu : en physique, quantité de phénomènes échappent à l'œil nu et se mesurent pourtant très bien à l'aide d'instruments. Elle tient à ce que la sentience est une expérience vécue en première personne, qui, par définition, ne s'observe pas depuis l'extérieur. Ainsi, faute de pouvoir la constater directement, on l'infère à partir d'indices qui lui sont systématiquement associés. Chez les humains, la source de connaissance la plus directe concernant la sentience est le témoignage ; chez les animaux non-humains, qui ne peuvent en fournir (ou du moins pas dans une langue que les humains comprennent), les scientifiques s'appuient sur un faisceau d'indices observables, traditionnellement rangés en trois catégories : évolutionnaires (les expériences plaisantes et déplaisantes semblent avoir joué un rôle adaptatif dans l'évolution), comportementaux (les comportements associés à la douleur sont modifiés par la prise d'analgésiques, par exemple) et physiologiques (présence de structures permettant l'intégration de l'information : nerfs, système nerveux central, etc.).

DÉTERMINER QUELS ANIMAUX SONT SENTIENTS EST UNE QUESTION SCIENTIFIQUE

L'auteur écrit : Les antispécistes n'ont eu de cesse de procéder à des glissements successifs sans solidité scientifique pour réduire les: *« animaux »* à un petit groupe d'espèces afin de rendre la théorie acceptable, bref de la limiter à la problématique de l'alimentation humaine et du rejet de l'élevage. C'est-à-dire en fait une vision très anthropocentrée autour des intérêts... des humains !
L'auteur fait ici un procès d'intention injustifié. C'est un sophisme. Et, pour ne rien gâcher, c'est complètement faux.
Premièrement, la liste des animaux sentients est une question scientifique traitée par des chercheur·euses spécialisé·es, elle n'est pas établie par les militant·es antispécistes. Par ailleurs, les chercheur·euses travaillant sur le sujet ne se limitent pas à chercher la sentience uniquement chez les individus qui les arrangent ou chez ceux qui ressemblent le plus aux humains. Les pieuvres en sont un bon exemple : elles sont fort différentes des humains par bien des aspects, et très éloignées phylogénétiquement, mais on dispose de preuves scientifiques quant à leur sentience.
Deuxièmement, les antispécistes, et plus précisément les sentientistes, se fondent sur des données scientifiques établies par le meilleur état des recherches dont on dispose, et sont intéressé·es et ouvert·es quant au fait de toujours mettre à jour leurs connaissances sur le sujet. Par exemple, les études récentes sur la sentience des insectes ont été sérieusement considérées par le mouvement antispéciste.

Troisièmement, prétendre que les antispécistes limiteraient la considération des animaux à: *« la problématique de l'alimentation humaine et du rejet de l'élevage »* relève d'une forte méconnaissance des revendications du mouvement antispéciste. Les antispécistes prennent également très au sérieux les intérêts et le sort des animaux en dehors de l'industrie alimentaire, qu'ils soient exploités et/ou tués pour les loisirs (corrida, chasse, pêche...), pour l'industrie textile ou dans les laboratoires, sans oublier les animaux sauvages (aussi bien des escargots que l'on peut éviter d'écraser, que d'un oisillon tombé du nid). Dès lors, les antispécistes ne s'en tiennent pas au: *« rejet de l'élevage »*, iels rejettent toutes les formes d'exploitation, d'appropriation et de mise à mort des animaux non humains sentients.

LE SENTIENTISME

Sur le versant éthique, une incompréhension courante consiste à affirmer que nos incertitudes quant à la sentience de certaines espèces remet en question le sentientisme même. Pour le dire autrement : si on ne peut pas savoir avec certitude qui est sentient et qui ne l'est pas, alors la sentience ne peut pas constituer un bon critère de considération morale. Or, ce sont bien deux questions distinctes.

Pour plus de clarté, on peut distinguer la sentience, étudiée par les sciences empiriques, et le sentientisme, qui est la thèse selon laquelle la sentience compte moralement et politiquement. Les arguments en faveur du sentientisme sont indépendants des études qui permettent de déterminer qui est sentient.
La difficulté méthodologique et l'incertitude entourant l'étude de la sentience n'invalident pas la pertinence du critère pour déterminer qui a des intérêts. De la même manière, on peut être opposé·e à l'exil fiscal avant même de savoir quelles sont les personnes et entreprises concernées. L'incertitude freine la mise en pratique, mais elle n'enlève rien au fait que l'objectif est souhaitable.

CONCLUSION

En conclusion de notre réponse collective, nous invitons l'auteur à relire la sienne : :Il paraît beaucoup plus pertinent de penser les personnes (au sens de personnes humaines), les choses (au sens d'objets non vivants) et les êtres vivants (autres que les humains) dont on doit prendre soin en accordant une attention particulière envers ceux qui sont sensibles ou: *« sentients »* (les

animaux). Une telle approche était déjà pensée par Montaigne :: *« Nous devons la justice aux hommes, et la bienveillance et la douceur aux autres créatures qui peuvent les ressentir »*.

« Aux autres créatures qui peuvent les ressentir », oui. Montaigne le disait bien. C'est parce que les individus sentients peuvent ressentir et être affectés par ce qui leur arrive qu'il faut les prendre en compte moralement et politiquement. C'est exactement ça, le sentientisme.

Être ou se prétendre de gauche n'immunise pas de la tendance à légitimer les rapports de domination qui nous profitent. Nous devons donc faire preuve de vigilance et d'humilité. En l'occurrence, être spécialiste de la: *« biodiversité »*n'offre aucune expertise en matière d'éthique animale ou des luttes sociales liées. Nous proposons donc de laisser à la droite, d'une part, le réflexe de se sentir légitime à analyser publiquement tous les sujets sans expertise, et d'autre part, celui de défendre par tous les arguments possibles – y compris les plus fallacieux – l'infériorisation et l'exploitation des plus vulnérables.



Actualité de la théologie de la libération palestinienne

JOHN MUNAYER ET LAMMA MANSOUR

PROPOS RECUEILLIS PAR LE COLLECTIF ANASTASIS

Nous republions ici l'entretien réalisé par le collectif Anastasis, collectif chrétien, paru dans leur revue, dont le premier numéro est paru en août (1).Il traduit une optique chrétienne sur la théologie de la libération palestinienne, qui n'engage pas la rédaction de la revue du NPA-A. John Munayer et Lamma Mansour sont deux théologien·ne·s palestinien·nes qui ont participé à l'écriture de l'ouvrage collectif The Cross and the Olive Tree. Cultivating Palestinian Theology amid Gaza (publié en 2025 chez l'éditeur américain Orbis), prochainement publié en français par le collectif Anastasis

1) Pourriez-vous nous dire un mot du sens du titre de cet ouvrage et nous expliquer dans quelles traditions de pensée et d'action il s'inscrit ?

Pour les chrétiens palestiniens, la croix n'est pas un symbole abstrait. Elle est le lieu où nous nous trouvons aujourd'hui. Elle est l'expérience de la souffrance, le témoignage de la mort. L'olivier est l'autre pôle du titre, et c'est peut-être le symbole le plus palestinien qui soit. L'olivier, c'est la terre. C'est l'enracinement. C'est la lignée familiale, la mémoire ancestrale, la persévé rance. La croix et l'olivier s'interprètent mutuellement. La métaphore de l'olivier permet également de décrypter la théologie palestinienne contemporaine en trois étapes : l'huile d'olive, le savon et la lampe. Chaque étape est liée à un ensemble de théologiens et de contributeurs : membres du clergé, universitaires et théologie populaire.Cet ouvrage s'inscrit dans la tradition de la théologie palestinienne et représente la nouvelle génération de théologiens palestiniens. La préface est signée par deux grands noms de la théologie palestinienne : Naim Ateek et Cedar Duaybis, membres fondateurs du mouvement. Le livre se veut une tentative d'aborder des questions nouvelles, tout en s'appuyant sur les fondements posés par nos aînés.Enfin, La croix et l'olivier fait écho à l'œuvre de James Cone, théologien afro-américain célèbre pour son ouvrage La croix et l'arbre du lynchage. Ce dernier a été une source d'inspiration pour de nombreux théologiens en Palestine

2) Votre pratique de la théologie peut se comprendre comme une œuvre de résistance. Pouvez-vous nous dire pourquoi ?

Notre pratique théologique est un acte de résistance à plusieurs égards. Premièrement, depuis bien trop longtemps, les Églises et les théologiens parlent des Palestiniens plutôt que de s'adresser à nous. Ils ont bâti des courants de pensée entiers qui nous déshumanisent ou nous ignorent. Cela a causé d'immenses préjudices. Cela a contribué à justifier la violence, à nier notre humanité et à rendre nos vies invisibles et insignifiantes. Ainsi, lorsque nous nous engageons dans une théologie palestinienne, nous affirmons que nous ne sommes pas des objets d'analyse silencieux et passifs, mais des êtres humains créés à l'image de Dieu, capables de parler, d'interpréter et de nommer Dieu à partir de notre propre réalité vécue. Ce faisant, nous perpétuons une tradition théologique palestinienne qui remet en question les théologies occidentales sionistes depuis des décennies. Deuxièmement, dans notre travail, nous nous adressons également à notre propre peuple, en résistant à la tentation de nous isoler. Nous cherchons avec Dieu à comprendre ce que signifie la fidélité à un moment où notre peuple est tué, déplacé et déshumanisé. En ce sens, la théologie devient un espace de lamentation, de discernement et d'introspection. Enfin, notre travail est aussi tourné vers l'extérieur. Nous nous intéressons aux théologies du Sud global, recherchons des solidarités par-delà les contextes d'oppression, et résistons à l'isolement et à la division que les empires cherchent souvent à instaurer. Nous essayons de nous interroger, ensemble, sur ce que signifie suivre le Christ dans un monde violent et déshumanisant. Ce travail théologique inscrit notre combat dans des traditions plus larges de recherche de justice et de miséricorde.

3) Non seulement vous faites partie d'un peuple qui est ciblé par un génocide, mais vous faites partie d'une religion dont certains adeptes utilisent certains préceptes pour justifier votre oppression (on sait en effet que le sionisme chrétien, notamment américain, est un puissant soutien de l'État israélien)... Comment faire face à une telle défiguration des messages évangéliques au cœur de la religion chrétienne ?

Le problème dépasse le cadre du sionisme chrétien évangélique et concerne de nombreuses expressions du christianisme occidental en général. Que les chrétiens occidentaux soient issus de milieux conservateurs ou libéraux, protestants ou catholiques, nombreux sont ceux qui ont choisi de soutenir le sionisme et d'ignorer les souffrances du peuple palestinien. Malheureusement, beaucoup de chrétiens en Occident ont allié leur foi aux empires, au colonialisme et à la domination. Une telle attitude est en totale contradiction avec l'Évangile

4) Lamma, dans votre article, vous écrivez que « l'imagination est un don de Dieu » (p. 74). L'imagination est-elle un aspect de l'espérance dans le Royaume de Dieu ? Pouvez-vous nous dire en quoi et comment l'imagination au sens où vous l'entendez peut rejoindre l'action pour la justice dans le contexte palestinien ?

Je pense effectivement que l'imagination est profondément liée à l'espérance du Royaume de Dieu. L'espérance est, en quelque sorte, la conviction que le présent n'est pas une fin en soi. L'imagination nous permet d'aspirer au « pas encore » du Royaume de Dieu – à un avenir façonné par la justice, la dignité, la réconciliation et l'épanouissement, même lorsque cela semble impossible dans la logique du moment présent. Il est donc important de se rappeler que l'imagination n'est pas une fuite. C'est un acte profondément théologique et eschatologique. Elle reflète la conviction que Dieu est toujours à l'œuvre dans l'histoire et que le monde, tel qu'il existe aujourd'hui, n'est pas la finalité. Dans le contexte palestinien, l'imagination revêt une importance particulière car la domination israélienne agit souvent en restreignant les horizons du possible. L'occupation, la violence, la fragmentation et la dépossession ne ciblent pas seulement la terre et les corps ; elles étouffent aussi l'imagination. Elles peuvent engendrer le désespoir, le fatalisme et le sentiment qu'aucun autre avenir n'est envisageable. Dès lors, imaginer autrement – imaginer la liberté, la sécurité, le retour, la reconstruction, ou même une simple joie – devient un acte de résistance en soi. Mais l'imagination doit aussi se traduire par l'action. Autrement, elle risque de sombrer dans le sentimentalisme et se déconnecter de la réalité, au détriment de celles et ceux qui vivent sous le joug de l'empire. Pour moi, l'imagination est ce qui permet d'agir pour des réalités qui n'existent pas encore pleinement. Elle soutient le travail long et souvent épuisant de la justice. Tout mouvement de libération commence par la capacité d'imaginer que les choses pourraient être différentes. Partout en Palestine, je le constate non seulement dans l'activisme politique, mais aussi dans les pratiques quotidiennes : la création artistique, la préservation de la mémoire à travers les générations, la reconstruction des maisons, l'éducation des enfants, la culture de la terre, la prière, le deuil et la solidarité. Autant de manières de refuser la logique déshumanisante qui réduit les Palestiniens à la souffrance ou à la simple survie. Théologiquement, je crois que l'imagination est étroitement liée à la tradition prophétique. Les prophètes n'étaient pas seulement des critiques de l'injustice ; ils étaient aussi des visionnaires, comme le soutient Walter Brueggemann dans L'imagination prophétique. Ils ont formulé des alternatives morales et sociales fondées sur la justice divine. De même, Jésus a proclamé le Royaume de Dieu comme une réalité déjà présente. L'imagination chrétienne nous invite à participer à l'œuvre rédemptrice de Dieu ici et maintenant. Ainsi, lorsque je décris l'imagination comme un don de Dieu, je veux dire qu'elle contribue à permettre aux êtres humains de résister au désespoir et d'agir avec espérance

5) John, votre article (co-écrit avec votre frère Samuel) porte sur la théologie du martyre. Quel sens mettez-vous dans cette notion de martyre ? Que signifie pour vous être témoins de Dieu dans le contexte de violence et d'injustice auquel vous êtes confrontés ?

La question du martyre est peut-être la plus urgente que Samuel et moi ayons abordée personnellement lors de l'écriture de ce livre, car le chapitre qui lui est consacré est né non seulement d'une réflexion théologique, mais aussi d'une menace vécue au quotidien. Nous avons décidé d'écrire sur ce sujet car tant de Palestiniens sont tués, victimes de nettoyage ethnique et opprimés par tous les moyens possibles. La distinction essentielle que nous établissons dans ce chapitre est celle entre une théologie du martyre et une théologie de la survie. Une théologie du martyre encourage à témoigner du Dieu crucifié et ressuscité et de l'injustice du monde. Une théologie de la survie privilégie la préservation du statut et des droits de l'Église au sein d'une situation dévastatrice. Au sein de l'Église palestinienne et de la communauté chrétienne palestinienne, l'accent est mis sur notre nombre. Parce que notre population diminue en Palestine, nous représentons moins de 2 % de la population totale, du fleuve à la mer.

Cette angoisse démographique, aussi compréhensible soit-elle, peut pousser les communautés à adopter une attitude de survie : protéger leurs institutions, éviter les confrontations, se faire discrètes pour que l'église reste debout et que la congrégation ne diminue pas davantage. Nous comprenons cette réaction. Ces deux aspects sont indissociables. On ne peut témoigner de la résurrection tout en gardant le silence sur les souffrances de son peuple. Le Christ ressuscité est aussi le Christ qui porte les plaies. Et le connaître, c'est refuser de détourner le regard des souffrances de Gaza.

(1) Revue Anastasis, théologie politique chrétienne, "Lancement" n°1, Août 2026

Un massacre en Kabylie, Algérie 1956

SAFIA KESSAS, FABRICE RICEPUTI

(PROPOS RAPPORTÉS PAR ROBERT PELLETIER)

« Chaque année, en France, on commémore ce qui s'est passé à Oradour-sur-Glane, c'est-à-dire le massacre de tout un village. Mais on en a fait des centaines, nous, en Algérie. Est-ce qu'on en a conscience ? » Par cette simple interrogation, le journaliste Jean-Michel Aphatie avait déclenché en février dernier un battage médiatique, qui s'est close avec sa démission de RTL. Au-delà du scandale, nous nous proposons de revenir sur une récente enquête historique sur l'un de ces massacres avec les auteurEs du livre un massacre en Kabylie, Algérie 1956

Bien que largement documenté par de nombreux historien.nes (1), la sinistre réalité des massacres commis par l'armée française en Algérie occupée reste peu connue dans le grand public et lae connaissance de cette réalité qui souffre d'un double invisibilisation paradoxale. D'un côté, le déni de la société française toujours travaillée par les: *« bienfaits de la colonisation »* et le refus d'une reconnaissance des atrocités commises notamment en Algérie mais dans la quasi totalité des colonies. De l'autre, la politique mémorielle instrumentale du pouvoir algérien, qui évolue en fonction des besoins internes ou de ses relations avec le pays colonisateur. C'est à ces chapes de plomb mémorielles que se sont attaqués la documentariste Safia Kessas et l'historien Fabrice Riceputi

Tout d'abord peux-tu expliciter la double démarche qui vous a permis de mettre au jour le massacre du 23 mai 1956 ?

Notre livre est le récit d'une longue enquête d'abord menée par la journaliste et documentariste belge Safia Kessas. En 2019, comme le font depuis quelques années un certain nombre de personnes - très souvent des femmes - ayant une ascendance algérienne, elle a interrogé son père sur son passé en Algérie et son émigration de la Kabylie jusqu'à Bruxelles. Elle a alors découvert qu'un drame terrible l'avait marqué, dont elle entendait parler pour la première fois. Un massacre perpétré le 23 mai 1956 à proximité de son village par l'armée française, dont aucun livre d'histoire ne parle. Elle s'est alors engagée dans une longue quête particulièrement obstinée de la vérité de cet évènement : recherches dans les publications et archives, témoignages d'anciens combattants français dans cette région et enquêtes sur place, dans la vallée de la Soummam, dans les villages concernés. Je l'ai rejointe en cours de route en apportant ma modeste expertise sur l'histoire de l'armée française en Algérie et ses modes opératoires. Nous avons ainsi conjugué des savoir-faire de journaliste d'investigation et d'historien du temps présent.

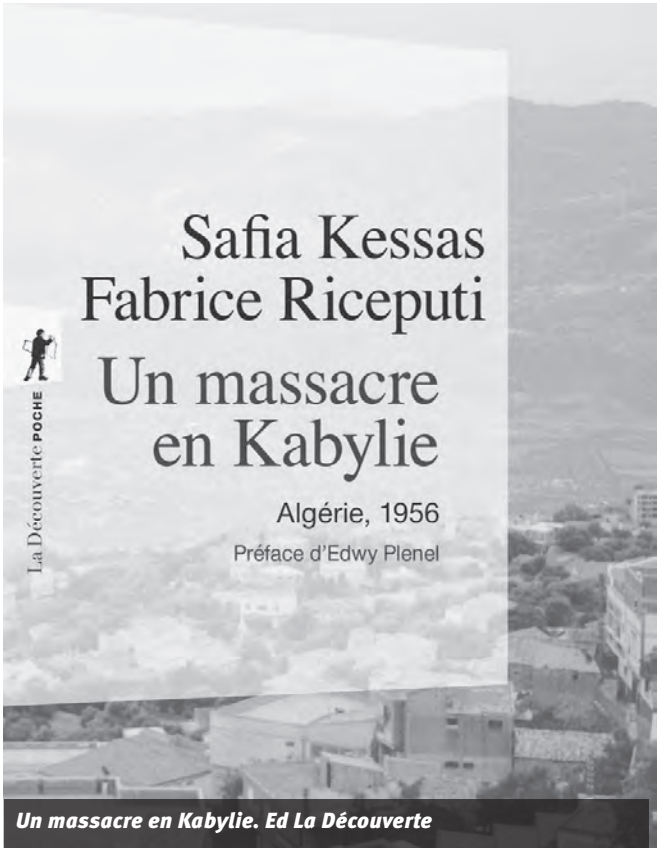
Que s'est-il passé ce 23 mai 1956 ?

Une exécution sommaire collective préméditée et une agression sexiste et sexuelle elle aussi collective. Mais les archives militaires et la presse signalent ce 23 mai 1956 un simple: *« accrochage avec les rebelles »* , un terme générique qui masquait très fréquemment dans les rapports militaires tout autre chose que ce qu'il dit et que la presse française se contentait de reproduire tel quel. Pourtant, dès 1956, des Kabyles de cette région ont tenté d'informer de massacres dans trois villages, Ait Soula, Tazrouts et Agouni, des massacres qu'ils ont en partie documentés et dont le souvenir s'est perpétué à bas bruit dans l'émigration kabyle en France, sans jamais pouvoir accéder au statut d'évènement historique reconnu.

En nous rendant dans ces trois villages, nous avons découvert que l'évènement y hante encore les gens, qu'il est toujours porté par une mémoire vivante et populaire et commémoré par des stèles et des toponymes. Des témoins directs nous l'ont raconté. Le 23 mai 1956 dans la nuit, plusieurs centaines de militaires ainsi que des gardes mobiles ont investi les trois villages, réuni les hommes et en ont exécuté froidement 75, laissant là leurs cadavres. L'exécution s'est faite selon une liste de noms, preuve de sa préméditation. De plus, c'est le chef de la Section Administrative Spécialisée (SAS) du secteur qui était porteur de cette liste et qui a, selon les témoins, sélectionné ceux qui allaient être exécutés. Or les SAS, qui enseignaient et soignaient sont aujourd'hui encore la fierté de l'armée française...

Ce massacre des hommes s'est accompagné de violences sexistes et sexuelles extrêmes sur les femmes. Plusieurs femmes très âgées nous ont volontiers raconté, avec une indignation intacte, comment elles ont été rassemblées sous la menace des armes à la mosquée et forcées à s'y dénuder

devant les soldats. Selon certaines d'entre elles, elles auraient été photographiées ou filmées, ce qui n'a rien d'invraisemblable. Et il y eut des viols, sans qu'elles ne nous indiquent l'identité des victimes. L'une d'elles au moins, enceinte, s'est suicidée selon elles. Avoir pu recueillir la parole de ces villageoises – grâce à la présence de Safia Kessas, femme journaliste d'origine kabyle et féministe – est à mon avis l'un des points forts de ce travail. L'écrivain Mouloud Feraoun a écrit que quand l'armée française venait dans leurs villages, les Kabyles savaient que le sexe des villageoises serait aussi fouillé. Mais c'est un aspect de la: *«pacification»* coloniale qui a été très peu documenté jusqu'ici du côté des victimes. Paradoxalement, les sources sur les violences sexistes et sexuelles comme arme de guerre en Algérie sont bien plus souvent françaises – beaucoup d'anciens appelés ont raconté des viols – qu'algériennes.



Un massacre en Kabylie. Ed La Découverte

Dans quel moment de la guerre d'indépendance algérienne se place ce massacre ?

C'est un moment de bascule. Les maquisards du FLN ont gagné beaucoup de terrain depuis le 1er novembre 1954, particulièrement dans les régions rurales et montagneuses, grâce à l'aide logistique des villageois et villageoises. C'est le cas notamment en Kabylie. En 1956, dans le massif de l'Akfadou qui surplombe la vallée de la Soummam, le maquis d'Amirouche constitue contrôle un véritable sanctuaire. Il multiplie les actes de guérilla dans un vaste secteur. Et on lit dans les archives l'inquiétude extrême des autorités qui constatent qu'elles perdent le contrôle de la Kabylie, qui fournit un grand nombre de dirigeants au FLN et beaucoup de maquisards. Le mythe colonial selon lequel les Kabyles seraient plus dociles et assimilables que les Arabes s'est définitivement écroulé. Les administrateurs civils implorent alors l'armée de: *«pacifier»* cette région qu'ils décrivent comme: *«infectée»* et: *«pourrie»* par la: *«rébellion»*, en dénonçant abondamment le rôle de supports logistique et de viviers de combattants des villages kabyles.

Le président du Conseil socialiste Guy Mollet et le ministre socialiste de l'Algérie Robert Lacoste, de même que le ministre de l'Intérieur Mitterrand, ont dès leur arrivée au pouvoir en février 1956 opté pour la fuite en avant répressive face à l'insurrection en Algérie. En mars, la loi dite des: *«pouvoirs spéciaux»* a permis de donner carte blanche à l'armée revenue particulièrement revancharde de sa cuisante défaite indochinoise. Au printemps 1956, l'armée commence une sorte de reconquête des zones rurales en tentant de dissuader par la terreur leurs populations de soutenir les: *«rebelles»*. Toute distinction entre civils et combattants est alors sciemment abolie par la doctrine de la guerre anti-subversive devenue officiellement cette de l'armée française. Il faut prendre par tous les moyens le contrôle de la population civile. Le massacre sur lequel nous avons enquêté est un épisode parmi beaucoup d'autres de cette: *«pacification»*. Or, loin d'atteindre leur objectif, ces violences alimentent les maquis en jeunes hommes. La: *«pacification»* sera donc encore intensifiée à partir de 1957 par la déportation en masse des populations rurales, dont les terres deviennent des: *«zones interdites»*, vers les: *«camps de regroupements»*. En 1959, sous De Gaulle, 60 000 hommes parviendront finalement dans le cadre du Plan Challe à reprendre le contrôle de cette région de la Kabylie, comme de beaucoup d'autres.

L'armée agissait la nuit, torturait et exécutait dans des lieux clandestins et faisait disparaître les corps. Dans cette enquête en milieu rural, j'ai touché du doigt une forme de répression totalement débridée, sans contrainte aucune, car à peu près sans témoins.

Vous dénoncez dans l'épilogue du livre le déni colonial français ...

Ce qui m'a frappé dans les enquêtes que j'ai pu mener en Algérie, sur les: *«disparus»* d'Alger avec Malika Rahal et dans celle-ci, dans les villages de Kabylie, avec Safia Kessas, c'est combien le trauma colonial est palpable aujourd'hui encore dans toute la société algérienne. La mémoire de la dévastation coloniale est partout, dans chaque famille, et co-existe avec celle de la: *«décennie noire»*. Quand le gouvernement algérien exige la reconnaissance des crimes coloniaux, il exprime, certes à sa façon, une indéniable demande sociale, non de je ne sais quelle: *«repentance»*, mais de reconnaissance de la simple vérité, comme réparation symbolique. Or on en est très loin et ce ne sont pas les communications mémorielles de Macron, dans lesquelles des reconnaissances très partielles ont été utilisées comme des monnaies d'échanges diplomatiques (sans grand succès), qui ont changé grand-chose. On voit toujours une invraisemblable bonne conscience postcoloniale se manifester, avec une arrogance qui augmente même avec l'extrême droitisation en cours. Alors que nous rentrions d'un de nos séjours en Kabylie, nous avons découvert avec effarement la pitoyable polémique à propos de l'analogie faite par Jean-Michel Apatie entre les crimes nazis et les crimes coloniaux. Une analogie qui n'a évidemment rien de choquant pour les historiens. Mais la recherche historique et les discours politico-médiatique dominants sur l'Algérie semblent évoluer dans des univers parallèles qui ne se rencontrent jamais.

Stop au permis de tuer

HAFIZA B. KREJE (CNAR)



Manifestation Non au permis de tuer 20 septembre 2026 © NPA Phototèque Rouge.

Partout en France, un mouvement social uni s'est retrouvé le weekend du 19 et du 20 septembre à l'appel du collectif SAVE - Stop aux Violences d'Etat - constitué autour des proches de Souheil Khalfaoui, assassiné par la police en août 2021 à Marseille. Malgré son choix regrettable de privilégier une alliance large avec les partis institutionnels, du PS à la FI pour construire la mobilisation, la centralité de l'échéance a été reconnue par toustes. A Paris, ce ne sont pas moins de 50.000 personnes qui se sont retrouvées pour refuser le permis de tuer, et toutes les organisations étaient en nombre conséquent. Partout consensuelle, une telle réussite n'a pas pu être reproduite partout : alors que l'échéance est fixée depuis Juillet, l'impréparation relative de l'événement, dans beaucoup de régions, établit notre feuille de route : constituer, partout, le front contre la fascisation et le racisme d'Etat dont nous avons besoin.

A Paris, la manifestation était organisée en trois espaces : en tête, les collectifs des familles de victimes, intermédiaire, le cortège antiraciste et décolonial, entre autres structuré par la présence d'Urgence Palestine, et enfin la succession des partis politiques. Comme à l'accoutumée, nous étions convié.es à nous exprimer sur le camion d'UP et nous avons participé au service d'ordre de nos camarades. Nous avons répondu à l'appel, en soulignant l'inspiration que représente la lutte du peuple palestinien, confronté au paroxysme de la logique de l'état racial en Palestine occupée, le permis de tuer de la police israélienne débouchant sur la loi rétablissant la peine de mort pour les résistantEs palestinienNEs. Pour l'union antiraciste contre l'islamophobie, nous avons réaffirmé l'unité du mouvement antiraciste, contre l'ordre racial.

pas de justice pas de paix, pas de permis de tuer !

Dans notre cortège, nos priorités politiques se sont transcrites avec une apparition réussie : un livret de slogans avait même été édité pour l'occasion permettant une grande coordination pour une manifestation qui s'est étirée tout au long de l'après-midi, tandis que nos militantEs pouvaient diffuser le matériel de notre campagne antiraciste contre les violences policières. Magistrale lors de sa prise de parole, notre camarade Louisa, membre du comité exécutif et de l'animation de la commission antiraciste du parti, a su mettre en évidence le continuum racial : *« Nous on sait que ça veut dire : un permis de tuer pour les flics ! Nous on refuse de laisser passer cette loi qui donnera encore plus un pouvoir de vie ou de mort de la police sur les jeunes non blancs. Parce que c'est eux qui sont majoritairement tués par la police ! Les médias ont beau dire que les policiers racistes, c'est des brebis galeuses, comme pour les policiers municipaux de Carcassonne, tous les six mois ou presque on a les mêmes affaires de propos racistes. Et ça c'est que ce qu'on sait de vidéos qui sortent ! Mais il ne s'agit jamais seulement de mots. Le racisme et la déshumanisation des jeunes racisés qui autorise les insultes est aussi ce qui permet et justifie les violences physiques jusqu'à la mort. (...) À Carcassonne le 21 juin, un policier a projeté au sol Youssef 29 ans. Youssef est mort treize jours plus tard. »* Au-delà de sa critique de l'actualité récente et de l'idéologie bourgeoise, en cohérence avec le niveau de conscience de notre classe et des premierEs concernéEs, notre camarade a rappelé nos revendications contre l'ordre capitaliste et racial, qui ne peuvent passer par une quelconque et illusoire réforme de la police : *« La police est un outil de maintien de l'ordre capitaliste, qui protège les dominants. Nous on dit qu'il faut abolir la police ! On veut pas plus de commissariats, plus de policiers et plus de moyens. Pour sauver des vies, aujourd'hui, il faut désarmer la police et ne pas céder systématiquement aux revendications des syndicats policiers. Aux côtés de familles de victimes de la police, on dit : « pas de justice pas de paix, pas de permis de tuer ! »*